



Courrier international

N° 1636 du 10 au 16 mars 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

**NUMÉRO
SPÉCIAL**

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$ CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-
Bretagne 4,70 £, Grèce 5,40 €, Italie
5,40 €, Japon 650 ¥, Maroc 4,80 DH,
Pays Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40
€, République Fédérale de Russie 6,30
CHF, ROM 650 XPF, Tunisie 7,70 DT,
Afrique CPA autres 3,500 F CPA.

UKRAINE LA VIE DERRIÈRE SOI

Alors que l'armée russe poursuit son offensive contre les grandes villes, 2 millions de personnes ont déjà quitté le pays. D'autres ont choisi de rester. Témoignages dans la presse étrangère.



M 03183 - 1636 - F : 4,50 €

NOUVELLE ŠKODA FABIA

TOUT CE QU'IL FAUT ATTENDRE D'UNE VOITURE.



ŠKODA



À PARTIR DE

129€ / MOIS ⁽¹⁾

LLD SUR 37 MOIS / AVEC APPORT

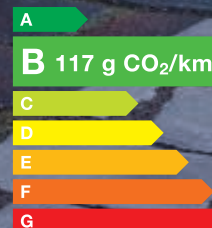
Modèle présenté : FABIA Berline 1.0 MPI 65ch BVM AMBITION avec options, 1^{er} loyer de **2 000€** et 36 loyers de **267€**, remise de **2 500€** déduite. Offre valable du 01/02/2022 au 31/03/2022.

(1) Exemple pour une FABIA Berline Ambition 1.0 TSI 95ch BVM. Location Longue Durée sur 37 mois/30 000 km max, 1^{er} loyer de 2 000€ et 36 loyers de 129€, remise ŠKODA de 3 500€ déduite. Offre réservée aux particuliers, valable pour une immatriculation avant le 31/03/2022 dans la limite des stocks disponibles, chez tous les Distributeurs présentant ce financement sous réserve d'acceptation du dossier par VOLKSWAGEN BANK GMBH - SARL de droit allemand - Capital social : 318 279 200€ - Siège social : Braunschweig (Allemagne) - RC/HRB Braunschweig : 1819 - Intermédiaire d'assurance européen : D-HNQM-UQ9MO-22 (www.orias.fr) - Succursale France : Bâtiment Ellipse, 15 avenue de la Demi-Lune - 95700 Roissy-en-France - RCS Pontoise : 451 618 904 - Administration et adresse postale : 11, avenue de Boursonne - B.P. 61 - 02601 Villers-Cotterêts Cedex.

Gamme NOUVELLE FABIA : consommation en cycle mixte (l/100 km) min - max : WLTP : 5,1 - 6,1. Rejets de CO₂ (g/km) min - max : WLTP : 114 - 138.

Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.

Volkswagen Group France - S.A. - Capital : 198 502 510€ - 11, av. De Boursonne - 02600 Villers-Cotterêts - R.C.S. Soissons 832 277 370.



Pensez à covoiturer
#SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Ukraine : la vie derrière soi

p.6

Quand je suis rentrée à Kiev le 20 février, après la conférence de Munich sur la sécurité, une bonne amie m'a proposé d'aller dîner dans un restaurant chic. J'ai hésité puis je me suis dit : et si la guerre éclatait demain ? Ne te prive pas aujourd'hui de ce plaisir. Une semaine plus tard, je devais me contenter de sandwiches à la saucisse et je dormais sur le sol en béton du métro - soir après soir." Ce récit poignant, présenté comme un journal de bord et signé par une journaliste ukrainienne qui a décidé de rester dans la capitale, a été publié par le **Financial Times**. "Ai-je bien fait de ne pas partir ?" se demande Kristina

Berdynskykh, qui raconte son quotidien et celui de sa "troupe de femmes" (sa mère et une adolescente, petite-fille de proches amis) depuis le début des bombardements. Extraits : "Lors de la première alerte, nous n'avons pas su quoi emporter avec nous. Nous avons passé toute la nuit sur des chaises pliantes. D'un autre côté, nous avons tout de suite apprécié les avantages de cet abri. Une fois descendu dans le métro, on entend à peine les bruits de la rue et les explosions." "Chaque nuit qui passe nous aide à mieux cerner ce dont nous avons besoin. Au lieu de chaises, nous apportons une épaisse couverture qui nous sert de lit à même le sol." "Côté ravitaillement, nous apportons des sandwiches et des bouteilles d'eau. Maman fait son pain à la maison, ce qui nous épargne une attente interminable devant les magasins." "Aujourd'hui, je ne manque de rien, hormis le sentiment d'être en sécurité." "Ai-je eu raison de ne pas quitter Kiev ? [...] Pour le moment, une seule chose compte : survivre."

Des vies bouleversées, du jour au lendemain. Qu'aurions-nous fait, chacun d'entre nous, confrontés à ce choix ? La guerre, depuis des décennies, on s'est habitués à la voir de loin. Et voilà qu'elle est là. Tout près. C'est pour cette raison que nous avons choisi cet article pour ouvrir notre dossier cette semaine tant il dit le déchirement d'un peuple, partagé entre une volonté farouche de tenir et un principe de réalité : Kharkiv, Kherson, Marioupol, et bientôt Odessa... puis Kiev ? Depuis le 24 février, l'armée russe avance sur tout le territoire ukrainien malgré une résistance acharnée. Fuyant les combats, 2 millions de civils ont déjà quitté leur pays pour se réfugier massivement en Pologne d'abord, puis dans les pays voisins. D'autres ont fait le choix de rester. Et c'est à tous ces Ukrainiens qui partent, à ceux séparés par la guerre ou ceux qui sont restés que nous avons voulu donner la parole dans ce numéro. Les analyses géopolitiques que

nous avons envisagé de mettre en avant dans un premier temps viendront plus tard, même si elles traversent les récits des uns et des autres. Comme dans cette interview accordée par Alevtina Kakhidze à la **Süddeutsche Zeitung**. La dessinatrice ukrainienne, qui continue de travailler dans son atelier, près de Kiev, explique en mots et en dessins pourquoi elle ne veut pas quitter son pays. Comme également dans ce reportage étonnant du site d'information magyar **Telex**, en Transcarpatie, à la frontière hongroise, devenue le point de passage obligé des civils fuyant le conflit. "Ces personnes ne souhaitent pas ou ne peuvent déjà plus quitter le pays, mais entendent à tout prix maintenir leur famille le plus loin possible des combats", expliquent les auteurs de l'article. Dans sa maison aux allures d'auberge espagnole, un ancien professeur de philosophie, Dmitro, héberge des réfugiés dont certains hésitent encore à passer de l'autre côté. Il y a

là Jurij, Denis, Lina, Viktor et Olga... Denis et Viktor ne peuvent pas partir, les autorités ukrainiennes ayant interdit aux hommes de quitter le territoire. "Viktor aimerait que sa famille soit en sécurité et aille en République tchèque, mais les autres n'ont aucune envie de partir sans lui", écrivent les deux journalistes de **Telex**, décrivant avec beaucoup d'empathie la drôle d'ambiance de ce refuge si particulier. Avec, finalement, une leçon d'humanité de l'hôte des lieux, Dmitro. "Quand nos amis ou nos voisins meurent, dit-il, nous, Ukrainiens, sommes conscients de ce qui compte vraiment et savons ce que cela signifie de veiller les uns sur les autres. Au fond, notre mission tragique, c'est de faire comprendre à d'autres ce que rester humain veut dire." C'est tout le sens de notre une cette semaine.

En couverture : À Kiev, le 3 mars, un train en partance pour Lviv. Photo Vadim Ghirda/ AP Photo/Sipa.



Sommaire



BALABAN, LUXEMBOURG

SYRIE p.24

L'insoutenable normalisation avec Assad

Onze ans après l'éclatement du conflit en Syrie, plusieurs gouvernements de la région ont repris langue avec Damas. Aux dépens de millions de réfugiés vivant sans aucune perspective, souligne **Foreign Policy**.

FRANCE p.20

Macron plus fort que jamais

Le président a été le dernier à se déclarer candidat. Un timing favorable, face à une concurrence divisée ou affaiblie par son attrait pour Poutine, note la **Süddeutsche Zeitung**.

360° p.42

Le "hum", ce bruit qui n'existait pas

Depuis deux ans, des habitants de Halifax, en Angleterre, entendent un bruit persistant dont l'origine est inconnue. Une journaliste du **Financial Times** a voulu y voir plus clair.

ÉCONOMIE p.38

L'Europe peut-elle miser sur le gaz naturel liquéfié ?

Pas tout de suite, répond **The Economist** : dépendante des gazoducs russes, l'Union européenne peinerait à vite trouver des solutions de remplacement, tant le marché est tendu.

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

CNN (edition.cnn.com) Atlanta, en ligne. **Connectas** (connectas.org) Amérique latine. **Daily Maverick** (dailymaverick.co.za) Johannesburg, en ligne. **Dennik N** Bratislava, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **Folha de São Paulo** São Paulo, quotidien. **Foreign Affairs** New York, bimestriel. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Heidi News** (heidi.news) Genève, en ligne. **Nihon Keizai Shimbun** Tokyo, quotidien. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **El País** Madrid, quotidien. **El País América** (elpais.com/america/) Mexico, en ligne. **Raseef22** (raseef22.net) Beyrouth, en ligne. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Sunday Times** Londres, hebdomadaire. **Telex** (telex.hu) Budapest, en ligne. **VOD** (vodenglish.news) Phnom Penh, en ligne.



SOMMAIRE

À la une

6. **Ukraine.** La vie derrière soi

D'un continent à l'autre

20. **France.** Macron plus fort que jamais

22. **Royaume-Uni.** L'ultime bastion du silence

24. **Syrie.** L'insoutenable normalisation avec Assad

28. **Afrique du Sud.** "Opération Dudula", l'exaltation xénophobe

30. **Algérie.** Le voile reprend l'antenne

32. **Afghanistan.** "Avant, j'avais des droits"

34. **Cuba-Nicaragua.**

Vols directs d'une dictature à une autre

36. **Colombie.** Les anciens otages des Farc lancent une riposte électorale

37. **États-Unis.** À La Nouvelle-Orléans, le fiasco des maisons "Brad Pitt"

Transversales

38. **Économie.** L'Europe peut-elle miser sur le gaz naturel liquéfié ?

40. **Environnement.**

Quand la mer monte

41. **Signaux.** La ménagerie des laboratoires

360°

42. **Enquête.** Le "hum", ce bruit qui n'existait pas

46. **Littérature.** Le Cambodge à livres ouverts

48. **Musique.** Au Brésil, le "sertanejo" est roi

50. **Histoire.** Mode.

Les Louboutin du Moyen Âge



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Le conflit vu par la presse étrangère

Reportages, analyses, tribunes, interviews... L'offensive russe, la résistance des Ukrainiens, les craintes des pays voisins et l'onde de choc en Europe et au-delà vues par les reporters et les spécialistes de la presse internationale.

Société. Bienvenue dans la "permacrise", l'ère de la crise sans fin

Brexit, terrorisme, pandémie, dérèglement climatique, guerre : le monde semble enchaîner les événements majeurs et les ruptures sans nous laisser aucun répit, constate le **Sunday Times**. Un sentiment renforcé par notre manière de consommer l'information en temps réel.

La France vue de l'étranger. Lettre d'amour au métro parisien

Qui l'aurait cru ? Un journaliste du **New European** s'émerveille, dans les transports en commun parisiens, des sorties style Art nouveau et des carreaux blancs qui habillent les murs des stations.

L'horoscope de Rob Breznsy Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

**Comment être féministe au Nigeria ?
Les hommes ont-ils une horloge biologique ?
La K-pop est-elle queer ?**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Mars 2022. Commission paritaire n° 0722C82101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (1612) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 1748) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholtz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lorenz (chef de rubrique, 1693) **AMÉRIQUES** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Bélozil (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) **HISTOIRE** Mélanie Lifschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeal (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **REVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (1670) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (1666) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Lecallat, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Lucie Droulers, Jade Jemmett, Valentine Morizot, Florent Normand, Robin de Obaldia, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75077 Paris Cedex 13, tél. : 0157282000 **Présidente** Laurence Bonicazi Brierdi, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Elisabeth Cialdella (elizabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 3884)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (1606) **Lucie Madalena** (gestion) **Droits Eleonora Pizzi** (1654) **Comptabilité** 0148884551 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (0157283220) **Chef de produits** Valentin Moreau (0157283399) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 147 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 0321130431** Fax 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgv

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: Ptot - 0,002 kg/tonne de papier. Ouverture imprimée à 100 % avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

RCO22BAO001A

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
 ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Sortir faire du shopping, sans sortir sa carte !



Chez Hello bank! on fait tout pour simplifier vos paiements avec Apple Pay.*



*Sous réserve de conditions d'éligibilité au service Apple Pay.
Hello bank! est l'offre 100% digitale de BNP Paribas SA - 16 bd des Italiens 75009 Paris - 662 042 449 RCS Paris.
Apple, le logo Apple, iPhone et Apple Pay sont des marques déposées aux États-Unis et dans d'autres pays.

à la une



UKRAINE LA VIE DERRIÈRE SOI

Face à l'avancée de l'armée russe, ils sont déjà 2 millions à avoir quitté l'Ukraine. Un exode jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale en Europe. Ceux qui partent (surtout des femmes et des enfants) abandonnent tout ou presque, et laissent souvent derrière eux un mari, un père ou un frère. Après Kharkiv, Kherson et Marioupol, toujours sous le feu russe, Odessa et Kiev redoutent un assaut meurtrier. Malgré le danger, certains ont pourtant choisi de rester. La presse étrangère nous raconte ces vies bouleversées.

Et aussi l'influence de cette guerre sur les grands équilibres géopolitiques. Le temps du pacifisme semble bel et bien révolu.

← Des civils tentent de se protéger alors que la ville de Boutcha, à 30 kilomètres à l'ouest de Kiev, subit un bombardement vendredi 4 mars. Photo Aris Messinis/AFP

"AI-JE EU RAISON DE RESTER À KIEV ?"

Réfugiée avec sa mère depuis l'invasion russe du 24 février, la journaliste politique Kristina Berdinskykh tient son journal dans les pages du *Financial Times*, où elle raconte les nuits passées dans le métro de la capitale et les événements qui secouent l'Ukraine.

— *Financial Times* Londres

Quand je suis rentrée à Kiev le 20 février, après la conférence de Munich sur la sécurité, une bonne amie m'a proposé d'aller dîner dans un restaurant chic. J'ai hésité, puis je me suis dit : et si la guerre éclatait demain ? Ne te prive pas aujourd'hui de ce plaisir. J'ai commandé une salade de papaye verte et des raviolis aux crevettes, et j'ai bu deux verres de bon vin italien. Une semaine plus tard, je devais me contenter de sandwiches à la saucisse et je dormais sur le sol en béton du métro – soir après soir.

À l'aube du 24 février, Vladimir Poutine a publié une vidéo où il annonçait le lancement d'une "opération militaire spéciale" en Ukraine. J'ai immédiatement compris que c'était la guerre, même si en Ukraine – malgré des informations du renseignement extérieur et l'emballage des médias occidentaux – personne n'a cru jusqu'au dernier moment que Poutine passerait à l'acte.

Pendant que je regardais ce discours, j'ai entendu au loin des explosions – sans nul doute la fureur de la guerre. J'ai appelé et réveillé ma mère, qui vit en périphérie, pour lui dire de s'habiller en hâte, de rassembler ses papiers et de s'éloigner des fenêtres, car une roquette russe risquait de frapper à tout moment. Depuis ce matin-là, j'ai peu fait mon travail de journaliste et j'ai surtout veillé à la sécurité de ma famille.

Quelques heures plus tard, ce premier matin, je suis allée chez ma mère pour discuter de notre stratégie : quitter Kiev ou rester. Mais nous n'avons pas eu le temps d'en parler. Des proches de Kherson, la ville où je suis née, dans le sud de l'Ukraine, nous ont appelées pour expliquer que leur petite-fille adolescente, Nastia, était coincée à Kiev. Terrifiée par les premières explosions, elle était en larmes quelque part à

l'autre bout de la ville. Nous avons immédiatement décidé de l'accueillir. C'est ainsi que s'est formée notre petite troupe de femmes : j'ai 38 ans, maman a 67 ans et Nastia a 17 ans. Nous nous cachons depuis.

Je suis journaliste politique pour les médias ukrainiens depuis quatorze ans. La vie politique en Ukraine est chaotique mais dynamique ; je ne manque jamais de sujets. J'ai couvert l'élection de quatre présidents et la révolution de 2014, pendant laquelle la population a démis Viktor Ianoukovitch. Il avait changé le cap du pays trop rapidement et avait suspendu le rapprochement de l'Ukraine avec l'Union européenne au profit de liens plus étroits avec la Russie. Les citoyens ne le lui ont pas pardonné.

Géolocalisation. Au fil des changements de présidents en Ukraine, le même maître du Kremlin s'accrochait à son trône en Russie. Quelque part, ça ne me regarde pas. J'écris sur l'Ukraine et la vie politique de ce pays compte bien assez de problèmes sans qu'on se mêle de la Russie : les oligarques, la lenteur des réformes, les sempiternels obstacles dans la lutte contre la corruption. En dépit de nos difficultés internes, nous avons quelque chose que n'acceptera jamais Poutine : la liberté, la démocratie, une société civile très active et l'inexorable chemin vers l'intégration à l'UE et à l'Otan. 24 février. Nous nous sommes réunis

tous les trois avec ma mère dans sa petite cuisine pour un conseil de guerre familial. Nastia ne gérait pas bien la situation, elle voulait rentrer chez ses parents à Kherson. Hélas, ce n'était pas possible. L'oblast de Kherson est à la frontière avec la Crimée, et compte tenu des combats qui ont lieu dans le sud du pays, cette ville n'est plus desservie ni par les autocars ni par les trains. Le matin du 1^{er} mars, des soldats russes sont entrés dans Kherson.

Partir pour l'ouest de l'Ukraine ou un pays de l'UE ne paraissait pas idéal non plus. Nastia voulait à tout prix rentrer chez elle, maman voulait rester dans son appartement de Kiev, et je dois assurer leur sécurité à toutes les deux.

Nous avons donc décidé de ne pas partir pour l'instant, mais de respecter toutes les règles de

sécurité. Quand les sirènes se déclenchent, il faut courir se cacher immédiatement. Le sous-sol de l'immeuble où habite ma mère est infâme, si bien que notre meilleure protection contre les bombes reste la station de métro la plus proche.

Lors de la première alerte, nous n'avons pas su quoi emporter avec nous. Nous avons passé toute la nuit sur des chaises pliantes. C'était tellement inconfortable ! D'un autre côté, nous avons tout de suite apprécié les avantages de cet abri. Une fois qu'on est descendu dans le métro, on entend à peine les bruits de la rue et les explosions, et les policiers assurent la sécurité. Ils nous ont invitées à déconnecter le service de géolocalisation de nos portables, afin d'éviter d'être repérés par des unités de reconnaissance russes.

La nuit, tout le monde suit l'actualité et craint le pire. Nul ne se fait d'illusions : Poutine est prêt à anéantir toute la population ukrainienne.

Nous avons passé cinq nuits dans le métro, et chaque jour qui passe les gens sont de moins en moins nombreux à se cacher et de plus en plus nombreux à fuir Kiev. Ce qui me fait le plus de peine, c'est de voir des femmes avec de jeunes enfants obligées de dormir sur les quais, à même le sol. Je ne sais pas si les enfants comprennent ce qui se passe ; la plupart des adultes ne le comprennent pas eux-mêmes.

La nuit, dans la station de métro, tout le monde suit l'actualité et craint le pire. Nul ne se fait d'illusions : Poutine est prêt à anéantir toute la population ukrainienne. Mais nous regardons tous chacune des vidéos des discours du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et même ceux qui hier lui étaient farouchement opposés reconnaissent aujourd'hui qu'il agit avec un grand courage.

Pendant les nuits que j'ai passées là en bas, j'ai vu des gens pleurer, d'autres prier, j'ai aussi entendu l'hymne national ukrainien joué à la trompette. Des volontaires sont venus nous apporter du thé, du café, des nouilles instantanées, des biscuits. L'une des volontaires est la femme d'un ouvrier du métro, elle passe ses nuits ici avec leur bébé de cinq mois.

Chaque nuit qui passe nous aide à mieux cerner ce dont nous avons besoin. Au lieu de chaises, nous apportons désormais une épaisse couverture qui nous sert de lit à même le sol. Nous prenons aussi trois couvertures supplémentaires, pour que chacune d'entre nous ait de quoi se couvrir. Mais la nuit reste très froide. Nous dormons dans nos habits, vêtues de nos vestes, de nos bottes et de nos chapeaux. Hier, nous avons eu la chance de pouvoir nous installer dans des fauteuils VIP, à l'intérieur d'un wagon. Pour la première fois, nous n'avons pas dormi sur le sol en béton.

Côté ravitaillement, nous apportons des sandwiches et des bouteilles d'eau. Maman fait son pain à la maison, ce qui nous épargne une attente interminable devant les magasins.

À la une



"TOUT CE QUI RESTE, C'EST LA SOUFFRANCE"

L'hebdomadaire britannique *The Economist* explique avoir longuement réfléchi à la possibilité de publier en couverture de sa dernière édition une photo de guerre. Avant d'opter pour ce drapeau ukrainien avec du sang qui s'écoule entre le bleu du ciel et le jaune des champs de blé. Sans aucun autre détail ou inscription.



TÉMOIGNAGE

Une fois qu'on est descendu dans le métro, on entend à peine les bruits de la rue et les explosions, et les policiers assurent la sécurité.

GUERRE EN UKRAINE
Situation au mardi 8 mars 2022

Zones sous contrôle de l'armée russe... **... et zones revendiquées comme conquises**



Principales batailles terrestres en cours Alliance militaire Russie-Biélorussie Base militaire russe hors de Russie États membres de l'Otan Principaux flux de réfugiés ukrainiens (+ 210 239 dans d'autres pays européens) Abréviations : HO, Hongrie ; SL, Slovaquie ; RMD République moldave du Dniestr (ou Transnistrie), autoproclamée.

COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS "THE NEW YORK TIMES", AGENCE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR), "LE MONDE"

Aujourd'hui, je ne manque de rien, hormis le sentiment d'être en sécurité. Je n'ai pas besoin d'argent ni de nourriture. Au contraire, j'envoie de l'argent à l'armée ukrainienne. La révolution de Maïdan et maintenant la guerre nous ont appris à nous unir pour défendre notre avenir.

Ideaux et liberté. Parfois, je suis submergée d'angoisse à l'idée de voir l'Ukraine écrasée par la colossale armée russe. Puis je vois la détermination avec laquelle nos soldats, nos réservistes et des citoyens ordinaires défendent le pays, et je suis alors persuadée que cette guerre sonnera le glas du règne de Poutine. Il ne parviendra pas à briser l'Ukraine, même s'il exterminer la majorité de la population. Mais pourquoi l'Ukraine devrait-elle payer un tel prix pour conserver son indépendance et sa liberté ?

On me demande souvent si les Occidentaux en ont fait assez pour arrêter Poutine. Oui et non. Leurs sanctions ont fait sombrer l'économie russe dans l'abîme, mais un peu de soutien supplémentaire serait le bienvenu. Après la place Maïdan en 2014, c'est déjà la deuxième fois que des Ukrainiens meurent pour les idéaux européens. Pouvez-vous citer un seul autre pays d'Europe dont les citoyens sont prêts à mourir pour la liberté et leurs idéaux ?

Nous courons peut-être au-devant d'une catastrophe humanitaire et de dizaines de milliers de victimes, mais nous ne sommes visiblement toujours pas dignes d'intégrer l'UE.

Bien sûr, mes principaux reproches ne s'adressent pas aux Occidentaux. Une forte mobilisation dans les rues de son pays pourrait permettre de détourner l'attention de Poutine, car il n'est pas facile de lutter sur deux fronts, d'étouffer la colère de son propre peuple tout en faisant la guerre aux Ukrainiens. Et si un mouvement antiguerre s'est bel et bien formé en Russie, il n'exprime pas encore une vraie colère, une véritable révolution.

Je ne sais pas quelle sera l'issue de cette guerre. Ai-je eu raison de ne pas quitter Kiev, de rester avec ma mère et Nastia ? Survivrons-nous ? Ai-je fait preuve de lâcheté en donnant la priorité à ma famille au lieu de faire mon métier de journaliste, alors que le pays traverse une période si difficile ? Tout ce que je sais, c'est que l'Ukraine va souffrir et payer le prix fort, et qu'elle entrera dans l'histoire comme le pays qui a tenu tête à Poutine. Mais que nous apportent les livres d'histoire aujourd'hui ? Pour le moment, une seule chose compte : survivre.

—Kristina Berdynskykh
Publié le 4 mars

À la une



"LA BATAILLE POUR KIEV"

La photo de cet immeuble éventré du quartier de Borodyanka a été prise le 3 mars. Der Spiegel l'a retenue pour évoquer la ville où "l'Europe se défend".

Dernière minute

COULOIRS HUMANITAIRES

La Russie a annoncé le 8 mars, écrivait **The Times**, "ouvrir six couloirs humanitaires" depuis Kiev, Soumy, Tchernihiv, Kharkiv et Marioupol. Les 300 000 habitants de Marioupol, port sur la mer d'Azov assiégé et pilonné, quittaient la ville, dès le 5 mars, à la faveur d'un cessez-le-feu. À peine était-il entré en vigueur que l'armée russe le violait. À en croire les autorités ukrainiennes, citées par **The Kyiv Independent**, les Russes "ont attaqué pour la troisième fois les routes d'évacuation" le 8 mars.

OFFENSIVES

"L'offensive russe se poursuit mais à un rythme nettement ralenti", rapportait le 8 mars **The Daily Telegraph**. Pourtant, citant Study of War, think tank suivant de près l'armée américaine, **The Guardian** annonçait en milieu de journée que l'armée russe se préparait à attaquer la capitale dans "les 24 à 96 heures". De nombreuses villes, dans l'est et le sud de l'Ukraine, restaient sous le feu russe. Et continuaient de repousser les assauts. Ainsi de Marioupol, dont le maire refusait toute reddition. Ou de Mykolaïv, plus au nord, considérée comme le dernier verrou sur la route vers Odessa, qui se préparait au pire alors qu'une imposante armada russe était visible depuis les plages.

POURPARLERS

Des délégations ukrainienne et russe se sont rencontrées pour la troisième fois, le 7 mars. "Nous avons obtenu quelques résultats positifs en ce qui concerne la logistique des couloirs humanitaires", commentait Mykhaïlo Podoliak, conseiller du cabinet présidentiel ukrainien, auprès du journal **Oukraïnska Pravda**. Le 10 mars, les ministres des Affaires étrangères des deux pays doivent se rencontrer en Turquie.

BILANS

Selon l'état-major ukrainien, repris par **The Kyiv Independent**, au 8 mars, 12 000 soldats russes auraient été tués. Dont le général Vitali Guerassimov, chef d'état-major de la 41^e armée, d'après les services de renseignements ukrainiens, cités par **The Guardian**. Le ministère de la Défense russe a fait état le 3 mars de 498 tués dans ses rangs, écrit **Sky News**, et a parlé de 2 870 tués et 3 700 blessés parmi les soldats et résistants ukrainiens. Le 8 mars, le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) a indiqué que 474 civils avaient été tués depuis le début de l'invasion, le 24 février, rapporte **CNN**.

Guerre nucléaire : Poutine tirera-t-il le premier ?

Depuis que le président russe a annoncé avoir mis en “état d’alerte spéciale” sa force de dissuasion nucléaire, le monde est dans l’angoisse. Poutine est-il vraiment en train de brandir une menace qu’on croyait jusque-là cantonnée au chapitre guerre froide des livres d’histoire ? Explications de cet hebdomadaire britannique.

—The Sunday Times Londres

En quoi consiste l’arsenal nucléaire de Poutine ? Avec 4 447 têtes nucléaires, la Russie possède le plus gros stock du monde. Parmi celles-ci, 1 588 sont des ogives stratégiques, réparties comme suit : 812 sont destinées à des missiles tirés du sol, 576 sont embarquées à bord de sous-marins et 200 se trouvent sur des bases de bombardiers lourds. Poutine peut également faire appel à des armes nucléaires tactiques (non stratégiques), plus petites, qui peuvent être tirées par de l’artillerie ou larguées depuis des avions. Elles peuvent détruire un stade de football, sans compter le souffle de l’explosion et les retombées radioactives. Les missiles stratégiques, eux, qu’ils proviennent d’un sous-marin, d’un silo ou d’un lance-missiles, sont capables de ravager une ville.

Comment cet arsenal est-il déployé ? L’armée russe possède toute une gamme d’avions, de sous-marins et de lance-missiles capables d’envoyer des armes nucléaires. La marine, elle possède, 10 sous-marins à propulsion nucléaire équipés de missiles stratégiques à tête nucléaire, avec chacun 16 missiles embarqués. Ces sous-marins sont répartis en deux flottes, l’une basée dans le Pacifique, dans la péninsule du Kamtchatka, l’autre en mer de Barents, non loin de la Norvège.

Pendant la guerre froide, la Russie comme les États-Unis ont cherché à mettre au point des systèmes d’artillerie capables d’envoyer des armes nucléaires tactiques. En 2017, bien après la fin du conflit, la Russie a effectué depuis un silo un essai de lancement de missile balistique intercontinental (ICBM), le Topol-M, désigné par l’Otan sous le nom de SS-27, et qui peut être armé de têtes nucléaires. Capable d’emporter une charge unitaire de 800 kilotonnes, le Topol-M aurait une portée maximale de près de 11 000 kilomètres. En juillet 2019, Moscou a testé un autre ICBM, le SS-25 Sickle, depuis un système de tir mobile sur le cosmodrome de Kapoustine Yar, situé dans l’Astrakhan, dans le sud-ouest de la Russie, non loin de la mer Caspienne.

En quoi consiste l’“état d’alerte spéciale” ? Là où les États-Unis ont défini cinq niveaux

de Defcon [contraction de DEFense readiness CONdition, littéralement “état de préparation de la défense”], la Russie n’en possède que quatre. Selon des experts, Poutine aurait signifié par son annonce le passage du premier niveau (“constant”) au deuxième (“élevé”), qui n’est donc pas le niveau maximal. Le niveau “élevé” est un moyen de faire savoir au commandement militaire que Poutine souhaite avoir l’option nucléaire et que l’armée doit être opérationnelle. Le niveau suivant, dit de “danger militaire”, est déclenché si la Russie se pense menacée d’une attaque nucléaire et enclenche les autorisations de répondre par des tirs. Le quatrième et dernier niveau, dit “total”, serait celui d’une guerre nucléaire en cours.

Existe-t-il un bouton rouge sur lequel Poutine pourrait appuyer ? Dans la plupart des pays dotés de l’arme nucléaire, deux personnes sont nécessaires dans la procédure d’engagement des forces nucléaires. Il n’y a vraisemblablement pas de “gros bouton rouge” en Russie non plus : Poutine devrait plus certainement donner des ordres à son commandement militaire, qui relayera le message aux personnes directement responsables des armes. Au Royaume-Uni, si le Premier ministre décidait d’un tir de missiles, un message crypté serait envoyé à l’un des sous-marins de classe Vanguard de la Royal Navy. Ces SNLE [“sous-marins nucléaires lanceurs d’engins”], rendus presque indétectables par leur extrême discrétion acoustique, emportent des missiles à têtes nucléaires Trident II D5. Une fois le message officiel envoyé, le commandant doit alors le décrypter pour connaître le type d’action militaire demandée. Alors s’enclenche la chaîne de commandement : une série de tâches et de missions individuelles s’effectue, puis l’officier responsable déclare : “Aux postes de combat, missiles prêts au lancement stratégique.” L’ingénieur aux armes et son adjoint sont les deux seules personnes habilitées à bord du sous-marin à accéder à un coffre-fort renfermant un bouton rouge.

À part la Russie, qui possède des armes nucléaires ? Sur les 195 pays du monde, neuf possèdent des stocks nucléaires : la Chine, la



Diplomatie

Macron maintient le dialogue

●●● “Plus d’une heure et demie de conversation entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine dimanche [6 mars] : nul ne pourra dire que le chef de l’État français, qui assure pour six mois la présidence tournante de l’UE, n’aura pas fait preuve de ténacité pour trouver une issue diplomatique à la guerre en Ukraine”, remarque **Le Temps**. Inquiet pour la sécurité nucléaire en Europe, après le bombardement de la centrale de Zaporijjia deux jours plus tôt, le président français a insisté auprès du maître du Kremlin sur la nécessité de sécuriser les centrales nucléaires. Selon **Politico**, Vladimir Poutine lui a assuré qu’il “[n’était] pas dans [son] intention de procéder à des attaques contre des centrales nucléaires” et s’est dit “prêt à respecter les normes de l’AIEA [Agence internationale de l’énergie

atomique] pour la protection des centrales”. “Même si aucun des six réacteurs de la centrale de Zaporijjia n’a été affecté, et même s’il n’y a pas eu de fuite radioactive, l’incident fait craindre que la guerre de plus en plus aveugle que mène Moscou ne provoque une catastrophe environnementale mondiale”, commente pour sa part le **Wall Street Journal**. Signe de l’anxiété générée par le bombardement de Zaporijjia, la France a envoyé à l’Ukraine “différents produits médicaux”, dont 2,5 millions de doses d’iode, pour se prémunir contre le risque d’accident nucléaire lors des combats face à l’armée russe.

↑ Des habitants traversent ce pont détruit alors qu’ils tentent de fuir Irpin, près de Kiev, le 5 mars. Photo Emilio Morenatti/AP Photo/Sipa



Quels risques sur les centrales ?

●●● La prise de Tchernobyl par les forces russes dès le 25 février suivie, le vendredi 4 mars, par des bombardements sur la centrale de Zaporijjia accroissent les inquiétudes sur les risques d'une catastrophe nucléaire de grande ampleur. Bien qu'aucune modification dans les niveaux de rayonnement n'ait été enregistrée à Zaporijjia, la plus grande centrale nucléaire d'Europe, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), s'est dite "très préoccupée" et a placé son Centre des incidents et des urgences (IEC) en état d'alerte. "Cette équipe d'intervention rapide est chargée de répondre à tout incident nucléaire, qu'il soit accidentel ou le résultat d'actes délibérés", détaille le **New Scientist**. Les réacteurs sont protégés par d'épaisses coques de béton, et "les piscines de stockage du combustible usé du réacteur se trouvent à l'intérieur de l'enceinte de confinement et non dans un bâtiment à part comme

dans beaucoup de centrales nucléaires. C'est un niveau de protection supplémentaire en cas d'agression extérieure", précise au quotidien suisse **Le Temps** Karine Herviou, directrice générale adjointe de l'Institut français de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). Ce que redoutent les experts, c'est que les systèmes d'alimentation et de refroidissement soient impactés. Cela risquerait de provoquer la fusion des cœurs et donc la libération dans l'environnement d'éléments hautement radioactifs – ce qui s'est produit à Fukushima en 2011 lorsque le tsunami a privé les réacteurs de leurs générateurs électriques de secours. "L'AIEA s'est également dite préoccupée par des informations selon lesquelles les forces d'occupation russes auraient coupé les réseaux téléphoniques mobiles et les connexions Internet, de sorte qu'il n'est pas possible d'obtenir des informations fiables sur la centrale

via les canaux de communication habituels", prévient **The Guardian**, qui rapporte également : "Le personnel de la centrale nucléaire de Zaporijjia doit obéir aux ordres du commandant militaire russe qui a pris le contrôle du site la semaine dernière, en violation des protocoles de sûreté internationaux." Une situation qui risque d'entraver le bon fonctionnement des opérations de suivi de la sécurité. Pour le moment, les trois autres centrales du pays fonctionnent normalement. Néanmoins, la centrale de Rivne, dans le nord-ouest du pays, suscite des inquiétudes particulières : deux des quatre réacteurs ne disposent pas d'enceinte de confinement en béton, comme ceux de Zaporijjia. "Ils sont donc moins bien protégés de l'extérieur en cas de bombardement, explique **Le Temps**, et sont plus susceptibles de libérer des matières radioactives dans l'environnement en cas d'accident."

France, la Russie, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord. Depuis la chute de l'URSS en 1991, le nombre d'ogives détenues par les États-Unis, la Russie et le Royaume-Uni est en diminution. L'Ukraine elle-même fut très brièvement une puissance nucléaire, et la troisième au monde, avant de se défaire de son stock en 1994 en échange de la promesse, faite par les Occidentaux et par la Russie, que sa souveraineté serait respectée.

À quoi ressemblerait une guerre nucléaire ?

"La Russie est le seul pays au monde à avoir la capacité nucléaire de détruire les États-Unis", a reconnu en 2015 le général Mark Rille, qui préside le comité des chefs d'état-major interarmes des États-Unis. Selon Philip Ingram, ancien officier du renseignement, un éventuel conflit nucléaire serait progressif. "Si Poutine voulait faire pression sur l'Otan, il utiliserait une arme tactique sur l'Ukraine, sans doute à proximité de Tchernobyl, et rejetterait ensuite la faute sur les Ukrainiens, sachant très bien que l'Occident ne serait pas dupe, mais que ce ne serait pas suffisant pour que l'Occident décide de répliquer." Ensuite il pourrait viser un pays européen qui ne soit pas une puissance nucléaire afin de marquer une nouvelle escalade dans le conflit. "Le rythme de l'escalade pourrait alors s'accélérer très vite", signale Ingram. "Dans ce scénario du pire, une guerre nucléaire entraînerait la destruction totale de villes entières et ferait des millions de morts, que ce soit

À la une



"LA STRATÉGIE DE POUTINE"

Elena Boliatchenko, 55 ans, dont la photo fait la une du **Times** le 8 mars, raconte "qu'elle a été prise dans un tourbillon d'éclats de verre et d'obus quand son appartement a été bombardé par les Russes." Le journal britannique explique dans son titre de une, son choix de publier une telle photo : "Les visages balafrés dessinent mieux que toute cartographie la stratégie de Poutine."

au moment de l'impact ou des suites de l'explosion, avec notamment les retombées radioactives et autres répercussions environnementales."

Un missile balistique à longue portée – qui partirait de Russie pour atteindre l'Europe et l'Amérique – a une tête nucléaire dotée d'une charge explosive de 300 à 800 kilotonnes. Selon les spécialistes, il suffit de 300 kilotonnes pour détruire Londres, Washington ou Paris.

Les armes de moindre ampleur, par exemple un 2S7 Pion, un canon autopropulsé, peut transporter jusqu'à 4 bombes nucléaires de 203 mm capables d'éliminer des cibles à une distance de 35 kilomètres. Le 2S7 Pion peut tirer un obus d'une puissance d'environ une kilotonne, soit l'équivalent de milliers de tonnes de TNT. Un missile Iskander, qui a une portée de 500 kilomètres, pourrait être utilisé pour tirer une bombe nucléaire d'une puissance de 5 à 50 kilotonnes. Les bombes larguées sur Hiroshima et Nagasaki avaient, selon les critères actuels, une "charge faible", l'équivalent de 15 et 20 kilotonnes de TNT.

Est-il possible d'arrêter un missile ?

L'Occident saurait presque instantanément si Poutine avait décidé de lancer un missile nucléaire, sa signature infrarouge serait immédiatement repérée par les satellites. D'autres systèmes de renseignement calculeraient rapidement la trajectoire du missile, grâce à la télémétrie ou les signaux électroniques qu'il envoie. Ce qui permettrait à l'état-major britannique ou américain de savoir où se dirige le missile et quelle

est sa cible exacte. Dans le cadre de Formidable Shield, l'exercice annuel de l'Otan au large des côtes de l'Écosse, l'alliance occidentale s'entraîne à la défense contre différents types de missiles. Certains spécialistes se demandent cependant si les systèmes de défense antimissiles balistiques américains seraient capables d'intercepter plusieurs missiles à la fois, alors que des leurres seraient lancés en même temps pour semer la confusion.

Quelle est la probabilité d'une guerre nucléaire ?

Selon la plupart des spécialistes, cette probabilité est nulle, parce que l'impact serait catastrophique. Le général Sir Richard Shirreff, auteur du [roman d'anticipation] *War with Russia* ["Guerre avec la Russie", inédit en français] et cofondateur de Strategia Worldwide, déclare : "Il faut faire attention à ne pas être alarmiste, mais il faut aussi être réaliste. Poutine a déclaré : 'Tous ceux qui se mettront en travers de notre chemin [subiront] des conséquences historiques inédites'. Ce qui, dans les faits, revient à brandir la menace nucléaire. Il a également ordonné la mise en alerte des forces de dissuasion russes."

Pour éviter une guerre nucléaire, selon Shirreff, il faut déployer des forces conventionnelles en Europe de l'Est. La dissuasion nucléaire reste fondamentale. "Poutine a montré qu'il irait toujours plus loin. Le seul moyen de le dissuader, c'est la force", ajoute Shirreff.

— **Larisa Brown**
Publié le 6 mars

DANS UNE MAISON REFUGE EN TRANSCARPATIE

Près de la frontière hongroise, un ancien professeur de philosophie héberge des réfugiés dans sa maison aux allures d'auberge espagnole. Partir ou rester, en plein dilemme, ils racontent au site magyar Telex comment leur vie a été bouleversée.

—Telex Budapest

Au sixième jour de la guerre, nous nous sommes rendus à Berehove, en Transcarpatie [à l'extrême ouest de l'Ukraine]. La moitié des 23 000 habitants de la ville ont quitté le pays, profitant notamment de la proximité avec la frontière hongroise. Parallèlement, la Transcarpatie est devenue l'un des principaux refuges des civils fuyant le conflit depuis les territoires intérieurs et la capitale, Kiev. Ces personnes ne souhaitent pas ou ne peuvent déjà plus quitter le pays, mais entendent à tout prix maintenir leur famille le plus loin possible des combats. Tandis que les hôtels et les pensions de Berehove affichent complet, la solidarité s'organise en ville avec des lits, de la nourriture et des vêtements.

Dans la cour d'une école abandonnée servant d'asile temporaire aux déplacés, une coordinatrice bénévole nous explique que la majorité des réfugiés attendent de rallier Oujhorod, point de départ des trains vers la Hongrie. Toute la région se prépare à d'autres vagues de réfugiés. Les premiers arrivants se sont précipités sur les hébergements traditionnels. Les suivants ont trouvé un toit chez des habitants du coin proposant des appartements ou des chambres. Nous rencontrons une famille venue chercher des couvertures avant de regagner la maison d'un certain Dmitro. Nous leur tenons compagnie afin de connaître l'histoire de celui qui les accueille et des familles hébergées.

Dmitro enseignait la philosophie à Kiev. Après avoir cessé son activité de professeur, l'homme aux cheveux poivre et sel a acheté, en 2008, à Berehove, une vieille maison bâtie en 1932, et a transformé l'endroit en lieu surréaliste. Dans la partie originelle, le salon accueille parfois des représentations théâtrales ou des concerts. Le lieu réaménagé ressemble à une sorte de château enchanté avec des cordes d'escalade, des escaliers secrets, des mansardes et des chambres cachées derrière une bibliothèque. C'est là que Dmitro héberge quatre familles de Kiev dont de nombreux enfants, soit vingt personnes. Chacune bénéficie de sa chambre et de son espace d'habitation.

Jurij garde un œil attentif sur son ex-épouse, sa fille et son fils. Économiste de formation, il débarque de Kiev. Il travaillait dans une ferme biologique. Jurij ne sait pas encore s'il retournera vers la capitale pour donner un coup de main, mais il participe à la coordination des aidants sur le Net. Jurij aurait aimé que son ex-femme et ses enfants quittent l'Ukraine, mais ils refusent de partir sans lui, d'où leur présence en Transcarpatie. L'homme se dit prêt à les convaincre de plier bagage si la guerre devait se propager jusqu'ici. La famille choisirait plutôt la Pologne ou la Slovaquie par confort linguistique.

Tout semblait tranquille. Denis est arrivé de Kiev en voiture avec sa mère, son épouse, trois petits chiens et deux perroquets. Quand les premiers combats ont éclaté, un ami leur a écrit que les Russes avaient bombardé une maison près de chez lui. Denis et les siens ont cru à une blague. En regardant par la fenêtre, tout semblait tranquille, à l'exception d'un bouchon se formant dans un sens inhabituel. Lorsqu'ils ont pris conscience que la guerre avait vraiment commencé, ils ont rassemblé leurs affaires et roulé vers la Transcarpatie, plus calme.

Lina, la compagne de Denis, explique qu'ils s'étaient offert un perroquet chacun pour la



REPORTAGE



↑ Ces Ukrainiennes et leurs enfants se reposent sous une tente après avoir franchi la frontière, à Medyka, en Pologne, le 6 mars. Photo Visar Kryeziu/AP Photo/Sipa

Saint-Valentin. Quelques jours plus tard, la guerre commençait, et les voici dans un logement de Berehove avec les deux oiseaux sur la table, ajoute-t-elle, en larmes. Denis indique qu'il ne peut pas sortir d'Ukraine en vertu de la mobilisation générale, mais sa femme et sa mère refusent de l'abandonner. Il ignore ce que l'avenir leur réserve, mais Denis et les siens resteront à Berehove ces prochains jours. Lina est peintre, et la situation l'inspire certainement, sourit Denis. Selon lui, c'est bien la première fois que tout le monde s'accorde dans le pays et que l'opinion ne se divise pas en deux camps.

Viktor et Olga séjournent chez Dmitro avec leurs deux garçons, la mère d'Olga et son époux, Miroslav, par ailleurs citoyen tchèque. Voilà pourquoi le groupe viserait plutôt la République tchèque s'il avait à quitter le pays. Olga et Viktor travaillent. L'homme officie au sein d'une entreprise de chasseurs de têtes. Le lendemain du lancement de l'offensive russe, ils quittaient Kiev direction le sud. Après trois longs jours de route, ils sont arrivés à Berehove avec leur chat, la veille de notre rencontre. Viktor affirme que les autorités ont passablement simplifié la décision pour les hommes en leur interdisant de sortir du territoire. Un drame dans toutes les familles, la leur incluse. Viktor et ses proches discutent constamment de l'avenir. Viktor aimerait que sa famille soit en sécurité et aille en République tchèque, mais les autres n'ont aucune envie de partir sans lui. Olga n'imagine absolument pas disparaître à l'étranger. Encore moins sans Viktor.



les chars, et des gens qui n'ont jamais connu la guerre se mobiliser pour aider les soldats et les réfugiés. Selon le fils de Jurij, 9 ans, la guerre est une chose très mauvaise. Fataliste, le jeune garçon considère que si une personne doit mourir, c'était son destin. Si elle survit, c'était aussi écrit. Pour Olga, qui songe à poursuivre son chemin en République tchèque, cette guerre pourrait être le grand combat final qui arrangera tout.

Dmitro interrompt la discussion pour céder la place à Gerda et son tapis de gymnastique. La fille d'Aliona, particulièrement souple, réalise des ponts, des poiriers et des grands écarts au milieu du salon, sous les applaudissements du public du soir. Un autre enfant joue de la flûte. Une fillette chante. Selon Denis, les Russes veulent en finir avec les Ukrainiens, et il n'y aura plus de retour en arrière. Avant, il s'inquiétait de problèmes futiles comme acheter ou non un nouvel iPhone. Après une hospitalisation, il a senti que rien n'était aussi fondamental que sa famille, son épouse et ses proches. *« Cette guerre nous permet de saisir la valeur de la vie, des relations humaines et de l'entraide. J'espère que nous garderons cet état d'esprit lorsque le conflit sera*

Selon Jurij, 9 ans, la guerre est une chose très mauvaise. Fataliste, le jeune garçon considère que si une personne doit mourir, c'était son destin.

Nous rencontrons un autre couple marié. Dmitro exerçait auparavant comme photographe et reporter. Lui et son épouse, Hanna, peintre et graphiste, sont arrivés avec leurs deux garçons à Berehove. Une amie également graphiste et peintre, Aliona, les accompagne avec sa fille, Gerda. Les parents d'Aliona n'ont pas voulu quitter Kiev : *« Ma mère croit qu'elle peut arrêter les obus avec sa conscience. Mon père fréquente une femme beaucoup plus jeune et il est tellement heureux qu'il se fiche de la guerre. »*

Le soir, les hôtes et les invités dressent une table remplie d'assiettes et de verres. Deux bouteilles de bière ont été remontées de la cave. Impossible d'acheter de l'alcool dans le pays en guerre. Le dîner se déroule dans une ambiance stupéfiante.

Quelques jours plus tôt, les réfugiés effrayés par la guerre laissent leur vie derrière eux, n'emportant que quelques sacs et expliquant aux enfants ce qui se passait. Chaque famille savait que le père devrait rester en Ukraine et que la séparation serait obligatoire si la situation dégénérait en Transcarpatie. Mais, malgré le drame, les invités débordent de gentillesse les uns envers les autres, s'aident et tentent de positiver.

Tel un psychologue professionnel, Dmitro demande à ses convives, enfants compris, d'exprimer leurs pensées sur la guerre. La mère de l'homme aux trois chiens et aux deux perroquets se réjouit de l'unité, du courage et de l'implication de la nation ukrainienne. Elle est touchée de voir des civils désarmés arrêter

terminé. L'assemblée trinque. Jurij estime que la guerre apprendra aux humains à tomber le masque et à modérer leur ego, seule façon de résoudre les crises de demain.

« Quand nos amis ou nos voisins meurent, nous, Ukrainiens, comprenons et vivons ce qui compte vraiment et ce que cela signifie de veiller les uns sur les autres. Au fond, notre mission tragique, c'est de faire comprendre à d'autres à quel point ces éléments sont importants et ce que rester humain veut dire », synthétise Dmitro. Le professeur ne comprend pas à quoi la télévision russe pense, lorsqu'elle affirme que des Ukrainiens en tuent d'autres et que Moscou souhaite simplement aider les opprimés. Denis n'a jamais été aussi fier d'être ukrainien. Selon lui, cette guerre oppose le bien au mal et montre combien il est primordial de se défendre entre Européens. La preuve : l'Union européenne envoie des armes pour la première fois de son histoire, et l'Allemagne en achemine pour la première fois vers des zones de conflit depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le dîner s'achève lentement, les familles commencent à aller se coucher et nous nous retirons également. Alors que nous sortons, le citoyen tchèque Miroslav nous livre un témoignage d'expérience. Il explique que les Ukrainiens sont des chrétiens gentils et accueillants qui partagent volontiers leur table avec des invités. Cependant, ils n'apprécient pas qu'on arrive chez eux à l'improviste.

— **Tamás Németh**
Publié le 2 mars

À la une



“LA RUSSIE S’EN PREND AUX CIVILS”,

s'indigne **El País** le 7 mars. Sur la photo, un habitant d'Irpin qui tentait de fuir la ville. Lui, son épouse et leur enfant ont été fauchés par un tir de l'artillerie russe.

SOURCE



TELEX

Budapest, Hongrie
telex.hu

Lancé en octobre 2020 par l'ancienne rédaction du site d'information *Index*, Telex propose à ses lecteurs des articles, des analyses allant du suivi de l'actualité politique à la gastronomie, en passant par le sport et l'économie.

Décryptage

La Moldavie défend sa neutralité

●●● Alors que la diplomatie occidentale se pressait à Chisinau, la capitale, le ministre des Affaires étrangères moldave, Nicu Popescu, a rappelé, le 2 mars : *« La Moldavie est un État neutre, nous maintenons ce principe. Elle ne s'engagera ni d'un côté ni de l'autre du conflit en Ukraine, ne s'associera pas aux sanctions européennes et ne demande pas à intégrer l'Otan »,* relate le quotidien russe **Nezavissimaïa Gazeta**. En effet, a-t-il précisé, *« l'économie de la Moldavie est trop intégrée à celle de la Russie et trop dépendante d'elle, notamment dans la sphère énergétique »*. La Moldavie, ex-République soviétique frontalière de l'Ukraine, fait face elle aussi, mais depuis trente ans, au problème de la sécession d'une région, celle de la Transnistrie, autoproclamée République moldave du Dniestr (RMD), majoritairement russophone et prorusse, dans cet État aujourd'hui surtout roumanophone et tourné vers la Roumanie. Ces rappels effectués, Chisinau a néanmoins réitéré son aspiration à intégrer l'Union européenne et, le 3 mars, la présidente, Maia Sandu, en a même signé la demande officielle. *« Nous voulons vivre en paix et dans la prospérité, faire partie du monde libre »,* a-t-elle déclaré. Des propos relayés par le quotidien russe **Kommersant**. La réaction de la RMD ne s'est pas fait attendre. Le 4 mars, *« à la suite de la décision de Chisinau de confier la souveraineté de la Moldavie aux organes supranationaux de Bruxelles »,* la RMD faisait savoir qu'elle voulait entériner *« par le dialogue »,* son *« divorce »* avec Chisinau, et a adressé à l'ONU et à l'OSCE une demande de reconnaissance d'indépendance.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Ce printemps-là ne plaît à personne

Les réfugiés ukrainiens arrivent par centaines de milliers en Pologne. Ils sont aidés par les populations frontalières. Le magazine polonais **Wprost** est allé à leur rencontre dans le petit village de Zosin.



L'homme qui murmure à l'oreille de Vladimir Poutine

À la manœuvre en Ukraine, Sergueï Choïgou, le ministre de la Défense russe, artisan des victoires en Crimée et en Syrie, est aussi l'homme qui a remplacé l'armée dans les plus hautes sphères du Kremlin.

—Foreign Affairs (extraits) New York

Le 25 février, vingt-quatre heures à peine après que le président russe, Vladimir Poutine, a ordonné une invasion à grande échelle de l'Ukraine, les forces russes sont arrivées à Kiev. [Cette rapidité] a mis en évidence le rôle prédominant de l'armée russe dans toute la campagne de pression du Kremlin contre l'Ukraine.

Contrairement à de nombreuses autres opérations que Moscou a pu entreprendre par le passé pour atteindre des objectifs politiques en Occident – ou pour exercer des représailles contre ce qu'il considérait comme un ennemi –, l'offensive sur l'Ukraine n'a pas été menée par le Service fédéral de sécurité (FSB), l'agence de sécurité de la Fédération de Russie qui a souvent retenu l'attention de l'Occident. Elle a été définie d'emblée par une projection de puissance militaire à l'ancienne : d'abord en massant une force écrasante à la frontière puis, sous les yeux du monde, en mettant rapidement et efficacement cette force en action.



PORTRAIT

En confiant un rôle aussi décisif à l'armée, Poutine conforte le remaniement spectaculaire qui s'est opéré ces dix dernières années dans la hiérarchie sécuritaire du Kremlin. Alors que, par le passé, l'armée n'intervenait pas dans les décisions politiques russes et restait subordonnée aux services de sécurité, dont Poutine lui-même est issu, elle joue depuis quelques années un rôle plus important, non seulement dans les échanges de la Russie avec ses pays voisins mais également dans l'élaboration de ses orientations politiques.

Parallèlement, sur le front intérieur, elle s'est assurée un soutien inédit de l'opinion. Et forte de sa nouvelle influence politique, elle s'est imposée comme l'une des institutions les plus importantes de la Russie de Poutine.

Le fer de lance de cette transformation est l'un des membres les plus ambitieux du premier cercle de Poutine : Sergueï Choïgou. Bien qu'il ne soit pas très connu en Occident, Choïgou a depuis longtemps ses entrées au Kremlin et s'est vu confier le portefeuille de la Défense en 2012.

Les auteurs

ANDREI SOLDATOV ET IRINA BOROGAN

sont deux journalistes d'investigation réputés en Russie. Ils ont coécrit *The Compatriots. The Brutal and Chaotic History of Russia's Exiles, Émigrés, and Agents Abroad* ("Les compatriotes. L'histoire brutale et chaotique des Russes exilés, émigrés et agents à l'étranger", 2019, non traduit).

De plus, contrairement au FSB, qui a essuyé une série de revers et d'humiliations ces dernières années, l'armée de Choïgou a connu un succès pratiquement ininterrompu depuis l'annexion de la Crimée, en 2014, et l'intervention en Syrie l'année suivante. Si l'on veut comprendre pourquoi Poutine tenait tant à déployer les troupes, les chars et l'aviation russes dans une intervention à haut risque en Ukraine, il faut en premier lieu revenir sur la transformation de l'armée russe sous la tutelle de son puissant ministre de la Défense.

Pendant près de deux siècles, en dépit de sa place centrale dans la société, l'armée russe a rarement participé au processus de décision politique. Sous le régime soviétique, les rues de certains quartiers de Moscou et d'autres grandes villes étaient dominées par des hommes en uniforme vert. En Russie, la fonction militaire a toujours été auréolée d'un certain prestige social. Dans les dernières décennies de l'époque soviétique, le Kremlin entretenait une mythologie sur ses forces armées, bâtie sur l'écrasement héroïque du III^e Reich par la Russie lors de la Seconde Guerre mondiale.

Pourtant, pendant le plus clair des XIX^e et XX^e siècles, les gradés n'ont jamais véritablement eu voix au chapitre en matière de gouvernance. À l'époque soviétique, le gouvernement redoutait que l'armée n'accapare trop de pouvoir, et le KGB la tenait à l'œil.

Dès son arrivée au pouvoir, Poutine, ancien agent du KGB, a maintenu cette tradition soviétique, s'en remettant davantage aux services de sécurité qu'à l'armée. Sa première guerre, celle qui a débuté en Tchétchénie en 1999, a été menée par le FSB, successeur du KGB. Elle a été présentée comme une opération contre-terroriste, et l'armée était alors subordonnée aux services de sécurité. Entre-temps, Poutine continuait à s'appuyer sur le FSB pour garder la haute main sur ses élites et réprimer la dissidence, à l'intérieur comme à l'étranger.

L'armée ne jouissait en revanche que d'un prestige très limité. Lors des premières années du régime de Poutine, les Russes ne se rappelaient que trop bien les échecs en Afghanistan, ainsi que deux guerres bâclées et meurtrières de Tchétchénie, que l'armée avait menées avec du matériel militaire obsolète. Les jeunes Russes faisaient, quant à eux, tout leur possible pour échapper à la conscription. Au vu de ces éléments, les analystes occidentaux ne se sont pas trop attardés sur l'armée russe : pour comprendre Poutine, se disait-on, il suffisait de démêler les rouages internes des services de sécurité. Mais en 2012, Choïgou a été nommé ministre de la Défense, et le vent a commencé à tourner presque imperceptiblement pour l'armée.

Membre de longue date de l'élite politique de Russie, Choïgou a effectué une carrière étonnamment longue dans les plus hauts échelons à Moscou. Débarqué à la capitale depuis sa région natale de Touva [république russe à l'extrême sud de la Sibérie], aux confins de la Mongolie, juste à temps pour assister au démantèlement de l'Union soviétique, il s'est rapidement fait remarquer au début des années 1990 pour ses qualités de

médiateur dans tous les domaines pour devenir ministre des Situations d'urgence, poste ministériel qu'il a lui-même inventé.

Dans les années 1990 et la décennie suivante, il a cultivé son image de haut responsable courageux et énergique en se rendant souvent sur les lieux de catastrophes naturelles et d'attentats terroristes avec une équipe de secouristes professionnels d'élite, allant même jusqu'à diriger en personne certaines opérations de secours. Il était alors rarissime qu'un membre de l'élite post-soviétique endosse un uniforme de campagne et s'adresse aux victimes d'une inondation en Sibérie ou d'un attentat à la bombe à Moscou, comme le faisait Choïgou. Son équipe d'intervention rapide – emmenée par une unité aéroportée de sauveteurs professionnels qui étaient toujours prêts à sauter dans un avion pour se rendre dans n'importe quel point de la planète où ils pouvaient être utiles – a fait sa renommée auprès aussi bien des milieux du pouvoir russe que des citoyens ordinaires.

En 2014, alors qu'éclatait la révolution de Maïdan, Choïgou a démontré que l'armée pouvait réussir là où le FSB avait échoué.

Pour Poutine, le bilan impressionnant et la grande notoriété de Choïgou en faisaient un allié naturel, et il n'a pas tardé à comprendre qu'il lui serait plus utile au Kremlin que dans les missions d'urgence. En 1999, Poutine a donc choisi de faire de Sergueï Choïgou l'un des [trois] dirigeants de son parti, Russie unie, lui donnant l'occasion de sillonner le pays afin de constituer une base politique. La décision de Poutine, en 2012, de le hisser au rang de ministre de la Défense était toutefois plus surprenante. Ingénieur de formation, Choïgou n'avait jamais servi dans l'armée et ne bénéficiait d'aucune réputation auprès de la hiérarchie militaire. De plus, la vieille garde n'appréciait guère ses méthodes de leadership par trop directes.

Le rapport qu'entretient Choïgou à l'uniforme mérite que l'on s'y arrête. En 2017, Choïgou a modifié l'uniforme d'apparat de l'armée en s'inspirant de l'uniforme soviétique de 1945 – que les militaires surnomment "l'uniforme du vainqueur". Ce nouveau modèle est devenu sa tenue de prédilection pour passer en revue les défilés militaires sur la place Rouge ; et comme par un fait exprès, il avait aussi l'avantage de lui donner des allures de Gueorgui Joukov, le fameux maréchal de Staline pendant la Seconde Guerre mondiale. (Autre clin d'œil à l'histoire, peut-être, Joukov est resté dans les mémoires non seulement comme le commandant le plus efficace et le plus cruel de l'Union soviétique, mais aussi comme l'homme qui a contribué à liquider Lavrenti Beria, le très redouté chef de la police secrète de Staline, après la mort du Petit Père des peuples.)

Choïgou s'est toutefois distingué de façon bien plus significative par son approche de la stratégie militaire et de la préparation au combat. Converti aux innovations de haute technologie, il a créé

un cybercommandement et intégré l'armée de l'air et les forces spatiales au sein des toutes nouvelles forces aérospatiales russes. Parallèlement, il a si bien resserré ses filets qu'il est désormais pratiquement impossible pour les jeunes Russes d'échapper au service militaire. Mais deux grands succès militaires ont très vite achevé de sceller sa réputation au Kremlin et contribué à rehausser le statut de l'armée au sein du gouvernement.

C'est justement en Ukraine que Choïgou a signé sa première grande victoire militaire. En 2014, alors qu'éclatait à Kiev la révolution de Maïdan contre le président ukrainien Viktor Ianoukovitch, soutenu par Moscou, Poutine s'en est remis en premier lieu à ses services de sécurité : comme à son habitude, il a envoyé le FSB à Kiev pour aider l'armée ukrainienne à mater la révolte. Mais le FSB n'est parvenu ni à mettre un terme à la contestation ni à éviter que Ianoukovitch en soit réduit à fuir la capitale. Le maître du Kremlin s'est alors adressé à l'armée qui, sous le commandement de Choïgou, a rapidement et efficacement annexé la Crimée. Choïgou avait démontré que l'armée pouvait réussir là où le FSB avait échoué.

Peu après, un autre conflit a offert à Choïgou une autre occasion d'afficher la puissance de l'armée. Lors de la phase initiale de la guerre civile syrienne, le dictateur syrien Bachar El-Assad, allié de la Russie, semblait perdre rapidement du terrain, et les diplomates de Poutine, censés sauver le régime, ne progressaient pas beaucoup. Une fois de plus, l'armée s'est portée à la rescousse, lançant en décembre 2015 une opération militaire décisive. Tout en limitant les pertes dans ses rangs, elle a rapidement inversé le cours de la guerre, remettant Assad en selle pour lui permettre de reprendre la main et, au bout du compte, de triompher. On aurait presque pu croire que Choïgou avait mobilisé son ancienne unité aéroportée de réaction rapide – à cette différence près que, désormais, elle n'intervenait plus pour aider des citoyens sur le terrain mais pour régler les problèmes politiques de Poutine.

L'intervention en Syrie a été si réussie et si populaire que, en 2019, l'armée russe a organisé une immense exposition itinérante de chars,

← Vladimir Poutine et Sergueï Choïgou, le 13 janvier 2022, à Moscou.

Photo Alexey Nikolsky/Sputnik/AFP



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Vladimir Poutine, un monarque isolé entouré d'une cour de généraux

La journaliste tchèque Petra Prochazkova décrit, dans le quotidien **Deník N**, un homme à l'écart du monde et méfiant à l'égard de tous. Un article à relire dans notre n° 1635, du 3 mars, et sur notre site.

Opinion

Gary Kasparov : échec au tsar

●●● "Le fait d'avoir eu raison n'est pas un motif de réjouissance." L'ex-champion du monde d'échecs, Gary Kasparov, confesse son amertume dans cet entretien à la **Frankfurter Allgemeine Zeitung** datée du 3 mars et traduite sur notre site. L'opposant de longue date à Vladimir Poutine, en exil à New York depuis près de dix ans, a signé en 2015 *Winter is coming* (éd. Michel Lafon), un livre dans lequel il mettait en garde contre le président russe et une nouvelle attaque sur l'Ukraine. "On me voit comme Nostradamus parce que j'ai prédit ce qu'on ne voulait pas voir. J'espère que cette guerre entraînera la chute du régime de Poutine." Interrogé par le quotidien allemand sur les conditions de cette chute, il liste trois facteurs. "D'abord, une défaite militaire. Cela peut arriver si l'Ukraine résiste suffisamment longtemps. Ensuite, un effondrement économique et financier, et ça, ce n'est qu'une question de semaines. Enfin, il y a l'isolement."

armes lourdes et autres trophées de guerre saisis en Syrie. Embarquée dans un train, elle a parcouru tout le pays. Dans beaucoup de villes, elle a été accueillie par des foules enthousiastes. À la suite de ses succès en Crimée et en Syrie, l'armée n'a cessé de voir se renforcer le soutien populaire.

Entre-temps, Choïgou a bénéficié d'un plus gros budget militaire et d'une réputation accrue au Kremlin. Les victoires de Crimée et de Syrie ont eu une autre conséquence non négligeable : elles ont rapproché les oligarques de l'armée et donné le coup d'envoi d'un nouveau complexe militaro-industriel russe. Et, cet effet a été stimulé par les sanctions occidentales imposées à l'élite russe après l'annexion de la Crimée. Les pénalités ont fait perdre beaucoup d'argent et de contrats aux oligarques en Occident ; pour compenser, l'État russe s'est empressé de leur venir en aide en confiant de gros contrats militaires à leurs entreprises. Renforcée par le soutien populaire croissant autant que par ses liens étroits avec l'élite russe, l'armée s'était imposée dès 2017 comme l'une des institutions les plus puissantes de Russie.

Depuis un an, alors que Poutine commençait à préparer sa campagne en Ukraine, il était évident qu'il ne chercherait plus à s'appuyer sur le FSB pour mener l'opération. Ce serait bien à Choïgou et à son armée entièrement réorganisée de prendre les choses en main. Chose remarquable, quand le conseil de sécurité russe s'est réuni à la veille de l'invasion, l'armée semblait bien plus proche de Poutine que ses responsables du renseignement. Lorsque Poutine a annoncé sa décision de reconnaître les républiques autoproclamées de Donetsk et de Louhansk, le chef du renseignement extérieur bafouillait, et le directeur du FSB et le ministre des Affaires étrangères ont réagi comme des automates obéissant aux ordres.

Choïgou, qui a consacré les dix dernières années à faire de l'armée une puissante force politique, s'est au contraire montré confiant et prêt à foncer tête baissée pour mener la Russie à la bataille. Dans les semaines précédant l'invasion russe, nombre d'analystes doutaient que Poutine choisisse véritablement de lancer une guerre d'une aussi grande ampleur. Mais la remilitarisation de la société et le remaniement de l'armée organisé par Choïgou ont offert au chef du Kremlin une tentation si forte que ni les tergiversations du renseignement ni les considérations diplomatiques ne pouvaient l'arrêter. Et maintenant que l'assaut se poursuit dans la violence, toutes les implications de la nouvelle stratégie militaire du Kremlin apparaissent clairement.

La campagne a non seulement été préparée par une armée ouvertement va-t-en-guerre – qui plaide pour une offensive aussi massive que possible –, mais elle est également dirigée par Choïgou, un homme qui n'a jusqu'à présent engrangé que des succès mais qui ne possède pas la formation militaire qui lui permettrait de comprendre qu'une victoire sur le terrain, aussi impressionnante soit-elle, peut parfois déboucher sur une défaite politique encore plus fracassante.

— **Andrei Soldatov et Irina Borogan**
Publié le 26 février

L'EUROPE ENTRE DANS UNE ÈRE DE HARD POWER

L'invasion russe en Ukraine replonge le Vieux Continent dans une idéologie guerrière très incertaine, analyse, pour ce quotidien espagnol, l'essayiste américain David Rieff.

—El País (extraits) Madrid

Il se peut que la guerre ne t'intéresse pas, mais la guerre s'intéresse à toi." On attribue généralement cette formule à Trotski. Ces dernières semaines, la plus grande partie de l'Europe, voyant que la Russie était réellement sur le point d'envahir l'Ukraine, avant de mettre sa menace à exécution, a d'abord été frappée de stupeur. Les Européens actuels partaient du principe que le progrès de leurs sociétés avait rendu caduque la sévère mise en garde de Trotski. Ils en avaient oublié que la guerre, et non la paix, est une constante dans l'histoire.

Une telle réaction est ingénue, mais pas déshonorante. Les êtres humains fondent leurs jugements sur l'expérience, et aucune guerre n'avait éclaté en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, du moins au sens classique d'affrontement d'un État contre un autre jusqu'à la victoire totale sur l'ennemi. Les conflits qui ont suivi la désintégration de la Yougoslavie ont été indubitablement des conflits sanglants, mais il s'agissait de guerres civiles dans lesquelles de nombreux Européens ont voulu voir des anomalies historiques. On était en présence avant tout d'une crise humanitaire, et non d'une guerre à grande échelle.

Il ne fait pas le moindre doute qu'on s'achemine vers une terrible crise humanitaire en Ukraine. Mais à la différence de l'ex-Yougoslavie, personne ne pourra faire croire que la question principale soit humanitaire, du moins tant que les hostilités n'auront pas cessé. Nous voilà précipités dans une Europe qui ressemble à celle d'avant 1939. Une Europe que n'ont pas connue, j'insiste bien là-dessus, ceux qui sont nés après 1945.

Cette idée que l'Europe avait atteint les hauts plateaux ensoleillés de la "paix perpétuelle" kantienne avait beau être illusoire, l'attaque russe contre l'Ukraine apparaît comme un tournant dans l'histoire européenne moderne. C'est la fin de la longue paix qui régnait en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et le début de réalités politiques et morales bien plus tragiques et traditionnelles.

Quel sera le dénouement de cette guerre ? Une conquête russe totale suivie de la création d'un État fantôme ? Une défaite russe, soit sur le champ de bataille, soit du fait des sanctions économiques, qui finiraient par déstabiliser le régime de Poutine ? La Russie va-t-elle s'en

tenir à ses exigences antérieures, plus limitées, et l'Ukraine céder sa souveraineté sur la région ethniquement russe du Donbass, dans l'est du pays ? Quoi qu'il en soit, l'Europe entre dans une nouvelle période de "hard power" (la coercition, la manière forte), tandis que l'idéologie du "soft power" (l'influence, le rayonnement) passera au second plan.

Le nouveau gouvernement allemand renonce à imposer l'austérité budgétaire à tous les États membres de l'Union européenne – une politique très préjudiciable aux pays du sud de l'Europe, comme l'Espagne et l'Italie, confrontés à une crise de l'endettement et à un fort chômage des jeunes –, et va accroître très largement son budget de défense jusqu'à 2 % du PIB. Des décisions qui augurent d'une nouvelle Europe, dont les conceptions fondamentales sur la paix et la guerre, et par conséquent sur son

propre avenir, ont radicalement changé depuis le lancement de l'invasion russe en Ukraine. Étant donné la relation privilégiée entre l'Allemagne et la Russie, et surtout la dépendance énergétique allemande, le chancelier Olaf Scholz a tiré un trait sur trois décennies de politique extérieure allemande. Les perspectives sont difficiles à évaluer. L'Allemagne redeviendra-t-elle favorable à l'énergie nucléaire ? Dans quelle mesure la nouvelle prééminence des militaires affectera-t-elle la culture allemande, dans un pays qui accueillera



TRIBUNE



↑ Lesia Ivashchenko et Valerii Fylymonov, engagés dans la défense territoriale ukrainienne, se marient sur la ligne de défense, à Kiev, en Ukraine, le 6 mars.

Photo Efram Lukatsky/ AP Photo/Sipa

L'Europe a quitté le monde de l'après-guerre froide et s'oriente vers un monde qu'elle n'a pas connu depuis 1945.

certainement autant de réfugiés ukrainiens qu'il a laissé entrer de Syriens en 2015 ?

Quelle que soit la manière d'aborder ces questions, une chose est sûre, l'Europe a quitté le monde de l'après-guerre froide et s'oriente vers un monde qu'elle n'a pas connu depuis 1945. La rupture avec une Allemagne qui expiait le nazisme ne saurait être plus profonde. Fait révélateur, une évolution analogue se produit au Japon. Ce pays estime que la Corée du Nord représente une menace pour son existence, si bien que les appels s'y multiplient en faveur d'une réforme de la Constitution afin de renforcer considérablement l'armée. Certains voudraient même que le Japon se dote de l'arme nucléaire.

Il devrait être clair pour tous que l'invasion russe fournit un argument de poids en faveur de la prolifération nucléaire, au même titre que la situation en Corée du Nord. En 1991, quand l'Union soviétique s'est désintégrée, un tiers de son arsenal nucléaire ainsi que tout un pan de l'infrastructure industrielle et scientifique destinée à la conception, la fabrication et l'entretien de ces armes se trouvaient sur le territoire ukrainien. Au bout de trois ans, en 1994, l'Ukraine a accepté de détruire ces armes et de fermer les usines et les instituts de conception, moyennant

Se réarmer, un tournant historique pour l'Allemagne

●●● Parfois, "les décisions politiques déclenchent des événements si importants pour l'histoire d'un pays que ce n'est que bien plus tard, avec le recul, que l'on peut vraiment les comprendre". Pour **Die Zeit**, l'initiative allemande d'envoyer des armes en Ukraine, de débloquer une "enveloppe exceptionnelle" de 100 milliards d'euros pour l'armée et d'augmenter ses dépenses militaires à plus de 2 % de son PIB est l'une d'entre elles. En plus de bloquer la mise en exploitation du gazoduc Nord Stream 2, le gouvernement du chancelier social-démocrate Olaf Scholz a rompu, le 27 février, avec la politique étrangère pacifiste allemande de l'après-guerre. Ce faisant, il a "définitivement mis fin à l'ère Merkel". Le titre de centre gauche compare ce fait historique à la sortie du pays du nucléaire, annoncée après la catastrophe de Fukushima, ou à l'ouverture des frontières aux migrants, décrétée en 2015.



quoi les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie garantissaient sa sécurité. Certaines voix discordantes, surtout celle du politologue américain John Mearsheimer, ont alors fait valoir que l'Ukraine s'exposait à une agression russe et qu'un jour elle regretterait amèrement sa décision. Les mises en garde de Mearsheimer ont été balayées d'un revers de la main, et souvent très critiquées. Or force est de reconnaître que si l'Ukraine avait conservé son arsenal nucléaire, la Russie y aurait réfléchi à deux fois avant de l'envahir.

Compte tenu de tout ce que nous venons de dire, la réaction de l'Allemagne ne devrait étonner personne. Et dans la mesure où ce pays est la puissance dominante de l'Union européenne – le débat sur l'austérité au cours de la dernière décennie et, surtout, l'humiliation de la Grèce ont témoigné de cette prédominance –, la réaction de l'UE n'a rien d'étonnant non plus. Mais si l'Europe se convertit au hard power et à un réalisme lucide, une question mérite d'être posée : la guerre en Ukraine est-elle aussi préoccupante à Madrid, Lisbonne ou Rome qu'à Berlin, Varsovie ou même Paris ? Et si, comme on peut sans nul doute le soutenir, cette invasion ne constitue pas une menace aussi grave pour les pays du sud de l'Europe que pour ceux du nord ou de l'est, quelles devraient être les priorités de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie ou, pour le dire sans détour, les exigences de l'UE, à l'heure où le bloc doit se réinventer ?

—David Rieff
Publié le 1^{er} mars

Controverse

FAUT-IL INTÉGRER L'UKRAINE À L'UNION EUROPÉENNE ?

Le président Volodymyr Zelensky a demandé, le lundi 28 février, que son pays puisse bénéficier d'une procédure accélérée pour intégrer l'UE, avant de signer une demande officielle d'adhésion. Un tel élargissement des Vingt-Sept divise, jusqu'au sein de la rédaction du quotidien tchèque **Hospodářské Noviny**. Pour la journaliste Katerina Safarikova, "longtemps, l'UE n'a pas su où se trouvait sa frontière orientale. Désormais, elle sait qu'elle se trouve aux confins d'un État prêt à défendre par les armes un continent libre et ses idéaux. Pour vivre dans un monde plus sûr, il est dans l'intérêt de l'UE d'accepter l'Ukraine." Son collègue Ondrej Houska est d'un avis bien différent : "En s'élargissant aujourd'hui à l'Ukraine, les Vingt-Sept admettraient parmi eux un grand État pauvre, instable et corrompu jusqu'à la moelle."

Un article à lire en intégralité sur notre site Internet.

L'auteur

DAVID RIEFF

Essayiste et grand reporter, écrivain et politologue, l'Américain de 69 ans a été publié dans de nombreux grands titres de presse aux États-Unis et en Europe. Il est le fils de l'autrice et militante Susan Sontag, morte en 2004.

Le temps du pacifisme est révolu

VU D'ALLEMAGNE Cette crise le montre, la puissance militaire est un outil géopolitique majeur. Une douloureuse prise de conscience pour les milléniaux, explique cette experte, née en 1987.

—Frankfurter Allgemeine Zeitung (extraits) Francfort

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG Vladimir Poutine introduit à nouveau la guerre dans la politique. En Allemagne la génération qui arrive aux responsabilités a longtemps été incapable d'accepter que la puissance militaire constitue un élément de la politique, ni même de le percevoir, affirmez-vous. Qu'entendez-vous par là ?

ULRIKE FRANKE Ma génération a tendance à considérer la situation historique exceptionnelle de sa jeunesse comme la normalité. Ceux qu'on appelle les milléniaux sont nés dans les années 1980 et 1990 et ont grandi à une époque où ils n'ont pas été touchés par de vrais conflits. Nous ne pouvons pas nous représenter de changements géopolitiques fondamentaux, parce que nous n'en avons pas vécu.

Ma génération a du mal à imaginer qu'on puisse imposer une politique par des moyens militaires. Nous avons été imprégnés de la théorie de la fin de l'histoire de Francis Fukuyama. Nous pensions que seules la négociation, l'économie et la mondialisation étaient décisives. Nous étions convaincus qu'au fur et à mesure que le monde se développerait en commun les gens deviendraient de plus en plus semblables, que les conflits ne seraient plus réglés que par les tribunaux internationaux et selon le droit international.

D'après l'historien Leopold von Ranke, les périodes heureuses de l'humanité sont des pages blanches dans le livre de l'histoire. C'est tout de même une grande chance d'avoir grandi pendant une telle période.

C'est génial, mais le temps des pages blanches est révolu. Et ce depuis l'invasion de la Géorgie par la Russie en 2008, au plus tard depuis l'annexion de la Crimée par la Russie [en 2014], l'élection de Donald Trump et le Brexit. La géopolitique a fait irruption dans notre quotidien. La première fois qu'elle est venue chez nous, c'était en 2015, sous la forme de la crise des réfugiés.

Il faut bien comprendre que ce que nous considérons comme juste et normal ne l'est pas pour toutes les époques. Beaucoup de gens de ma

génération pensent que la puissance militaire est un concept dépassé. Ce qui nous réserve pas mal de difficultés. Car Poutine ne voit manifestement pas les choses de la même façon.

En Allemagne, on met souvent sur le même pied armée et invasion d'un pays voisin. L'armée ne représente pas la défense ou la dissuasion mais la guerre, et elle est mauvaise en soi. La logique allemande a longtemps été : qui veut des drones armés pour la Bundeswehr [l'armée allemande] s'en servira pour faire la guerre.

Et que répondez-vous à cela ?

Bien sûr que l'Allemagne a besoin de forces armées. Premièrement, pour la dissuasion. Deuxièmement, parce que la capacité militaire est un élément de la puissance géopolitique – comme la force économique, le soft power et la diplomatie. Si on veut être entendu sur la scène internationale, il faut avoir une capacité militaire. On n'est pas obligé d'aimer ça, mais c'est une réalité. L'Union européenne vient d'en avoir la preuve éclatante en Syrie, et maintenant en Ukraine. Enfin, la troisième raison pour laquelle un pays comme l'Allemagne a besoin d'une capacité militaire, c'est pour l'utiliser : pour défendre le pays, pour défendre les partenaires d'une alliance ou pour imposer ses intérêts. Or, si on associe l'armée uniquement à la guerre, on est évidemment sceptique à l'idée de consacrer 2 % du produit intérieur brut à la défense [voir encadré ci-contre].

Je vois les choses différemment : l'Allemagne et l'Europe doivent avoir un minimum de capacité militaire pour que la guerre soit une éventualité plus invraisemblable pour nous.

Plaidez-vous pour une remilitarisation de la pensée politique en Allemagne ?

Ce serait aller trop loin pour moi. Mais nous devons changer de façon de penser. On ne pourra jamais fixer de façon définitive le rapport entre la politique et le militaire, ni déterminer la proportion d'armée dont l'Allemagne a besoin. La question fait aussi débat dans d'autres pays. Mais en Allemagne le balancier a penché trop fort dans une direction, notamment à cause du traumatisme du nazisme.

Il faut bien comprendre que le militaire fait partie de la boîte à outils de la géopolitique. Cela ne signifie pas que nous devons arriver au même rapport au militaire que celui des Américains ou des Français, mais que nous devons nous interroger de façon critique sur ce rapport. Si notre débat est coupé de la réalité et que nous nous couchons brillamment, ce n'est pas bon pour nos alliés non plus.

L'Allemagne doit renforcer la Bundeswehr. Si nous avons pu nous permettre de négliger la puissance militaire en Allemagne, c'est notamment en raison du bouclier nucléaire des Américains et de l'Otan. Il est toujours là, mais comme l'a dit Angela Merkel en 2017, l'époque où nous pouvions totalement nous reposer sur les autres est révolue.

—Propos recueillis par Michael Martens

Publié le 28 février

Ulrike Franke est experte en sécurité et en défense pour l'European Council on Foreign Relations

POURQUOI LES UKRAINIENS NOUS INSPIRENT

VU DE SLOVAQUIE La résilience des Ukrainiens doit nous aider à reconsidérer les valeurs essentielles de nos vies, estime l'écrivain et journaliste slovaque Martin Milan Simecka. Selon lui, le confort que nous considérons comme une évidence n'est pourtant ni un acquis ni un droit.

—Denník N Bratislava

Les gens aujourd'hui savent de nouveau qu'il existe des choses pour lesquelles il vaut la peine de souffrir et que ce sont les mêmes choses qui font qu'il vaut la peine de vivre." Cette phrase, le philosophe tchèque Jan Patočka l'a écrite il y a quarante-cinq ans, après la création de la Charte 77, juste avant de mourir après avoir été interrogé par la StB [la police secrète dans l'ex-Tchécoslovaquie communiste].

Bien que probablement peu d'Ukrainiens connaissent cette déclaration de Patočka, nombreux sont ceux à la mettre en pratique avec une évidence qui coupe le souffle de l'Europe de l'Ouest. Ils souffrent et meurent parce qu'ils veulent vivre en démocratie comme des hommes libres.

Leur courage et leur esprit de sacrifice nous étonnent, parce que cela fait longtemps que nous avons cessé de nous demander pour quelle chose nous serions, nous, disposés à souffrir. Notre étonnement est la manifestation d'une question non dite : la vie a-t-elle donc si peu de valeur pour ces Ukrainiens qu'ils sont prêts à la sacrifier pour des choses qui sont une évidence chez nous ?

L'Union européenne est l'espace au monde où l'on donne le plus de valeur à la vie humaine. Son "prix" est la résultante du niveau de vie et de l'assistance d'un État-providence qui ne vous laissera pas souffrir de la faim et mourir. Ensemble, ils forment un hamac d'un confort sans équivalent dans l'histoire de l'humanité. Une vie agréable à vivre est donc devenue non seulement un acquis mais un droit. Tout politicien qui a envisagé de remettre en question ce droit a automatiquement perdu les élections.

Toutefois, depuis la semaine dernière, il apparaît au grand jour que cette valeur de la vie n'est que fictive, dans le sens où elle n'englobe pas ses coûts réels. Son prix est tout aussi fictif que celui par exemple des bananes dont nous nous nourrissons, qui est fixé sans tenir compte du coût de la protection de la planète. Par conséquent, la paix qui nous permettait de vivre confortablement était elle aussi fictive puisqu'elle ne recouvrait pas le coût de notre sécurité.

C'est pourquoi le président russe, Vladimir Poutine, méprise l'Europe et considère ses habitants comme corrompus et lâches. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle il maintient

les Russes dans la pauvreté, alors que l'État dispose d'énormes revenus des ventes de pétrole et de gaz. Endurer la souffrance et éventuellement mourir à la guerre est plus facile si votre vie ne vaut pas grand-chose.

Il semble qu'il en aille de même pour les Ukrainiens. Le dimanche 27 février, Andreï Kirilenko, qui est professeur à l'université de Cambridge, était en train de téléphoner à sa mère quand la ville ukrainienne de Marioupol a été la cible de tirs nourris. Dans un tweet, il a écrit qu'elle avait refusé d'être évacuée et qu'elle lui avait fait ses adieux à distance en lui disant ceci : "Ma vie a commencé dans la pauvreté et se terminera dans la guerre."

Mais ne nous arrêtons pas à une vision superficielle. À Kiev, la journaliste ukrainienne Nataliya Gumenyuk s'est entretenue avec trois femmes qui venaient de s'engager dans les milices. "L'une a 35 ans, est avocate et milite pour les droits des animaux. La deuxième est un ancien officier dont le fils sert dans l'armée, tandis que la troisième est une infirmière qui se déclare prête à combattre avec son mari." Ces femmes risquent donc leur vie, qui a un prix élevé à leurs yeux. Non pas parce que les Ukrainiens ont des salaires ou un niveau de vie beaucoup plus élevés que les Russes, mais parce qu'ils sont plus riches d'un espoir collectif pour l'avenir. Pour eux, c'est l'appartenance à l'Europe.

En somme, les vrais Européens aujourd'hui sont les Ukrainiens, car ils nous rappellent l'existence de choses pour lesquelles il vaut la peine de souffrir et que nous avons oubliées. Avant même 1989, les citoyens des pays d'Europe occidentale, en particulier, étaient conscients que la paix et la démocratie ne sont pas des acquis. Mais avec la chute du communisme, les Européens ont perdu le défi moral qu'ils s'évertuaient à relever.

"Les années 1990 ont donné naissance à une génération sans passion pour les affaires publiques, une génération pour laquelle l'indifférence délibérée est devenue un mode de vie... Les citoyens sont devenus

Les vrais Européens sont les Ukrainiens, car ils nous rappellent l'existence de choses pour lesquelles il vaut la peine de souffrir.

→ Des cocktails Molotov sont lancés sur l'armée russe, à Jytomyr, en Ukraine, le 1^{er} mars.

Photo Viacheslav Ratynskyi/Reuters



TRIBUNE



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Aidons les Ukrainiens, car c'est aussi pour nous qu'ils se battent.

Les États-Unis doivent se rendre à l'évidence : Vladimir Poutine a balayé l'idée selon laquelle le pays doit se désengager des affaires du monde, soutient cette tribune de George Packer parue dans **The Atlantic**, qui salue aussi la retenue de Joe Biden sur le plan militaire.



des consommateurs", écrit l'historien allemand Jonathan Holslag dans son livre *World Politics since 1989* ["La politique mondiale depuis 1989", non traduit en français].

Ces dernières années, les signaux devant nous faire comprendre que la valeur élevée de nos vies est en réalité fictive se sont multipliés. Les terroristes islamistes peuvent ainsi être considérés comme des messagers de l'avenir. À travers leurs attaques, leur message pourrait être le suivant : "Alors que vous tenez à la vie, nous tenons à la mort." Poutine ne nous dit rien d'autre aujourd'hui.

La météo, à travers les tempêtes, les inondations et les canicules, nous fait elle aussi toucher du doigt qu'elle ne respectera pas la vie humaine. Puis il y a eu la pandémie, qui nous a rappelé avec force notre condition de mortels.

De nombreux Européens ont refusé de voir ces alertes et ont continué à considérer que le droit à une vie confortable, sans souffrance ni sacrifice, coulait de source comme l'air que nous respirons.

Tout cela a changé la semaine dernière, même si beaucoup de gens ne s'en rendent pas encore compte. Heureusement, les dirigeants européens ont été les premiers à prendre conscience de cette nouvelle réalité des choses, en convenant à une vitesse encore jamais vue jusqu'à présent de sanctions contre la Russie et d'une aide militaire à l'Ukraine. Une nouvelle ère se profile à l'horizon, dans laquelle les coûts augmenteront, ce qui réduira inévitablement la valeur de nos vies. Mais en même temps, cette valeur augmentera, car il nous faudra répondre à la question de savoir quelles sont les choses pour lesquelles il vaut la peine de souffrir et de vivre. Nous devrions être reconnaissants aux Ukrainiens de nous avoir facilité la tâche pour trouver la réponse.

—Martin M. Simecka
Publié le 2 mars



“Quitter le pays n'est pas une solution”

Malgré la guerre, la dessinatrice Alevtina Kakhidze continue de travailler dans son atelier près de Kiev. Elle explique, en mots et en dessins, pourquoi elle ne veut pas quitter son pays.

—Süddeutsche Zeitung
Munich

Alevtina Kakhidze est l'une des artistes les plus connues d'Ukraine, au moins depuis qu'elle a accompagné les manifestations de la place Maïdan avec son carnet à dessin, à l'hiver 2013-2014. Son travail a depuis été exposé à des biennales et dans de grands musées internationaux.

Le crayon et le papier l'aident de nouveau ces jours-ci à supporter la situation de guerre, qu'elle considère comme la fin d'une époque. Son trait délibérément naïf rappelle des artistes comme le



Roumain Dan Perjovschi, le Britannique David Shrigley ou l'Américain Keith Haring, qui ont développé leur style à partir du graffiti, de la caricature et de l'art des affiches.

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG Où êtes-vous en ce moment ? [L'interview a été réalisée le mardi 1^{er} mars.]

ALEVITINA KAKHIDZE Je suis dans ma maison, qui se trouve à la campagne, à proximité de Kiev. Même si la route est assez loin, on entend tout le temps des détonations, mes chiens n'arrêtent pas d'aboyer à cause de ça. Mon mari est allé au village avec un bataillon de volontaires. Le téléphone ne fonctionne plus très bien, on ne peut pas envoyer d'images, et des pirates ont paralysé l'hébergeur de mon site web.

Les hommes restent en Ukraine pour défendre le pays, nombre de femmes fuient à l'Ouest, surtout des mères avec leurs enfants.

Je n'ai jamais songé à partir, même si je ne reprocherais jamais à quelqu'un de le faire. On n'est plus en sûreté nulle part ici. Mais quitter l'Ukraine n'est pas une solution. Nous sommes un peuple de 42 millions de personnes – qu'est-ce qui se passera si tout le monde s'en va ? Est-ce qu'ils veulent vivre comme des réfugiés en Europe ? Et quelle sorte d'Europe ce serait ? Partir ne serait qu'une mesure tactique, pas une stratégie.

La cohésion nationale l'emporte-t-elle sur le besoin de sécurité personnelle ?

Chacun réagit comme il juge bon. La plupart des Ukrainiens ressentent en ce moment une grande souffrance et aussi une grande haine. C'est à cause de ça que beaucoup ont décidé de rester, ce qui n'est peut-être pas malin. Mais le degré de patriotisme est dingue en ce moment. C'est comme sur la place Maïdan, pendant les manifestations : tout le monde partage le même sentiment, on se sent unis. Les Ukrainiens ont connu trois révolutions en trente ans, cette attaque, c'est comme une mise à jour. L'annexion de la Crimée [en 2014], les combats dans l'est de l'Ukraine [dans le Donbass], tout ça est lié – et ça fait des années que ça dure.

On n'avait pas compté sur une telle résistance à l'invasion russe. Même les artistes comme vous participent directement.

Je ne sais même pas où on trouve le courage de résister. Mais il y a une énergie monstrueuse qui règne chez les artistes. Pour nous, l'invasion n'est pas l'affaire des responsables politiques et des soldats. Maintenant, tout le monde vénère [le président ukrainien] Volodymyr Zelensky, même les intellectuels, qui n'avaient pourtant pas voté pour lui. Beaucoup le considéraient comme un humoriste singulier qui ne connaissait rien à la politique, mais

Le dessin

Dans ce dessin réalisé le 26 février 2022, peu après le début de l'offensive russe sur son pays, la dessinatrice ukrainienne Alevtina Kakhidze fait référence à l'essai *Vers la paix perpétuelle* d'Emmanuel Kant (1795), dans lequel le philosophe allemand analysait les principes d'une paix durable. Le texte (en anglais) dit : “Emmanuel Kant”, “Quelle hallucination...”, “Si loin du Tractatus”, “Non, c'est la réalité”. Sur le parchemin, on peut lire “Garantie de paix perpétuelle”.
Dessin d'Alevtina Kakhidze, Ukraine.



ses réactions correspondent aujourd'hui à ce que nous ressentons : nous n'avons plus rien à perdre.

Comment l'Occident devrait-il réagir ?

Hier soir, on a chatté entre artistes, et quelqu'un a proposé de boycotter tous les Russes dans la sphère culturelle. Mais mes amis russes ont supplié : “Ne nous excluez pas, s'il vous plaît.”

Comment peut-on aider concrètement ?

Quand tout a commencé [le 24 février, jour du début de l'invasion russe de l'Ukraine], j'ai reçu plus de cinquante invitations pour l'étranger – la Suède, le Portugal, la Pologne, l'Autriche. Mais il n'y avait qu'une option. J'ai vécu ça dans ma famille quand le Donbass est devenu une zone de guerre en 2014 : nous voulions faire venir ma mère âgée à Kiev. À un moment, j'ai fini par comprendre qu'elle n'était pas un meuble. Elle disait : “Je n'ai rien fait de mal, je n'ai pas à partir.” Elle est restée chez elle et, quand elle est morte, je n'ai pas pu aller au pays pour l'enterrer à côté de ses parents. J'ai dû faire venir son corps à Kiev. On devrait plutôt réfléchir ensemble à ce qu'on peut faire pour pouvoir rester ici. Car c'est ça, le rêve : une paix durable.

Comment pouvez-vous encore travailler dans votre atelier au milieu du fracas des détonations ?

Je dessine dans mon journal. Et je poursuis mes recherches sur les plantes. Ça fait longtemps que je travaille dessus. Elles pourraient nous apprendre comment vivre sans hiérarchie. Les plantes sont plus pacifiques que les animaux et les hommes. Elles ne peuvent pas s'enfuir quand elles sont en danger ni se défendre non plus. Leur corps a une structure fractale, après une blessure, elles peuvent repousser. Peut-être est-ce le type de pacifisme que nous devrions prendre pour exemple. Ce qui se passe ici, en Ukraine, peut gagner la Pologne ou l'Estonie. Il faut qu'on parle ensemble de ce danger : l'Europe a accompli beaucoup de choses, mais nous devons nous développer pour ne plus être aussi vulnérables.

—Propos recueillis par Catrin Lorch
Publié le 1^{er} mars

← Sur le chapeau d'Alevtina Kakhidze figurent les mots ukrainiens signifiant “Investigateur”, “Symbioses” et “Khakhidze”.
Photo Alexandra Krolukowski.

d'un
continent
à l'autre.

france

Europe	22
Moyen-Orient...	24
Afrique	28
Asie	32
Amériques.....	34



Présidentielle. Macron plus fort que jamais

Le président a été le dernier à se déclarer candidat. Un timing favorable, face à une concurrence divisée ou affaiblie par son attrait pour Poutine.



Le dessinateur néerlandais croque l'actualité française pour *Courrier international* jusqu'au second tour de l'élection présidentielle.

↑ L'annonce. Dessin de Joep Bertrams, Pays-Bas, pour *Courrier international*.

L'GIL
DE BERTRAMS



—*Süddeutsche Zeitung* Munich

Pour les élus d'opposition et les médias, la campagne présidentielle a commencé en septembre dernier. Depuis six mois, ils débattent, se querellent et mettent leur camp en ordre de marche. Les candidats, de gauche comme de droite, semblaient pourtant de plus en plus déboussolés – ils s'affrontaient, mais leur principal concurrent manquait encore à l'appel. Le vendredi [4 mars], l'adversaire fantôme est sorti des coulisses : Emmanuel Macron a publié, sur Twitter et dans la presse régionale, une lettre annonçant sa candidature. Si personne ne doutait que le président sortant visait un second mandat, cela faisait des semaines que les commentateurs se demandaient quand et comment le président rejoindrait les rangs des candidats.

Aucun programme concret. Cette lettre devrait donner le ton des prochaines semaines. En 2017, à seulement 39 ans, le candidat de la République en marche s'était fait élire en endossant le costume du réformateur optimiste. Mais en 2022, Emmanuel Macron est différent ; le monde est différent. Dès le début de sa lettre, le président sortant s'érige en protecteur dans cette période troublée : *«Depuis cinq ans, nous avons traversé ensemble nombre d'épreuves. Terrorisme, pandémie, retour de la violence, guerre en Europe : rarement, la France avait été confrontée à une telle accumulation de crises.»* Si aucun programme concret n'apparaît dans la suite du document, on y retrouve tout de même les grandes lignes censées faciliter sa réélection.

Emmanuel Macron évoque notamment le succès de ses réformes économiques : *«Le chômage a atteint son plus bas niveau depuis quinze ans.»* L'endettement du pays, qui a atteint un niveau record, n'est en revanche pas évoqué. Ailleurs, il promet entre les lignes de relancer la réforme des retraites et donc de repousser l'âge de départ, affirmant qu'*«il nous faudra [...] travailler plus.»* Enfin, il dresse une frontière idéologique le séparant de Marine Le Pen et d'Eric Zemmour, les candidats révisionnistes d'extrême droite. *«L'enjeu est de bâtir la France de nos enfants, pas de ressasser la France de notre enfance.»* Il s'agit là d'une variante de l'ancien credo macroniste : le fossé n'est plus situé entre la droite et la gauche, mais entre les nationalistes, comme Le Pen et Zemmour, et son propre camp, celui des «progressistes».

La situation actuelle aide Emmanuel Macron à établir clairement cette distinction. La guerre déclenchée par la Russie a divisé la classe politique française : d'un côté, ceux qui sont restés fidèles à Vladimir Poutine ces dernières années, notamment les deux candidats d'extrême droite ; de l'autre, ceux qui plaident pour

une Union européenne forte. Si la candidate socialiste, Anne Hidalgo, et l'écologiste Yannick Jadot appartiennent à cette seconde catégorie, ils n'ont cependant aucune chance de remporter le scrutin à venir. Quant à Valérie Pécresse, la candidate des Républicains, elle aussi plutôt europhile selon son humeur, elle a chuté à la quatrième place dans les sondages.

La guerre et la menace qui émane de Moscou semblent confirmer que Macron a su imposer les bonnes priorités depuis le début de son mandat. En septembre 2017, il évoquait déjà dans son discours de la Sorbonne – exposant sa vision de la politique européenne – la nécessité de construire une *«souveraineté européenne»* sur les questions de défense. Il réclamait à l'époque ce que l'UE met aujourd'hui en œuvre face à la guerre en Ukraine : une réponse militaire commune et stratégique.

C'est la deuxième crise face à laquelle le président français parvient à imposer sa vision. La pandémie a débouché sur l'instauration d'un plan de relance européen, une avancée que Macron qualifie régulièrement d'*«historique»*, car il a réussi à obtenir du gouvernement allemand ce qui semblait autrefois impossible : l'émission d'une dette commune.

La pandémie et la guerre ont ainsi permis à l'idée d'une Europe forte, défendue par Emmanuel Macron, de s'imposer comme juste et primordiale auprès d'une majorité de Français. Le taux de popularité du président n'avait plus été aussi élevé depuis 2017 : 45 % des Français ont aujourd'hui une image positive de leur président. À la même période, son prédécesseur, François Hollande, ne suscitait que 20 % d'opinions favorables.

À moins de quarante jours du premier tour, le 10 avril prochain, l'avance d'Emmanuel Macron n'est plus le seul élément qui donne du fil à retordre à ses adversaires – ce sont avant tout leurs propres erreurs qui leur causent du tort. Après

La pandémie et la guerre ont permis à l'idée d'une Europe forte, défendue par Macron, de convaincre une majorité de Français.

l'attaque de l'Ukraine, les candidats d'extrême droite sont sommés de s'expliquer, tout comme le populiste de gauche Jean-Luc Mélenchon, seul candidat de gauche à dépasser les 10 % dans les sondages. Ses soutiens ont beau répéter depuis plusieurs jours qu'il n'éprouve aucune sympathie pour Vladimir Poutine, le chef de file de La France insoumise (LFI) est rattrapé par sa rhétorique prorusse. Ces dernières semaines, Mélenchon ne cessait d'affirmer qu'il était possible de dialoguer tout à fait normalement avec Poutine.

Modélisation de votes

●●● Au 2 mars, Emmanuel Macron aurait 88 % de chances de gagner l'élection présidentielle française, selon **The Economist**, pour qui l'entrée tardive du candidat Macron dans la campagne et la guerre en Ukraine sont deux facteurs favorables au président élu. Mais comment l'hebdomadaire britannique arrive-t-il à une telle conclusion, et avec une telle précision ? *The Economist* répond en détail sur une page dédiée : "Nos prévisions pour les élections françaises – comment fonctionne notre modèle statistique". Le modèle mis au point par les équipes de l'hebdomadaire commence par agréger tous les sondages en cours pour la campagne présidentielle. À partir de ces sondages, ils déterminent une note moyenne d'intention de vote pour chaque candidat. Ces résultats sont ensuite corrigés par différentes méthodes, et notamment en se référant à l'historique des sondages et des votes en France. En clair, en se basant sur les erreurs du passé pour modéliser l'avenir...

La menace la plus pressante pour la paix serait "l'impérialisme américain" à en croire le candidat LFI, qui souhaite faire sortir la France de l'Otan.

Une position qu'il partage avec les candidats d'extrême droite, Marine Le Pen et Éric Zemmour, en concurrence dans les sondages pour décrocher une place au second tour. La candidate du Rassemblement national a suspendu l'impression de ses tracts de campagne, qui la montraient serrant la main du président russe. Tout en condamnant la guerre d'agression, Marine Le Pen s'est opposée aux sanctions envers Moscou. En février, elle disait encore, à propos de la guerre naissante : "La France s'est soumise à une forme de guerre froide à l'égard de la Russie, imposée par une Union européenne elle-même très à l'écoute des Américains." Éric Zemmour, lui, estimait que l'hypothèse d'une attaque russe en Ukraine relevait d'une "propagande" [orchestrée par les États-Unis] pour "hystériser" la situation.

Dans ses différents livres, l'ancien journaliste érige le président russe en modèle idéologique. En 2016 [dans *Un quinquennat pour rien*], il affirmait non seulement que "l'Ukraine n'existe pas", mais qualifiait également Poutine de "dernier résistant à l'ouragan politiquement correct".

Il admirait aussi son rejet du "multiculturalisme" et son refus "de se laisser intimider par des lobbys féministes ou gays".

Dans un tel contexte, les revers diplomatiques essuyés par Emmanuel Macron ces dernières semaines apparaissent moins comme une défaite aux yeux des Français que comme une tentative raisonnée de ne pas laisser s'éteindre le dialogue. Depuis le 14 décembre, le président français s'est entretenu à treize reprises avec son homologue russe. Leur dernier échange remonte à jeudi dernier. [Un nouvel appel a été organisé depuis, le dimanche 6 mars.] Emmanuel Macron est devenu l'un des principaux interlocuteurs occidentaux de Poutine, sans toutefois parvenir à exercer une quelconque influence sur l'intervention militaire en Ukraine. Jeudi dernier, il aurait déclaré à Poutine qu'il "[se] racont[ait] des histoires", révèle l'Élysée. L'exécutif français estime désormais que "le pire est à venir".

Double discours. L'entrée en campagne relativement discrète d'Emmanuel Macron est présentée par ses équipes comme une conséquence de la guerre. Le meeting prévu à Marseille [le 5 mars], au cours duquel le président devait donner son premier discours de candidat, a d'ailleurs été annulé.

Ces dernières semaines, Emmanuel Macron avait inlassablement répété ne pas pouvoir se lancer dans la campagne tant que le conflit russo-ukrainien ne serait pas résolu et que la pandémie ne serait pas maîtrisée. Depuis, le conflit s'est transformé en guerre. Le nombre de cas de Covid, en revanche, chute à toute vitesse depuis le début du mois de février. Le jeudi [3 mars], le gouvernement a annoncé la fin du pass vaccinal : dès le 14 mars, la vaccination ne sera plus obligatoire pour accéder aux restaurants, aux théâtres et aux établissements recevant du public.

— **Nadia Pantel**
Publié le 4 mars

SOURCE



SÜDDEUTSCHE ZEITUNG
Munich, Allemagne
Quotidien, 317 200 ex.
sueddeutsche.de

Créé à Munich en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens de référence du pays. De centre gauche, il emploie les meilleures plumes du pays. Sa page 3, qui publie grands reportages et articles de fond, est une institution. Le quotidien se distingue aussi par l'importance qu'il accorde à la culture.

COMMENT ÇA VA LES FRANÇAIS ?



ANA NAVARRO PEDRO, correspondante en France pour la presse portugaise.

"Il y a un sentiment d'impuissance qui détourne du pouvoir"

Y a-t-il des phrases qui vous ont marquée récemment ?

Ce qui m'a frappée, en discutant avec des trentenaires, diplômés et dans une bonne situation financière – des médecins, comptables ou ingénieurs informatiques –, c'est qu'ils ne comptent pas voter. Ils disent : "Les politiciens ne s'occupent pas de nous, nous, on ne va pas s'occuper d'eux." J'ai été interloquée. Bien qu'ils n'aient pas de raison d'être mécontents de leur vie dans cette société française, ils ressentent de la précarité. Ils disent aussi qu'il n'y a pas assez de places en crèche ou de transports publics sûrs, fiables et confortables. Ce sont ces préoccupations très quotidiennes qui les intéressent, et ils ont l'impression qu'elles ne sont pas entendues.

Comment comprendre le désamour des Français pour la politique ?

Cette campagne est fade et apathique. L'extrême droite, en France, est autour de 30 % [d'intentions de vote] : vous imaginez ce que cela pourrait signifier

dans un autre pays ? Ici, on additionne les scores des deux candidats d'extrême droite dans les sondages, et cela ne semble choquer personne. Par ailleurs, une fois le président et le Parlement élus, quelles que soient les réticences de la population à une mesure, on a l'impression que jamais le pouvoir ne les prendra en compte. On l'a vu avec le mouvement des "gilets jaunes" : il y a eu une répression sévère, puis les conférences du Grand Débat, qui n'ont débouché sur presque rien. C'est cette impuissance des citoyens face au pouvoir qui les en détourne.

Est-ce lié au fonctionnement du régime politique français ?

Au Portugal, nous avons un système parlementaire et un scrutin à la proportionnelle. Souvent, il y a une obligation de compromis. Cela n'existe pas en France. Ce pays devient de plus en plus centralisé, et Emmanuel Macron, peut-être plus encore que ses prédécesseurs, représente cette tendance. Il gouverne seul, à tel point qu'avec la gestion du Covid-19 la parole présidentielle a presque eu force de loi. Dans quelle démocratie cela existe-t-il ? Vous êtes quasiment en train d'inventer une république absolutiste. L'Assemblée nationale semble être devenue une filiale du management centralisé de l'Élysée. Tous les Français et les Françaises s'en rendent compte.

— **Propos recueillis par Courrier international**

PENSER LIBREMENT LE MONDE

ILERI
Institut Libre des Relations Internationales et des Sciences Politiques

FORMATIONS DE POST-BAC À BAC+5
INITIAL ET ALTERNANCE

Depuis 1948, l'école des relations internationales et des sciences politiques.

PARIS - LYON

ILERI.FR



europe

Royaume-Uni. L'ultime bastion du silence

Gigantesque parc du nord de Londres, Hampstead Heath a reçu en 2021 le label "Parc silencieux", délivré par une association cherchant à préserver les endroits calmes pour le bien de tous.



—The Observer Londres

En décembre 2021, par une froide matinée d'hiver, j'ai fait en compagnie de Nicholas Allan, designer sonore, une grande balade à travers Hampstead Heath. Ce parc, l'un des plus vastes espaces verts de Londres, est pour beaucoup de citadins un refuge : près de 320 hectares de verdure, entre prairies et forêt, petits vallons et collines, sources et étangs. Celui qu'on appelle "The Heath" est suffisamment important, par sa taille et sa notoriété, pour mériter sa propre unité

de police, 12 agents chargés de faire respecter son règlement en 47 points, notamment un encadrement strict de la circulation automobile et du survol de drones. Pendant quelques jours, en été, quand le soleil brille sur Londres, ce parc est si fréquenté qu'il se met à bourdonner d'une ambiance presque festive. Le reste de l'année, le silence règne.

En juillet 2021, Nicholas Allan a décerné à Hampstead Heath le label "Urban Quiet Park" ["parc urbain silencieux"]. Il agissait pour cela en sa qualité de représentant de Quiet Parks International (QPI), une

organisation à but non lucratif établie à Los Angeles, qui s'est donné pour mission de "sauver le silence dans l'intérêt du vivant sous toutes ses formes". Les membres de QPI cherchent à localiser, partout dans le monde, des sites qui, ne serait-ce que pendant de courts intervalles, sont épargnés par le bruit anthropique. Car l'humanité est de plus en plus bruyante, et ces lieux de quiétude sont menacés d'extinction, alors même qu'ils sont essentiels à notre santé et à celle de la faune. Certaines de ces oasis, comme les rives du Zabalo, en Équateur, se trouvent en pleine nature. Plus étonnamment, d'autres sont en ville. C'est le cas de Hampstead Heath, un "refuge à l'abri du bruit de la ville" qui, selon QPI, "a démontré sa capacité à permettre une immersion totale dans l'environnement naturel".

Merdier sonore. Nicholas Allan vit à Bristol, suffisamment près de Londres pour être le représentant de QPI dans la capitale britannique. "Je ne me repère pas encore très bien à travers le parc", reconnaît-il toutefois. Arrivés dans The Heath par une entrée sud, nous sommes partis à l'assaut d'une colline, sans but précis. Quand nous nous sommes retrouvés, les bruits de la ville nous cernaient, sans qu'il nous soit possible de préciser ni leur cause ni leur origine précise. "Pour moi, c'est comme un vrombissement diffus, me dit-il, une nappe frémissante posée là, sans localisation possible." Personnellement, je parlais plus volontiers de vaste merdier sonore.

Pourtant, nous n'avons parcouru que quelques centaines de mètres dans le parc que, déjà, ce boucan n'est plus qu'une rumeur, si bien qu'entre des intervalles de silence presque total nous pouvons désormais identifier certains sons : un hélicoptère au loin, une conversation entre promeneurs avec leur chien, les cris de tout petits écoliers en uniforme rouge qui jouent sur l'herbe d'une clairière. Il est plus facile de discuter, de penser aussi. La ville est toujours là, sous nos yeux, mais elle ne se fait plus entendre. "Il faut aller dans un endroit vraiment

calme pour bien mesurer ce qu'on avait jusque-là dans les oreilles", résume Nicholas Allan.

De nos jours, le vrai silence est une denrée rare. Autour de nous, le bruit est pour ainsi dire constant : le grondement des avions, le mugissement des routes, le tintement des e-mails, le carillon des smartphones. Vous-même qui nous lisez, tendez l'oreille – qu'entendez-vous, là, autour de vous ?

Ce bruit de fond permanent et intrusif peut, quand il est présent de manière prolongée, se révéler nocif pour notre santé à long terme. Des études ont montré que vivre à proximité d'une route fréquentée augmente le risque de sécrétion excessive de cortisol, d'hypertension, de maladies cardiovasculaires et d'obésité. Pour l'Organisation mondiale de la santé, "le bruit dans l'environnement figure parmi les principaux risques environnementaux pour la santé".

À Hampstead Heath, Nicholas Allan et moi poursuivons notre balade, à l'assaut d'une colline, le long d'un sentier qui s'enroule vers la droite, puis dans une zone boisée. Mon guide acoustique attire mon attention sur notre environnement. "Quand vous voyez un superbe paysage mais qu'il est jonché de débris, vous le trouvez dégradé, expose-t-il. Je ressens la même chose devant un paysage sonore pollué." Car il est aujourd'hui très difficile de trouver au Royaume-Uni des zones acoustiquement préservées, insiste-t-il. "Ne plus pouvoir s'immerger dans une nature dénuée de bruits humains, c'est un immense malheur, de mon point de vue."

C'est ce qui l'a convaincu de travailler à Hampstead Heath : Nicholas Allan y a passé en tout quatre jours à mesurer les niveaux de décibels. Le test défini par QPI exige un niveau sonore inférieur à 40 décibels (l'équivalent de l'ambiance dans une bibliothèque) pendant un intervalle minimum d'une heure. Ce calme peut être rompu jusqu'à huit fois, à condition que le bruit ne dépasse pas les 60 décibels, soit le ronron d'une brosse à dents électrique. Ces normes donnent un cadre, précise Nicholas, mais parfois

il faut se fier à son feeling – le bruissement des feuilles ne doit pas être considéré comme une nuisance même s'il dépasse le niveau sonore spécifié, estime-t-il. Parfois, pendant ses enregistrements, des aboiements ont éclaté, un avion est passé au-dessus de lui, des perruches se sont mises à piailler depuis les arbres alentour, et l'aiguille des décibels s'est affolée. Mais globalement les critères de silence de QPI ont été respectés, et le parc a reçu son label.

"Le bruit figure parmi les principaux risques environnementaux pour la santé."

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

À Hampstead Heath, Nicholas Allan se souvient, au début de la pandémie, de "ces amis qui s'étonnaient de pouvoir tout à coup entendre le chant des oiseaux, juste à côté de chez eux". Ils se sont demandé un temps si c'était parce que les oiseaux étaient plus nombreux cette année-là. "Mais je pense qu'on l'a compris aujourd'hui : à ce moment-là, l'intense bourdonnement habituel avait baissé de plusieurs tons, et on a découvert qu'on entendait des bruits plus lointains."

Nous continuons de marcher, jusqu'au sommet boueux d'une colline puis à nouveau sous le couvert d'un bois. Là, le bourdonnement se fait moins présent. "Plus on pénètre à l'intérieur du parc, plus il vient nourrir notre calme intérieur, déclare Nicholas Allan. Enfin, il faut l'espérer." Dans le bois, nous atteignons une cuvette, une grande combe vert brun : tout au fond, le bourdonnement a pour ainsi dire disparu. Je lève les yeux : je vois un avion, mais je ne l'entends pas. On pourrait se croire en pleine campagne, très loin de la ville, fais-je remarquer. Nicholas approuve : c'est exactement ce qu'il a ressenti les autres fois qu'il est venu dans le parc – le silence, à peine perturbé par le bruissement des feuilles, le léger crissement sous les pas des promeneurs et, de temps à autre, un lointain moteur d'avion.

—Alex Moshakis
Publié le 16 janvier



REPORTAGE

Il y a mieux que faire surveiller votre maison par la voisine

orange™

2 mois
offerts⁽¹⁾



Maison Protégée
Alarme et Télésurveillance

- Matériel inclus, sans frais d'installation⁽²⁾
- Centre de télésurveillance 24/24
- Application mobile pour piloter à distance votre alarme⁽³⁾

0 800 00 86 36

Service & appel
gratuits

Offre soumise à conditions réservée aux abonnés particuliers Orange/Sosh (mobile ou internet) pour les logements en France métropolitaine d'une surface jusqu'à 300m² et dont la valeur des biens mobiliers ne dépasse pas 100000€. Frais de résiliation de 50€. Conditions sur telesurveillance.orange.fr

(1) Remise nouveau client sur vos 2 premières factures de 34,99€ pour la formule Maison ou de 24,99€ pour la formule Appartement. Promotion valable pour toute première souscription (même titulaire et même adresse) entre le 03/02/2022 et le 06/04/2022. En cas de résiliation avant la fin de la période d'engagement, les mensualités restantes sont dues (hors motif légitime). Le montant restant dû exclut les remises éventuelles. (2) Le technicien détermine l'emplacement des détecteurs suite au diagnostic personnalisé du logement, afin de sécuriser les axes stratégiques et les zones de valeur. (3) Téléchargement et service gratuits, hors coût de connexion variable selon l'offre détenue. Maison Protégée est une offre de télésurveillance proposée par Orange Télésurveillance (SASU au capital de 33 610 000 € - Siège social : 1 avenue du Président Nelson Mandela 94110 Arcueil - RCS Créteil 824 353 973), titulaire de l'autorisation d'exercer AUT-094-2117-05-16-20180654177 délivrée par le CNAPS. L'autorisation d'exercice ne confère aucune prérogative de puissance publique à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient.



Syrie. L'insoutenable normalisation avec Assad

Onze ans après le début de la révolte en Syrie et le conflit meurtrier qui a suivi, plusieurs pays de la région ont repris langue avec Damas. Aux dépens de millions de réfugiés vivant dans la misère et sans aucune perspective.

—Foreign Policy (extraits)
Washington

La première fois qu'il a été détenu au Liban, Youssef* venait de passer clandestinement la frontière syrienne. Pendant la révolte de 2011, ce militant antirégime animait une page Facebook d'opposition au président syrien, Bachar El-Assad. Trois ans plus tard, quand un passeur l'a aidé à franchir la frontière du Liban, il savait qu'il ne reverrait sans doute jamais son pays. Mais à l'heure où plusieurs États prennent des initiatives pour normaliser leurs relations avec Assad, il craint d'être contraint de devoir y retourner prématurément.

À peine arrivé au Liban, Youssef a été arrêté dans la ville frontalière d'Ersal, à un poste de contrôle tenu par le Hezbollah, groupe armé soutenu par l'Iran et allié essentiel d'Assad. Remis aux services de renseignement militaire libanais, il a passé trente-trois jours en prison, où il a été tabassé à plusieurs reprises. Youssef fait partie de ces centaines de Syriens qui, selon les associations humanitaires, ont été arbitrairement emprisonnés et torturés par les autorités libanaises, certains ayant été soumis à des privations de sommeil, voire des décharges électriques et des simulacres d'exécution. Il a ensuite été libéré à condition de trouver dans la semaine un employeur pour parrainer son séjour au Liban. Sept ans plus tard, il cherche toujours un "sponsor" et est toujours en situation irrégulière.

Il est loin d'être le seul : selon les Nations unies, seuls 16 % des Syriens de plus de 14 ans présents aujourd'hui sur le territoire libanais détiennent un titre de séjour. Ce n'est pas un

hasard : depuis 2015, les autorités libanaises ont promulgué toute une série de règlements visant à dissuader les réfugiés de rester.

La plupart des Syriens n'ont pas les moyens de payer les frais annuels de renouvellement des titres de séjour. "C'est uniquement une question d'argent", souligne Youssef. Pratiquement aucun Syrien n'a de permis de travail. À supposer qu'il en ait un, Youssef n'aurait accès à pratiquement aucun emploi – et moins encore à un poste correspondant à son diplôme de commerce.

Sponsoring. Le Liban n'autorise les Syriens à travailler que dans le bâtiment, l'agriculture et le nettoyage. Depuis toutes ces années, Youssef a cumulé les petits boulots au noir – chez un coiffeur, dans un café et une boutique de téléphonie –, mais aujourd'hui il est au chômage.

"Je ne gagnais même pas de quoi payer le taxi pour aller travailler", soupire-t-il. Faute de titre de séjour, il a été emprisonné une deuxième fois. N'ayant pas trouvé non plus de "sponsor", il s'est adressé au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) de Beyrouth, espérant au moins avoir droit à des aides. L'agence onusienne l'a "inscrit", puisque depuis 2015 le Liban ne l'autorise plus à "enregistrer" les nouveaux réfugiés – autre mesure visant à limiter leur droit de séjour. En 2018, en allant renouveler son visa auprès du HCR à Beyrouth, Youssef a de nouveau été arrêté à un poste de contrôle et placé

en garde à vue. Il n'a été détenu que trois jours mais, une fois de plus, on lui a donné une semaine pour trouver un "sponsor".

Cet avertissement était surtout symbolique, puisque le droit international interdit au Liban de renvoyer les réfugiés dans leur pays. Ce qui n'a nullement empêché les autorités d'essayer de chasser des Syriens, en mettant en place des mesures pour leur rendre la vie aussi difficile que possible et encourager les "retours volontaires", en affrétant des bus pour la Syrie. Ces dernières années, des dizaines de municipalités ont évincé des Syriens et imposé des couvre-feux et des plafonds de rémunération. "Nous n'avons jamais vu une discrimination plus flagrante des réfugiés syriens de la part des pouvoirs publics [libanais], tant dans les discours que dans la pratique", témoigne Sara Kayyali, spécialiste de la

Syrie à Human Rights Watch. Les autorités libanaises assurent que les mesures ciblant les

Syriens visent à protéger la sécurité et le bien-être économique de leurs travailleurs. La pandémie du Covid-19 a mis un coup d'arrêt à toutes les entrées et expulsions légales en 2020 et 2021, mais Youssef observe avec inquiétude les derniers événements de la région. Il redoute de plus en plus d'être forcé de rentrer en Syrie, auquel cas, les trente-trois jours de détention qu'il a vécu à son arrivée au Liban ne seront rien comparés à ce qui l'attend.

Youssef n'imagine pas qu'il puisse y avoir pire situation que ce qu'il vit au Liban – mis à part de l'autre côté de la frontière, en Syrie. Selon des rapports récents d'Amnesty International et de Human Rights Watch, les réfugiés qui retournent en Syrie risquent la détention arbitraire, la torture, le viol, les disparitions et les exécutions extrajudiciaires. Youssef assure qu'il ne pourrait jamais rentrer dans son pays sous le régime d'Assad : il est recherché

par les autorités syriennes, qui l'accusent de "terrorisme", et devrait tout de même accomplir son service militaire, obligatoire pour tous les hommes de 18 à 42 ans.

Recette libanaise. Et alors qu'Assad contrôle près de 70 % du territoire et que les poches de combat se sont réduites comme peu de chagrin, certains pays européens commencent à appliquer la recette du Liban. "Ils veulent tourner la page et faire comme s'il ne s'était rien passé depuis dix ans", déplore Sara Kayyali. Le Danemark, en particulier, a retiré leur statut de "résident temporaire" aux réfugiés de Damas ou de ses environs – la région d'origine de Youssef –, alors même que des cas de violation des droits humains ont été attestés près de la capitale. Pour l'heure, personne n'a encore emboîté le pas à Copenhague, "mais d'autres pays étudient le modèle danois et se demandent s'ils pourraient faire la même chose", poursuit M^{me} Kayyali.

Entre-temps, au Moyen-Orient, la dynamique régionale évolue. En novembre 2021, le ministre des Affaires étrangères émirati, Abdallah ben Zayed Al-Nahyane, a rendu visite à Assad à Damas, devenant ainsi le responsable émirati le plus haut placé à se rendre en Syrie depuis le début de la guerre. Un mois plus tôt, le roi de Jordanie, Abdallah II, avait

↓ Bachar El-Assad. Dessin de Balaban, Luxembourg.



Le Danemark a retiré leur statut de "résident temporaire" aux réfugiés de Damas.

eu un entretien téléphonique avec Assad, ce qui était également le premier contact depuis dix ans. [À la fin de décembre 2021], Bahreïn a, quant à lui, nommé son premier ambassadeur en Syrie depuis le début de la guerre.

Bassam Barabandi, ancien diplomate syrien, craint que, pour l'instant, la communauté internationale ne soit pas prête à changer de position sur les réfugiés. Il pense cependant que les rapatriements seront au cœur de tout accord international futur pour mettre un terme à la guerre civile en Syrie ; pour la plupart des pays, dit-il, "le moment n'est pas encore opportun" pour renvoyer les réfugiés en Syrie. "Mais la crise syrienne se réglera au détriment des réfugiés syriens." Le retour des réfugiés sera d'autant plus délicat qu'Assad entretient des liens étroits avec l'Iran, poursuit Barabandi. Si la majorité de la population réfugiée

Plusieurs membres de la Ligue arabe font pression pour réintégrer la Syrie, suspendue en 2011.

sunnite revient, la démographie syrienne compliquera les ambitions régionales du pouvoir chiite de Téhéran.

Si les États arabes ouvrent grand les bras à Assad, c'est, d'après lui, en partie pour contrer l'influence iranienne, mais il souligne aussi que chaque pays a ses propres intérêts à défendre - l'influence diplomatique pour les Émirats arabes unis, qui ont également fait des gestes vers l'Iran, et les retombées économiques pour la Jordanie. Plusieurs membres de la Ligue arabe font maintenant pression pour réintégrer la Syrie, suspendue en 2011. Les États-Unis ont publiquement dénoncé les gestes d'ouverture de leurs alliés à l'égard d'Assad et maintiennent leurs propres sanctions contre la Syrie. Mais certains observateurs sont convaincus que les alliés des Américains ne prendraient aucune initiative sans le feu vert tacite de Washington. "Quand les Émirats arabes unis et la Jordanie ont rallié les Américains pour leurs propres raisons, les États-Unis ne pouvaient pas refuser", explique Barabandi. *Les Américains* → 26

Chronologie

ONZE ANS DE CONFLIT EN ONZE DATES

15 mars 2011 — Dans le sillage du "printemps arabe", début des manifestations contre le régime de Bachar El-Assad, rapidement réprimées dans le sang. Une rébellion armée prends corps.

21 août 2013 — Une attaque à l'arme chimique fait plusieurs centaines de morts dans la Ghouta, enclave rebelle dans la banlieue de Damas. Malgré le franchissement de cette "ligne rouge", les États-Unis de Barack Obama renoncent à des frappes punitives.

13 janvier 2014 — Le groupe djihadiste État islamique en Irak et au Levant (EI, Daech) prend le contrôle de Raqqa, ville du Nord-Est syrien qui deviendra la capitale du califat autoproclamé le 29 juin 2014 sur les territoires qu'il contrôle en Irak et en Syrie.

30 septembre 2015 — La Russie déclenche une intervention militaire de grande ampleur en soutien au régime syrien, qui sera décisive pour son maintien durant les années suivantes.

22 décembre 2016 — Damas reprend le contrôle d'Alep, la grande ville du nord du pays, après l'évacuation des insurgés à la faveur d'un accord de cessez-le-feu conclu sous la houlette de la Russie et de la Turquie.

17 octobre 2017 — Avec le soutien d'une coalition internationale, les Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes, reprennent Raqqa à Daech.

8 avril 2018 — L'armée syrienne reprend la Ghouta orientale, au terme d'une offensive féroce de deux mois.

22 octobre 2019 — Un accord entre la Turquie et la Russie permet à Ankara, qui a mené trois opérations militaires en Syrie entre 2016 et 2019, d'obtenir le retrait des Kurdes le long d'une large bande frontalière dans le nord de la Syrie.

27 octobre 2019 — Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l'EI, qui a perdu son dernier bastion syrien de Baghouz en mars de la même année, est éliminé après un raid américain dans la province d'Idlib. Son successeur, Abou Ibrahim Al-Qourachi, sera tué dans une opération américaine le 3 février 2022.

5 mars 2020 — Une trêve est signée entre la Russie et la Turquie dans la province d'Idlib, le dernier grand bastion abritant des rebelles et des islamistes. Depuis, les combats dans le pays ont globalement baissé d'intensité.

20 janvier 2022 — L'EI mène sa plus importante opération depuis la chute de son califat en attaquant une prison près de Hassaké (Nord-Est). Après dix jours de combats meurtriers, les forces kurdes reprennent le contrôle de la prison de Ghwayran.

Depuis son déclenchement, la guerre en Syrie a fait un demi-million de morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) et déplacé plus de la moitié de la population, selon l'ONU.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi de 9h à 18h)



8,50 €*

Les révolutions du genre

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTIQ à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Best of 2021

Courrier international a sélectionné dans ce hors série les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année 2021.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50 €*



8,50 €*

Comment le monde a basculé

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2022
* Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

25 ← *n'ont aucune envie de voir le régime syrien s'effondrer, c'est l'une des leçons qu'ils ont tirées de l'expérience irakienne.*"

Assad restera peut-être au pouvoir, mais il règne sur un pays en ruines. L'économie syrienne – dévastée par la corruption et une décennie de guerre – n'a cessé de se détériorer depuis 2020, entre la pandémie, de nouvelles sanctions et une crise parallèle au Liban voisin. La devise syrienne est en chute libre et, sur les 18 millions de Syriens restés au pays, pas moins de 12 millions sont désormais en proie à la famine.

Assad n'est certainement pas très enthousiaste à l'idée de recevoir des réfugiés opposés à sa règle du retour, mais il a besoin des dollars d'aide internationale et des investissements qui viennent avec. Pour l'heure, cette aide est accordée aux pays d'accueil des réfugiés, comme le Liban et la Jordanie. Mais les déplacements de Syriens durent depuis tant d'années que *"les financements des donateurs s'épuisent"*, souligne M^{me} Kayyali.

Assad restera peut-être au pouvoir, mais il règne sur un pays en ruines.

Pour le Liban, le moment n'aurait pu être pire : le pays fait déjà face à l'effondrement de son économie, qui a plongé les trois quarts de sa population dans la misère (sur ses 6,7 millions d'habitants, seuls 4,5 millions sont des citoyens libanais). Ces difficultés ont aggravé la discrimination déjà flagrante à l'égard des Syriens, qui, au Liban, constituent la deuxième plus forte communauté de réfugiés par habitant du monde. Avec plus de 815 000 réfugiés syriens enregistrés – chiffre qui, selon Beyrouth, serait plus proche de 1,5 million –, les politiciens libanais s'évertuent à rendre les Syriens responsables de tous les maux de leur pays : ils les accusent d'accaparer les emplois, de recevoir des aides disproportionnées et d'épuiser les ressources limitées du pays. Les chiffres racontent une tout autre histoire : selon le HCR, 90 % des réfugiés syriens vivent



aujourd'hui dans l'extrême pauvreté, et près de la moitié sont en situation d'insécurité alimentaire. Les réfugiés syriens n'ont par ailleurs pratiquement pas accès aux soins médicaux, ont été victimes de crimes de haine et leurs camps ont été la cible d'incendies volontaires.

Pris au piège entre le mal et le pire, certains ont décidé de risquer le retour en Syrie. Le simple fait qu'ils soient si nombreux à choisir de rentrer témoigne de la dureté de leurs conditions de vie.

Dans une allée du camp de réfugiés de Chatila, empesté par les ordures et les eaux usées, Nada* partage un appartement de trois pièces délabré avec son mari, six enfants, son beau-frère et sa femme. Dans cet immeuble de trois étages surpeuplé du plus grand camp de réfugiés palestiniens de la banlieue sud de Beyrouth, toutes les familles sont syriennes. Leur situation n'a rien d'exceptionnel. Selon l'ONU, 57 % des réfugiés syriens au Liban vivent dans des conditions *"d'insécurité, d'insalubrité et de surpeuplement"*.

En ce jour de novembre, le mari de Nada, Khaled*, n'est pas à la maison. Comme pratiquement tous les matins, il est allé attendre un éventuel employeur sous un pont, près du camp de réfugiés. Il est prêt

à accepter tout ce qui lui rapportera quelques sous – déménager des meubles, faire du béton, porter des briques ou travailler dans les champs. Mais la concurrence est rude, et il ne trouve du travail que dix à quinze jours par mois. Il est seul à rapporter de l'argent à la maison, mais son salaire de 2 à 4 dollars [de 1,8 à 3,5 euros] ne suffit généralement pas à couvrir les frais d'une journée. *"Avec beaucoup de chance, ça nous permet de tenir jusqu'au soir"*, dit Nada. Mais encore faut-il s'en tenir à l'essentiel : du pain, de l'eau, des pommes de terre ou des tomates – inutile de rêver de du luxe comme des couches pour son bébé. Aucun des enfants de Nada n'est scolarisé. Comme leurs parents, ils sont tous illettrés.

Si Khaled a toujours peur d'être arrêté et contraint d'effectuer son service militaire s'il retourne en Syrie, Nada est moins menacée : en tant que femme, elle ne serait pas enrôlée, et elle n'était pas non plus recherchée pour des activités anti-régime. Elle a donc choisi de ramener ses enfants en Syrie. Ce n'était pas la première fois qu'elle vivait

Le HCR estime que, depuis 2016, plus de 280 000 réfugiés sont rentrés en Syrie.

seule en Syrie avec ses enfants. En 2015, Khaled avait déjà fui au Liban sans eux. Au bout d'un an, elle l'a rejoint. Mais elle n'a pas tenu deux ans au Liban. Lorsqu'elle est repartie, la police des frontières libanaises l'a condamnée à une interdiction définitive de séjour sur le territoire, comme tous les Syriens qui quittent légalement le pays sans payer d'amende. Le HCR estime que, depuis 2016, plus de 280 000 réfugiés sont rentrés en Syrie. Ce chiffre est certainement sous-estimé.

Allers-retours. Nada a réussi à rejoindre son village. Sa maison était anéantie. Bombardée et pillée, elle était inhabitable, mais Nada et ses enfants s'y sont tout de même installés. Avec des voisins, ils ont fait du ciment et des briques d'adobe pour la reconstruire tant bien que mal. Mais ils n'avaient pratiquement pas d'électricité ni de gaz. Les infrastructures du village étaient détruites. Nada a trouvé un emploi d'ouvrière agricole à la journée mais elle n'a jamais gagné suffisamment pour survivre. Il y avait des pénuries alimentaires, et les enfants étaient encore plus affamés qu'au Liban. Nada ne se sentait pas plus en sécurité en Syrie qu'avant son départ. Avant de quitter le Liban, elle n'imaginait pas que

↳ *Dessin de Kountouris paru dans Efimerida ton Syntakton, Athènes.*

ce pays lui manquerait, tant la vie y était difficile, mais c'était encore plus dur en Syrie. À la fin de 2020, elle a donc repris le chemin de la frontière. Sous le coup d'une interdiction définitive de séjour, elle ne pouvait toutefois pas se présenter à un point de passage officiel. Un passeur l'a emmenée avec ses cinq enfants depuis la campagne d'Alep jusqu'à Beyrouth.

Une enquête des Nations unies réalisée en 2021 révélait que 70 % des Syriens disaient vouloir rentrer chez eux un jour. Mais 9 personnes interrogées sur 10 disaient ne pas envisager de rentrer dans les douze mois suivants – même s'ils n'avaient même pas de quoi satisfaire leurs besoins élémentaires dans leur pays d'accueil. M^{me} Kayyali doute qu'il soit possible d'assurer aux rapatriés un environnement sûr tant qu'Assad restera au pouvoir.

Depuis que Nada est revenue au Liban, son quotidien est encore plus rude qu'avant son départ. Mais maintenant qu'elle a vu ce qui l'attendait en Syrie, elle n'a aucune intention d'y revenir. *"Jamais, assure-t-elle. Je resterai ici, quoi qu'il arrive."* Youssef, pour sa part, espère que l'option *"rester ici quoi qu'il arrive"* restera ouverte.

— **Alex Lederman**
Publié le 3 janvier

* Les prénoms ont été modifiés pour protéger l'identité des sources.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Pourquoi Israël a intérêt à reprendre langue avec Bachar El-Assad

Pour le quotidien israélien **Maariv**, le rétablissement des liens entre certains pays du Golfe alliés d'Israël et le régime syrien est une *"opportunité"* à saisir par l'État hébreu pour réduire l'influence iranienne à ses portes.

Un article à retrouver en intégralité sur notre site.

Un conseiller face à vous, c'est toute une banque à vos côtés.

Conseillers, experts patrimoniaux, financiers
ou immobiliers, gestionnaires de portefeuilles :
quels que soient vos projets, nous mobilisons
tous nos experts pour vous aider à les réaliser.

C'est sans doute cet engagement et cette implication
qui nous ont permis d'être récompensés en 2022
pour la qualité de notre accompagnement
dans la réalisation de vos projets*.

Rendez-vous sur [hsbc.fr/expert](https://www.hsbc.fr/expert)



*Les « Trophées de la Banque - Qualité 2022 » sont décernés par MoneyVox. L'édition 2022 de cette étude a été menée avec l'institut Opinion Way sur un échantillon de 5 010 personnes (représentatives de la population française en termes de sexe, âge, et région). Continental Europe - Société anonyme au capital de 491 155 980 euros - SIREN 775 670 284 RCS Paris. Siège social : 38 avenue Kléber 75116 Paris. Banque et intermédiaire en assurance immatriculé auprès de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance - orias.fr) sous le n° 07 005 894. Crédit photo : Getty

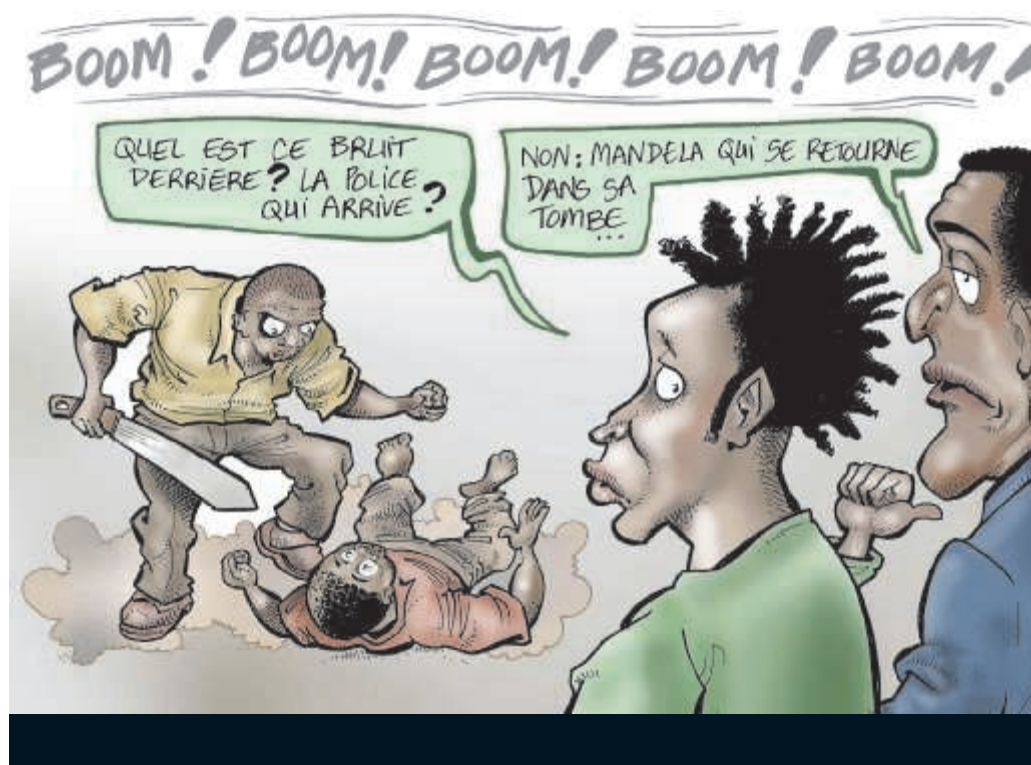


afrique

Afrique du Sud.

“Opération Dudula”, l'exaltation xénophobe

Une passion triste semble avoir saisi l'Afrique du Sud, celle du racisme et de la chasse aux étrangers, accusés de tous les maux et attaqués par des milices. Un paradoxe dans un pays marqué par la lutte contre l'apartheid.



—Daily Maverick (extraits)
Johannesburg

En juillet 2021, à Soweto, en banlieue de Johannesburg, Nhlanhla Lux et un groupe d'habitants en armes et treillis militaire ont campé pendant plusieurs jours devant le centre commercial Maponya Mall. Ils ont essuyé les tirs de pilleurs et contre-attaqué jusqu'à ce que l'armée et la police arrivent en renfort. Depuis, Lux est un héros. Quelques semaines avant d'avoir défendu Maponya Mall, le mouvement de Lux, "Opération Dudula", est descendu dans la rue pour chasser les "clandestins" hors du pays.

La semaine dernière [mi-février], Opération Dudula s'est violemment opposé aux forces de police dans les quartiers de Hillbrow et d'Orange Grove, également à

Johannesburg. Le week-end du 26 février, il [a organisé] une nouvelle marche contre les étrangers, qui, prétend-il, s'adonnent au trafic d'êtres humains et de drogue, et évincent les Sud-Africains de l'économie du pays.

"Clandestins, la fête est finie ! Si le gouvernement ne vous le dit pas, si la Commission sud-africaine des droits humains ne vous le dit pas, si personne d'autre ne vous le dit, nous, Sud-Africains, vous le disons : les Sud-Africains d'abord !" martelait Lux lors d'une marche qui s'est tenue en novembre 2021.

Né en juin 2021, le mouvement Opération Dudula semble servir de bras opérationnel à l'autre mouvement de Lux, Soweto Parliament. En zoulou, *dudula* signifie "pousser", mais aussi "forcer" à faire quelque chose. Lux a beau dire que son groupe n'est pas xénophobe et

qu'il cible aussi les Sud-Africains qui se mettent hors la loi, il accuse sans cesse les étrangers d'être responsables des difficultés du pays et il a inspiré le genre d'actions musclées qui l'ont rendu célèbre.

En janvier, Opération Dudula a effectué une descente près de la station de taxis de Bara, à Diepkloof [zone du canton de Soweto, dans la province de Gauteng], et exigé le départ immédiat des vendeurs de rue dépourvus de papiers ou de permis. L'Institut des droits socio-économiques a condamné cette "action illégale, discriminatoire, politicienne, orchestrée par certains partis politiques sous le prétexte de protéger l'emploi des Sud-Africains les plus vulnérables".

Lux a créé son mouvement avec l'appui d'au moins un autre groupe xénophobe du township d'Alexandra, à Johannesburg : le Dudula

Movement. Ces deux groupes semblent à présent brouillés, Lux accusant son ancien allié d'être une bande de criminels. Le Dudula Movement, qui n'était plus actif, a décidé de relancer ses activités. Aujourd'hui, il mène une "opération Fiela", du même nom que l'opération conduite par la police et l'armée à la suite des violences xénophobes de 2015 – pointée du doigt, elle avait pris pour cible les étrangers plus que leurs agresseurs [en mai 2015, les raids de la police avaient conduit à l'arrestation de plus de 1600 immigrants illégaux].

Cela fait dix-huit ans qu'Abigail Ncube, zimbabwéenne, travaille comme vendeuse de rue à Alexandra. Elle raconte comment des membres du Dudula Movement sont arrivés en groupe et ont renversé plusieurs stands de vendeurs à proximité du centre commercial Pan Africa.

"Je n'ai pu ni me cacher, ni m'enfuir, ni même leur répondre quand ils ont demandé si on avait des papiers ou un permis de travail. Ils ont aboyé que je n'avais pas le droit d'être ici, que je devais partir dans le premier bus pour le Zimbabwe."

Murs à la Trump. Joao Mariano, du Mozambique, raconte que des membres du Dudula Movement ont fait une descente dans le baraquement qui lui tient lieu de logement et qu'ils y ont tracé des inscriptions dans des langues sud-africaines, en lui demandant de les lire. Comme il s'est opposé à eux, ils lui ont promis qu'ils allaient revenir.

Opération Dudula est le dernier et le plus important des mouvements sud-africains ciblant les étrangers noirs. Il en fait des boucs émissaires responsables des maux du pays et multiplie les violences contre eux. Et la situation pourrait s'aggraver alors que les responsables politiques cherchent à détourner l'attention de leurs échecs et des conséquences dévastatrices du Covid-19 sur l'économie. À l'approche des municipales de 2021, Gayton McKenzie, chef du mouvement Patriotic Alliance, a ainsi promis de s'en prendre aux "clandestins" et de "construire des murs comme Donald Trump". Résultat : le parti était en nette progression à ce scrutin.

L'ancien maire de Johannesburg Herman Mashaba a lui aussi pour habitude de tenir des propos fallacieux associant étrangers et criminalité ; son parti ActionSA est l'un

des grands vainqueurs des élections. Julius Malema, président du parti Economic Freedom Fighters [Combattants pour la liberté économique] et fervent défenseur du panafricanisme, s'est joint au mouvement. Il s'est rendu dans des restaurants pour contrôler la proportion de locaux et de migrants parmi les effectifs. Cela dit, il fustige Lux et son Opération Dudula, qu'il traite de "voyous" qui "harcellent des innocents".

Les discours xénophobes se répandent aussi chez les responsables de l'ANC [Congrès national africain, parti au pouvoir]. Ceux-ci accusent les migrants de voler les emplois des Sud-Africains

Même des ministres de l'ANC veulent imposer quotas et réglementations.

et prônent des réglementations plus strictes, en particulier dans le secteur hôtelier. Le ministre des Affaires intérieures, Aaron Motsoaledi, veut légiférer pour imposer des quotas sur le nombre d'étrangers dans les entreprises. Quant au ministre de la Santé [Joe Phaahla], il accuse les migrants d'être responsables du délabrement du système de santé du pays.

Selon Human Rights Watch, 18 migrants ont été tués lors des attaques de septembre 2019. L'an dernier, des messages sur les réseaux sociaux qui mettaient sur le dos des étrangers l'augmentation du trafic d'êtres humains sont devenus viraux et ont suscité de nombreuses marches dans le pays. Après vérification par la police et divers spécialistes, ces affirmations se sont révélées fausses.

La banalisation de la xénophobie fait suite à des années de violences contre les étrangers – un phénomène qui date de bien avant la flambée meurtrière de 2008.

Pourtant, la majorité des Sud-Africains ne tolèrent pas les violences xénophobes, indique Steven Gordon, du Human Sciences Research Council (HSRC), qui cite plusieurs études. Selon ses recherches, de plus en plus de Sud-Africains voient la question de l'immigration comme un jeu à somme nulle : si un groupe gagne un point, c'est que l'autre en perd un.

—**Bheki Simelane, Greg Nicolson et Michelle Banda**

Publié le 19 février

ALGÉRIE

Le voile reprend l'antenne

Pour la première fois depuis l'indépendance, une journaliste voilée a présenté le journal. Un long bannissement qui révèle, selon ce site panarabe, l'inconscient colonial de la télévision publique.



IKON IMAGES

—Raseef22 (extraits)
Beyrouth

Pour la première fois, c'est une femme voilée qui a officié sur une chaîne officielle algérienne pour présenter les informations du matin, le 15 février. Aux yeux des Algériens, c'est un événement historique. Cela a brisé la règle selon laquelle il ne fallait pas montrer de femme voilée à la télévision publique.

Depuis l'indépendance de l'Algérie vis-à-vis de l'occupant français, le 5 juillet 1962, puis le retour sous souveraineté algérienne du bâtiment de la radio-télévision le 28 octobre de la même année, Najwa Djedi est la première présentatrice voilée d'un journal.

Le présentateur de l'édition principale, Saïd Toubal, a commenté l'événement sur sa page

Facebook : « Pour la première fois depuis l'indépendance la télévision algérienne ouvre la voie aux femmes voilées dans les bulletins d'information, et la collègue Najwa Djedi fait une prestation brillante. »

Selon Reda Jadawi, membre de l'Union des journalistes algériens, la télévision algérienne n'avait en effet « pas permis à des femmes voilées d'apparaître à l'écran depuis le retour, il y a plus d'un demi-siècle, de la pleine souveraineté sur la radio-télévision publique, quand bien même l'islam est religion d'État ».

Bannissement informel. « C'est l'héritage d'une mentalité que les dirigeants de cet organisme public se sont transmis », explique-t-il. Selon lui, cette interdiction ne correspondait à aucun texte formel, mais à « des convictions personnelles et des décisions prises à l'improviste

de la part des dirigeants successifs », en ajoutant que cela se faisait à l'instigation du gouvernement, qui approuvait en silence.

« Cette récente initiative de la télévision ouvre des possibilités à des milliers de femmes diplômées en journalisme et en communication dans les facultés du pays, ainsi qu'à des femmes voilées qui aspirent à apparaître dans les médias ou qui rêvent de travailler dans le bâtiment de la radio-télévision [du boulevard] des Martyrs, sur les hauteurs de la capitale, ou dans une institution régionale dans les gouvernorats. »

Yamine Boudhane, professeur de sciences de la communication à l'université du Qatar, explique que « les dirigeants successifs de la télévision étaient héritiers de la pensée européenne à propos des apparences et de la façon de présenter » les informations. « À leurs yeux, le hidjab incarne une mentalité sclérosée et rétrograde », estime-t-il.

Contradiction dévoilée. Cela correspond à une idée héritée des Français, « qui combattaient l'islam sous toutes ses formes, dans le but de détruire l'identité algérienne dans les profondeurs de la société. Et malheureusement, après l'indépendance, cette approche s'est perpétuée pendant plus d'un demi-siècle. »

Le corps était un élément important à la télévision, où il fallait en promouvoir un modèle et faire apparaître des traits saillants des femmes, explique-t-il. Cela servait tout à la fois à montrer qu'on était « civilisé » et à attirer les téléspectateurs.

Jusque-là, pour une femme voilée, le rêve de travailler à la télévision publique du pays paraissait hors de portée, et la plupart des diplômées en sciences de la communication se destinaient à l'enseignement ou à l'administration, ou encore à la radio, aux agences de presse ou à la presse écrite.

L'apparition d'une femme voilée constitue la fin d'une « contradiction avec la situation générale

algérienne, puisque le port du hidjab est largement pratiqué aux quatre coins du pays », commente sur Twitter le militant Ahmed Samir.

La journaliste Sabah Boudras, détachée comme enseignante en Suède depuis plus de quatre ans, s'était vu refuser sa candidature pour un poste à la télévision publique avant même d'avoir eu un entretien pour cause de port du voile.

« Le refus avait été immédiat et sans détour, ouvertement motivé par le voile, explique-t-elle. Vous

« C'est quelque chose que nous attendions depuis de longues années. »

Naima Madjer, INTERDITE DE JOURNAL TÉLÉVISÉ EN 1994

voulez présenter le journal télévisé ? Vous rêvez ! Cela ne se produira pas. Si vous voulez travailler, ce sera sur la chaîne Al-Coran Al-Karim. »

C'est entre autres raisons pour cela qu'elle a démissionné de son poste dans l'enseignement et quitté l'Algérie pour s'installer en Suède. Elle y travaille toujours dans l'éducation, mais produit également des contenus pour une chaîne arabe qui diffuse à partir de la Suède. Tout cela sans renoncer au voile.

En Algérie, il y a eu un certain nombre de présentatrices travaillant à la télévision qui ont été exclues du journal télévisé, voire interdites d'antenne, quand elles ont décidé de porter le voile.

Naima Madjer a été la première d'entre elles, quand elle a décidé, précisément lors du mois de ramadan, en 1994, de porter le voile. Ce qui lui a valu de ne plus pouvoir présenter ses interviews et ses débats.

Sœur de la vedette du foot algérien Rabah Madjer, elle explique à quel point elle a été ravie quand elle a vu Najwa Djedi avec son voile sur le petit écran. « C'est quelque chose que nous attendions depuis de longues années, nous

confie-t-elle. Cela me ramène en 1994, quand on m'a empêchée de continuer mon programme et d'enregistrer les débats qui étaient attendus par les téléspectateurs, simplement parce que j'avais décidé de porter le voile. Je me suis contentée de travailler dans un service administratif de la radio-télévision, et je n'ai jamais regretté ma décision. »

Elle ajoute néanmoins qu'elle se souvient toujours « de la douleur que ressent une femme voilée en Algérie chaque fois qu'elle essaie de réaliser son rêve d'apparaître à la télévision publique. Maintenant, après la décision de lever cet interdit, je suis prête à revenir à l'antenne, avec Najwa Djedi. »

De nombreuses autres femmes ont pâti de cette interdiction informelle, dont Nacéra Mezhoud, Iman Mahjoubi, Houria Harrath, Sawsan Ben Habib, selon le [site d'information algérien] Awras.

L'apparition d'une femme voilée comme présentatrice du journal redonne espoir aux aspirantes journalistes de pouvoir travailler sur une chaîne publique. Mais elles restent malgré tout inquiètes. Car d'autres décisions peuvent surgir à l'improviste pour les écarter à nouveau de l'écran. Et cela tant que perdure le règne de l'arbitraire au sein de l'institution.

—Riyad Maa'zouzi
Publié le 25 février

SOURCE



RASEEF22

Beyrouth, Liban

raseef22.net

Raseef22 est l'un des nombreux sites d'information et blogs politiques qui ont vu le jour après les printemps arabes. Bilingue arabe-anglais et jaloux de son indépendance politique, il se présente comme un observateur des mouvements sociaux, politiques et culturels qui traversent le monde arabe.



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ AFD Courrier international À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

Les 19 et 20 mars

200 musées

Entrées gratuites
et animations

Avec le Pass
sur telerama.fr
et dans Télérama
dès le 9 mars

WEEK-END

MUSÉES

Télérama



Toute la
programmation
sur
telerama.fr





asie

Afghanistan. “Avant, j'avais des droits”

Les Afghanes, qui avaient réussi à se faire une place dans le monde du travail, doivent à nouveau s'effacer, sous la pression du ministère du Vice et de la Vertu. Nouveau volet de notre série consacrée à l'Afghanistan.



↑ “Fawza”, militante des droits des femmes.



↑ “Fathma”, journaliste.



↑ “Saima”, ex-fonctionnaire.

VIVRE SOUS
LES TALIBANS

2/4

—Nikkei Asia Tokyo

Lorsqu'elle exerçait comme avocate de la défense à Kaboul, Aaina Nazar – tous les noms cités sont des noms d'emprunt – refusait en général de représenter des membres de groupes extrémistes tels que la filiale afghane du groupe État islamique, mais elle aidait en revanche les femmes souhaitant divorcer de combattants talibans. Malgré les menaces dont elle faisait l'objet de la part des deux groupes, elle n'avait jamais renoncé à défendre les droits.

Mais, depuis le retour des talibans au pouvoir en 2021, les tribunaux afghans ont fermé, et les femmes ont été en grande partie écartées de la vie active. “Il a toujours été difficile d'être une femme en Afghanistan, mais maintenant j'ai peur. Cela m'empêche même de dormir”, nous confie-t-elle.

Si la burqa – ce vêtement féminin intégral, avec une grille pour les yeux, qui était devenu dans le monde le symbole du régime taliban renversé par les forces occidentales en 2001 – n'est pas encore très répandue dans le Kaboul d'aujourd'hui, en revanche, les chaises laissées vides à des postes auparavant occupés par des femmes sont devenues la marque du nouveau régime.

Se battre. Pour les habitantes de cette grande ville, la dépression, l'autocensure et le désir d'émigrer sont venus remplacer les trajets quotidiens pour se rendre au travail, le rouge à lèvres et les projets d'avenir. Par ailleurs, les femmes actives qui ont perdu leur indépendance et leur liberté doivent se battre pour subvenir aux besoins de leur famille dans un contexte de crise économique dramatique et de famine généralisée.

“Ce n'était pas facile d'exercer comme avocate, même sous le gouvernement précédent : quand vous êtes une femme, personne ne vous écoute, pas même les juges. Mais au moins, je pouvais travailler”, explique Aaina Nazar. Elle était parvenue à surmonter l'opposition des membres masculins de sa famille pour faire ce métier.

En la voyant progresser dans sa carrière sa famille s'était réconciliée avec elle, mais, pour autant, son parcours professionnel n'a pas toujours été un long fleuve tranquille.

Malgré les menaces de maris, de clients et de groupes terroristes en colère, M^{me} Nazar passe aujourd'hui ses journées à manifester pour défendre les droits des femmes devant le ministère du Vice et de la Vertu, autre rappel effrayant du précédent régime taliban, qui a régné pendant cinq ans à partir de 1996.

Elle n'est pas seule. Dans son salon au sol couvert de tapis rouges avec des coussins posés contre les murs, l'enseignante et militante Fawza Arafî, âgée de 58 ans, rappelle combien il a été difficile de faire entendre la voix des femmes en Afghanistan. Ancienne employée du secteur public, elle craint que tous les acquis de ces vingt dernières années ne partent en fumée : “C'est la première fois que je n'enseigne pas, en quarante ans de carrière.”

Menaces. En fait, elle continue de donner des cours en secret, mais elle sait combien il est facile d'annuler les progrès sociaux. Les femmes en Afghanistan “ont envie d'apprendre et ont de l'ambition”, souligne-t-elle. À Kaboul, les jeunes filles veulent être médecin ou juriste, tandis qu'à la campagne beaucoup souhaitent devenir enseignante, afin d'échapper à leur milieu familial.

Comme Aaina Nazar, Fawza Arafî dit avoir reçu des menaces, dont, récemment, de la part de familles proches des talibans, qui l'accusent de monter leurs filles contre elles. “Ils ont déposé une lettre à mon bureau. En fait, en tant que militante pour les droits des femmes, j'ai seulement essayé de leur dire qu'on ne peut pas forcer les filles à épouser quelqu'un contre leur gré, ni à subir des violences sexuelles et psychologiques.”

Les menaces contre Fawza Arafî sont sérieuses. Son mari a été tué pour l'avoir soutenue dans son travail, et elle craint pour l'avenir des filles à qui elle enseigne : “Sans possibilité d'aller à l'école ni perspective professionnelle, les filles sont considérées comme un fardeau pour leur famille, et les mariages forcés sont déjà en augmentation. De plus, on est en train de fermer les centres d'accueil censés les protéger.”

Parmi les femmes plus jeunes, certaines acceptent encore plus mal les nouvelles restrictions. Ainsi, Saima Saddiq, 25 ans, qui était fonctionnaire sous le gouvernement du président déchu

Ashraf Ghani, persiste à s'habiller en jeans, à se maquiller et ne porte qu'un simple foulard pour couvrir ses cheveux. “Lorsque nous allions travailler (au moment de l'épreuve de force entre le dernier gouvernement et les talibans), nous savions qu'il y avait un risque d'attentats terroristes, explique-t-elle, et nous ne savions pas si nous pourrions rentrer saines et sauvées chez nous après le travail, mais au moins, nous pouvions choisir les vêtements que nous voulions porter. Maintenant, nous ne nous sentons pas en sécurité et je n'ai qu'une envie : partir !”

Fathma Hussain, 22 ans, essaie elle aussi d'obtenir un passeport afin de partir à l'étranger. Pour l'instant, elle travaille pour une chaîne de télévision de Kaboul, qui n'a pas encore été fermée, mais le ministère du Vice et de la Vertu lui a ordonné de se couvrir : “Le ministère a envoyé une lettre expliquant comment il fallait apparaître à la télévision, avec un hijab qui couvre les cheveux et le cou.”

Les Tadjiks ciblés à Kaboul

●●● Le 25 février au matin, au lendemain de l'entrée des chars russes en Ukraine, les talibans ont entrepris à Kaboul des perquisitions chez les habitants des quartiers nord de la capitale, où résident les membres de la minorité tadjike. Ils cherchaient des indices éventuels de liens avec une insurrection armée. “C'est la plus importante opération de ce genre depuis la prise du pouvoir par les talibans, en août dernier, et la première réalisée en pleine journée”, remarque **The New York Times**. “Dans un pays où la notion de l'espace privé est sacrée, les perquisitions sont perçues comme une intrusion impardonnable et rappellent les deux décennies d'occupation étrangère [2001-2021]”, ajoute le quotidien américain. Se sentant ciblés par un gouvernement à majorité pachtoune, certains Tadjiks, interrogés par le quotidien, n'écartent pas l'éventualité de rejoindre les forces de la résistance en train de s'organiser dans le nord du pays.

↳ Photos Sara Perria

Elle vient de rejoindre le service informations, comme remplaçante de l'un des nombreux journalistes qui sont partis lors de l'évacuation de Kaboul par les Occidentaux. "Il est très difficile de savoir ce qui va se passer ensuite, dit-elle, mais je n'ai pas d'autre solution, je dois continuer à travailler. De tous les enfants de ma famille, je suis la seule à pouvoir compter sur un salaire car ils ont tous perdu leur emploi."

La peur. Alors qu'arrive son tour de passer à l'antenne pour présenter les nouvelles, elle troque son simple foulard vert contre un hijab couleur crème, qu'elle épingle soigneusement au niveau du cou et sur les côtés. Cinq minutes plus tard, la voici devant la caméra en train de lire les derniers éléments de l'actualité sur une rencontre entre les talibans et les autorités iraniennes.

"Il m'arrive d'avoir peur, et ma famille aussi, à cause de ce travail, nous confie la jeune fille un peu plus tard. Avant, je me sentais sur un



pied d'égalité avec les autres, j'avais des droits, j'avais mes petites habitudes : gym le matin et sortie au café avec mes amis. Désormais, je travaille juste pour avoir de quoi manger, puis je rentre chez moi. Même ici, au travail, si je veux aller au supermarché, je dois remplir un formulaire, pour des raisons de sécurité."

Dans sa famille, on ne discute plus cinéma, mais des possibilités de quitter le pays. "Je ne sais pas où je veux aller... Il faut juste que ce soit un endroit où j'ai des droits et d'où je peux aider les femmes afghanes", ajoute-t-elle.

Après avoir vécu dans un Afghanistan sous domination américaine pendant vingt ans, Fathma Hussain se demande maintenant quelles seront les conséquences à long terme de l'imposition d'une culture traditionaliste par les talibans.

"Même si cela ne dure [que] cinq ans, comme la dernière fois, cela va fissurer notre culture, dit-elle, nos hommes ne nous laisseront plus sortir sans avoir la tête couverte. Une fois qu'on s'y sera habitué, les gens auront peur [et] cela deviendra difficile psychologiquement."

Rasa Yousofzi, qui travaille également dans ce qui reste de l'industrie des médias à Kaboul, est souvent comparée à une célèbre actrice indienne. Elle explique avoir cessé de poster des photos sur

les réseaux sociaux et des vidéos sur sa chaîne YouTube, et craint que ses espoirs pour l'avenir ne se soient évanouis avec la prise de pouvoir des talibans.

"J'aime la campagne et je m'étais mise au vélo. Mais j'ai dû vendre ma bicyclette parce que je ne peux plus l'utiliser, raconte-t-elle. Si jamais je parviens un jour à sortir du pays, la première chose que je ferai, ce sera d'acheter un vélo."

— Sara Perria
Publié le 4 février

VIVRE SOUS LES TALIBANS

En mars, retrouvez chaque semaine un reportage décrivant le quotidien des Afghans. La semaine prochaine : Le manque de fonctionnaires qualifiés, un article du New York Times.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

À Kaboul, dans une école clandestine pour filles. Dans la capitale afghane, les filles en âge d'aller au collège ou au lycée en sont désormais privées par les talibans. Le site afghan anglophone **Ghandara** s'est rendu en reportage dans une école clandestine, ouverte dans l'anonymat dans un quartier de la ville, malgré les risques. Un reportage à lire sur notre site.

JAPAN FOUNDATION
国際交流基金

STAGE BEYOND BORDERS

SPECTACLES JAPONAIS
AVEC SOUS-TITRES MULTILINGUES

STAGEBB.JPF.GO.JP

STAGE BEYOND BORDERS
Sélection de spectacles japonais



amériques



← Dans une rue de Managua, la capitale du Nicaragua. Sur la fresque, les portraits de Daniel Ortega, Hugo Chávez et Fidel Castro.

Photo Nicaragua Investiga

Cuba-Nicaragua. Vols directs d'une dictature à une autre

Managua a ouvert ses portes aux milliers de Cubains qui fuient leur pays, surtout pour atteindre les États-Unis. Une opération dont La Havane est le complice : Cuba espère ainsi faire baisser la pression sociale et politique qui traverse l'île.

—Connectas (extraits)
Amérique latine

Il y a un peu plus de trois mois, le gouvernement de Daniel Ortega annonçait que les ressortissants cubains seraient exemptés de visa pour entrer au Nicaragua. Cette décision a donné de l'espoir aux nombreux Cubains désireux de quitter l'île, car elle leur offre la possibilité soit de s'installer sur le sol nicaraguayen, soit d'y faire escale pour raccourcir le chemin vers le rêve américain. Mais, pour l'instant, rares sont ceux qui ont pu en profiter.

Le président sandiniste a entamé [le 10 janvier] son quatrième mandat consécutif isolé

sur la scène internationale. De nombreux pays ont en effet contesté la légitimité démocratique des élections qui l'ont porté au pouvoir et condamné la répression exercée contre les opposants. L'annonce de l'exemption de visa pour les Cubains, faite le 22 novembre, a beaucoup surpris et alimenté les soupçons de ceux qui y voient un moyen pour Ortega d'aider son homologue cubain, Miguel Díaz-Canel, à évacuer la pression sur l'île, transformée en "cocotte-minute" par les habitants qui manifestent leur ras-le-bol de la dictature castriste.

Bien que cette décision date de novembre, les vols directs entre Cuba et le Nicaragua n'ont repris

que le 12 janvier après une interruption due à la pandémie. Aruba Airlines, de capital vénézuélien, a ouvert une ligne La Havane-Managua [via le Guyana – les vols directs n'ont en fait commencé qu'en février], mettant fin à l'attente angoissante dans laquelle se trouvaient les nombreux candidats au voyage. Jusqu'à présent, les seules compagnies aériennes permettant de se rapprocher du Nicaragua étaient la panaméenne Copa, avec un vol direct entre La Havane et Panama, et la colombienne Wingo, qui relie la capitale cubaine à Bogota. Dans les deux cas, il faut acheter un autre billet pour Managua ce qui, selon les militants cubains, fait monter le coût du voyage à

environ 2000 dollars. Bien que ce soit une somme importante, de nombreux Cubains font chaque jour la queue devant l'ambassade du Panama et le consulat de Colombie afin d'obtenir un visa qui leur permettra de se rendre dans ces pays et de prendre ensuite un vol à destination du Nicaragua. "Pour pouvoir payer le billet, ils vendent tout ce qu'ils ont ou demandent de l'aide à leurs proches qui vivent à l'étranger", explique l'activiste cubain Antonio Rodiles depuis La Havane.

Des milliers de Cubains attendent encore l'avion qui leur permettra de réaliser leur "rêve nicaraguayen" [la demande dépasse largement l'offre], une conséquence de l'improvisation générale et du casse-tête provoqués par l'annonce surprise d'Ortega. Pour de nombreux analystes, le but du président sandiniste est de faire pression sur Washington avec une arme aussi cruelle qu'atypique : des caravanes entières de migrants se dirigeant vers le nord, vers la frontière.

Pour Cuba, "l'objectif principal est de provoquer des départs massifs, et pas seulement d'opposants, vu que les opposants sont exilés ou autorisés à partir dans un autre pays, commente Antonio Rodiles. Il y aura maintenant beaucoup plus de départs pour le Nicaragua parce que le régime a transformé l'émigration en commerce. Les gens quittent le pays, s'installent aux États-Unis et commencent à envoyer de l'argent à leurs proches restés à Cuba. Il s'agit donc à la fois d'un mécanisme pour réduire la pression interne et d'un moyen de subsistance pour le régime cubain lui-même." Selon

Pour de nombreux analystes, le but du président Ortega est de faire pression sur Washington.

Rodiles, étant donné que le président mexicain, Andrés Manuel López Obrador, est également un allié de Cuba (du moins ne condamne-t-il pas ses violations des droits humains), il se peut fort que la dictature de Miguel Díaz-Canel ait décidé de faciliter le déplacement de centaines de Cubains vers la frontière sud des États-Unis pour aggraver la crise migratoire et obliger Washington à négocier une suspension des sanctions américaines contre le régime castriste.

Exemption de visa. Claudia fait partie des Cubains qui ont acheté un billet pour le Nicaragua. Son objectif : quitter l'île pour chercher une vie meilleure dans un autre pays. Elle veut profiter de la dispense de visa et travailler au Nicaragua, ne serait-ce que quelque temps. Elle pourra ainsi envoyer de l'argent à sa famille pour l'aider à surmonter les difficultés de la vie à Cuba. "Le Nicaragua a l'air d'un beau pays", dit-elle en se fiant aux récits des Cubains qui y sont partis avant l'entrée en vigueur de l'exemption de visa.

Le Nicaragua n'est pas une nouvelle destination pour les Cubains. Beaucoup s'y sont installés ces dernières années. Bien qu'ils préfèrent ne rien dire des raisons qui les ont poussés à quitter leur pays, la plupart reconnaissent que leur principal objectif est de se rendre aux États-Unis en évitant la traversée en bateau, très compliquée. "Beaucoup de gens prennent cette route et risquent leur vie en mer, mais je ne veux pas le faire", dit Claudia pour justifier sa décision de prendre un avion pour le Nicaragua.

Nous avons contacté des Cubains à La Havane et au Nicaragua. La plupart ont préféré s'abstenir de tout commentaire par crainte de représailles de la part des gouvernements Díaz-Canel et Ortega. "Il faudrait être fou pour accepter de vous parler", nous a répondu l'un d'entre eux, très inquiet. Un Cubain résidant au Nicaragua nous a raconté que, peu après l'annonce de l'exemption de visa pour les ressortissants cubains, beaucoup de ses compatriotes l'ont appelé pour savoir "comment ça se passait ici au



ENQUÊTE

Nicaragua, s'il fallait y rester, juste venir y acheter des marchandises ou aller directement" aux États-Unis. Il partage le point de vue de beaucoup d'autres personnes : "Le Nicaragua va devenir une soupe-pape pour la cocotte-minute [qu'est Cuba]." "Je leur dis d'aller au nord, ajoute-t-il, parce qu'il est très difficile de trouver du travail ici."

"Les Cubains qui viennent ici ne restent pas plus de deux jours parce qu'ils savent que c'est une soupe-pape et qu'elle peut être fermée n'importe quand", témoigne sous le couvert de l'anonymat un autre Cubain qui vit au Nicaragua. Son objectif immédiat, comme d'autres Cubains qui se sont installés temporairement au Nicaragua, est d'avoir une meilleure qualité de vie et de fuir l'éternelle dictature castriste. "Elle nous étouffe et nous avons besoin d'être libres", déclare succinctement un autre Cubain, également sous le couvert de l'anonymat. "À Cuba, l'émigration a toujours été utilisée comme un moyen de réduire la pression interne", explique Laritza Diversent, avocate, fondatrice et directrice de Cubalex, une organisation de défense des droits humains établie à La Havane. Et les grandes manifestations du 11 juillet 2021 ont rendu nécessaire d'"évacuer la pression".

"Il est extrêmement préoccupant de voir que les Cubains, qui sont confrontés à des difficultés semblables à celles que nous connaissons au Nicaragua, sont régulièrement contraints de quitter leur pays pour fuir la répression", déclare Haydee Castillo, représentante de l'organisation Nicaragüenses en el Mundo (Neem) ["Nicaraguayens dans le monde"] et défenseure des droits humains. En ce moment, le Nicaragua n'a rien à offrir à aucun pays, car il se trouve dans un état de siège de facto, où les droits humains sont constamment bafoués et où il est impossible de garantir la sécurité de qui que ce soit", prévient-elle. Elle dénonce le fait qu'un problème humanitaire



et de droits humains soit "utilisé par le régime Ortega-Murillo [Rosario Murillo est l'épouse de Daniel Ortega et également vice-présidente] comme un élément de pression sur les autorités américaines". Pour elle comme pour beaucoup d'autres, il s'agit d'une stratégie visant à provoquer une crise migratoire aux États-Unis. Certains sénateurs américains ont également alerté les médias de leur pays sur ce risque début décembre. "En supprimant les visas, le régime Ortega-Murillo aide la dictature cubaine à provo-

"Au Nicaragua, il est impossible de garantir la sécurité de qui que ce soit."

Haydee Castillo, DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS

quer une migration massive vers notre frontière sud", a notamment déclaré le sénateur de Floride Marco Rubio, d'origine cubaine, avant d'ajouter que le gouvernement de Joe Biden devait "réagir rapidement et considérer ce fait comme ce qu'il est : un acte hostile".

Malgré les soupçons pesant sur la décision d'Ortega, rien ne prouve qu'il vise à infliger une crise migratoire aux États-Unis. Certains, comme l'avocat et

journaliste nicaraguayen Héctor Mairena, préfèrent y voir un schéma de "collaboration" sous le couvert de l'aide humanitaire entre le Nicaragua et Cuba, avec toujours des arrière-pensées, que ce soit chez l'un ou chez l'autre, fondées sur une "identité idéologique" commune. "Il n'y a pas de bonnes intentions derrière l'exemption de visa, affirme-t-il. Cuba traverse une double crise, économique et politique, avec une opposition active qui ne cesse de croître." Cette coopération, poursuit-il, permet avant tout à Cuba d'"effectuer des opérations économiques". "C'est bien connu, et ce n'est pas récent, insiste-t-il. Les deux pays entretiennent des relations étroites basées sur le fait que le Nicaragua participe à la chaîne d'approvisionnement de Cuba." "Cuba envoie des brigades de médecins et d'enseignants" au Nicaragua, ajoute Héctor Mairena, mais ce soutien n'est pas gratuit : "Ils continuent à percevoir des salaires de misère alors que Cuba facture des sommes astronomiques aux pays qui reçoivent cette aide".

"Les migrants cubains ont toujours beaucoup pâti des restrictions appliquées par les pays de la région", explique Laritza Diversent. En 2015 par exemple, le Nicaragua a fermé sa frontière pour empêcher les Cubains

de traverser son territoire, ce qui a provoqué une crise migratoire au Costa Rica. Cette année-là, les Cubains avaient vu une première version d'Ortega. Un Ortega usant de la violence et de la répression contre 4 000 de leurs compatriotes qui avaient entrepris le long voyage vers les États-Unis en passant par le Nicaragua. Parmi eux figuraient des mineurs et des femmes enceintes qui se sont retrouvés coincés au Costa Rica dans une situation extrêmement difficile. Ortega ne leur a pas seulement interdit le passage : il a déployé un bataillon d'infanterie de l'armée et les forces spéciales de la police à la frontière sud du pays. Plus de 2 000 Cubains désespérés s'étaient massés au poste-frontière de Peñas Blancas pour se réfugier au Costa Rica.

Tourisme "d'affaires". Avant la révolte de 2018 [dont la répression a fait au moins 400 morts], le Nicaragua offrait aux Cubains des visas à entrée unique leur permettant de séjourner trente jours dans le pays, ainsi que des visas de transit valables cinq jours. Mais, au lendemain de l'insurrection, tout a changé, et le tourisme s'est effondré. Un an plus tard, en 2019, Ortega est passé d'opresseur à "solidaire" des Cubains qui venaient faire du tourisme "d'affaires" [d'achats de produits de première nécessité]. Cette mesure était présentée comme un moyen de relancer l'activité touristique, vu que les autres touristes étrangers ne venaient plus. On a commencé à voir dans les marchés nicaraguayens des groupes de Cubains achetant toutes sortes de produits qu'ils emportaient dans leur pays pour les revendre. Cette année-là, il y a eu jusqu'à six vols par semaine entre La Havane et Managua, assurés par des compagnies vénézuéliennes. Ils ont été suspendus en mars 2020 lorsque la pandémie de Covid-19 est arrivée à Cuba.

"Après la fermeture [de la frontière, en 2015,] et la traque des migrants qui l'a accompagnée, il y a eu deux tentatives pour 'faire baisser la pression de la cocotte', comme on dit ici, déclare Héctor Mairena. En 2019, et maintenant." Il n'en démord pas : pour lui, Ortega essaie d'aider son allié cubain en le débarrassant d'une grande partie des citoyens qui sont descendus dans les rues de La Havane et d'autres villes pour réclamer la fin de la dictature communiste, au pouvoir depuis plus de soixante ans.

Maintenant que les vols sur la nouvelle route migratoire La Havane-Managua ont été confirmés, nous allons bientôt savoir si les avions vont évacuer la pression sociale à Cuba. Et si, comme le soupçonnent beaucoup, Ortega les utilise pour créer une nouvelle crise migratoire aux portes de cet "empire" qu'il déteste tant, celui qui est gouverné aujourd'hui par Joe Biden.—

Publié le 14 janvier

SOURCE



CONNECTAS

Amérique latine connectas.org
Connectas est la principale plateforme journalistique orchestrant une collaboration entre les médias d'Amérique latine. Elle bénéficie d'une reconnaissance internationale grâce à la solidité de ses contenus. Lancée en 2013 par Carlos Eduardo Huertas, un journaliste colombien également chef de projet au Centre international pour les journalistes (ICFJ) de Washington. La plateforme est soutenue par cette institution. Cette enquête a été écrite avec la collaboration du site d'investigation Nicaragua



Actuelles

VIRGINIE HERZ

SAMEDI À 22H40

Le magazine de celles et ceux qui font bouger un monde encore largement dominé par les hommes

Chaque semaine, retrouvez l'actualité féministe dans le monde avec Courrier international



↳ Dessin de Tjeerd Royaards,
Pays-Bas

COLOMBIE

Les anciens otages des Farc lancent une riposte électorale

De droite ou de gauche, ils ont un objectif commun au scrutin du 13 mars : en finir avec les “places réservées” de sénateurs et de députés dont bénéficient les élus issus de la guérilla marxiste, en vertu de l'accord de paix de 2016.



—El País América
(extraits) Mexico

Si le policier Jhon Frank Pinchao, le général Luis Mendieta et le colonel William Donato décrochent un siège au Congrès le 13 mars, ils se retrouveront face à leurs anciens ravisseurs des Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie), devenues un parti politique [Comunes] présent dans les hémicycles.

Ces trois hommes ont décidé de se lancer dans une carrière politique et tentent d'accéder au Sénat et à la Chambre des représentants. “Le temps est venu pour les victimes de se lever”, a déclaré Jhon Frank Pinchao lors du lancement de la candidature d'Ingrid Betancourt à la présidentielle du 29 mai. Également ex-otage des Farc [entre 2002 et 2008], elle l'a encouragé à briguer un siège au Sénat. Ce policier a été l'auteur de l'une des évasions les plus spectaculaires de l'histoire du conflit colombien. Après neuf ans de captivité, il a réussi à

échapper aux guérilleros en s'enfuyant dans la jungle, où il a erré pendant dix-sept jours.

Biens confisqués. Il partage avec Ingrid Betancourt le rêve d'un pays sans corruption, nous explique-t-il, mais aussi les souvenirs de la captivité et de multiples tentatives d'évasion. Il raconte dans son livre *Mi fuga hacia la libertad* [Évadé de l'enfer, éd. Florent Massot, 2008] : “Un jour, ils nous ont divisés en groupes et je me suis retrouvé avec elle. Elle m'a dit qu'elle avait déjà essayé de s'échapper quatre fois. Nous avons planifié ensemble une cinquième évasion. Elle et Luis Eladio Pérez [homme politique, détenu par les Farc entre 2001 et 2008] ont réussi, mais pas moi. Malheureusement les guérilleros les ont rattrapés et pour les punir, ils les ont enchaînés et les ont maltraités. C'est à ce moment que nous avons renoncé à fuir.”

Le désir de retrouver la liberté est resté plus fort que tout et, par une nuit sombre et pluvieuse, Pinchao a réussi à s'échapper. “Nous nous étions promis que si

l'un d'entre nous parvenait à s'échapper, il se battrait pour la liberté des autres.” Après plusieurs années à donner des conférences, il se présente aux prochaines législatives sous la bannière du parti centriste et écologiste Verde oxígeno [“Vert oxygène”, fondé en 1998 par Ingrid Betancourt]. Son but, dit-il, est de défendre la police et l'armée : “Et toutes les victimes en général. Je présenterai des projets afin d'obtenir des réparations pour les victimes, non de la part de l'État mais de la part de leurs bourreaux, et pour que les biens confisqués aux criminels soient remis à ceux qu'ils ont fait souffrir, sans paperasserie.”

L'accord de paix de 2016 garantit au parti créé par les anciennes Farc cinq sièges au Sénat et cinq autres à la Chambre des représentants [malgré de très mauvais scores en 2018 : 0,34 % et 0,2 %]. Une autre clause stipule que les Farc devaient remettre leurs biens et leur argent pour indemniser les victimes du conflit. Mais l'application de cette clause a été retardée, suscitant l'une des grandes critiques faites au processus de paix.

Jhon Frank Pinchao n'est pas le seul dans la course. Le général Luis Mendieta, otage des Farc pendant onze ans, veut aussi être élu. Son objectif est de tout faire pour que les sièges dits “de la paix” réservés au parti Comunes soient attribués non pas aux guérilleros mais aux victimes. Luis Mendieta a été secouru en 2010 dans le cadre de l'opération Caméléon, et il s'est déjà retrouvé face à ses ravisseurs. Il a participé aux négociations de paix à La Havane en tant que victime, et il est devenu un critique acharné de l'accord qui a été signé.

Refonte judiciaire. Après avoir recouvré la liberté, l'ancien général (aujourd'hui à la retraite) a rejoint l'ambassade de Colombie à Madrid en tant qu'attaché de police et s'est spécialisé dans les droits humains. À son retour en Colombie, il s'est installé dans sa région natale, Boyacá, à 150 kilomètres de Bogota, comme exploitant agricole. Mais les débats et la division suscités dans le pays par l'accord de paix l'ont décidé à s'engager en politique : “Les membres des Farc sont au Congrès mais ils ne veulent pas contribuer à la recherche de la vérité. Ils n'ont pas livré toutes les informations concernant les otages et pensent qu'ils n'ont pas fait tant de mal que ça.” L'ex-otage a rejoint le Centro Democrático [Centre démocratique, parti de droite] créé par l'ancien président Álvaro Uribe, et veut entrer au Sénat pour

réclamer une réforme du système judiciaire et œuvrer en faveur des orphelins des soldats tués dans le conflit armé.

“Je vais ouvrir une discussion sur le fait que les ‘sièges de la paix’ ne devraient pas être réservés aux guérilleros”, déclare Luis Mendieta, l'un des otages derrière des barbelés dont les Farc avaient montré des images. “Ils ont reproduit les camps de concentration nazis”, ajoute-t-il.

Le colonel William Donato, séquestré pendant douze ans, poursuit un objectif similaire. L'ancien policier aujourd'hui retraité se présente à la Chambre des représentants pour le Centro Democrático. Son retour à la liberté ressemble aussi à un film : il a profité de l'assaut mené par les militaires de l'opération Caméléon pour s'enfuir du camp où il se trouvait avec d'autres otages, mais un guérillero l'a vu et lui a tiré dessus. Il s'est jeté dans la rivière et a passé toute une nuit caché dans un trou, avant d'être secouru par les militaires.

L'une des choses qui l'ont poussé à se porter candidat a été de voir que “les criminels ont une place au Congrès”. Pour Luis Mendieta, son ex-compagnon de captivité et candidat au Congrès comme lui, c'est simple : “Nous nous sommes dit que si les Farc pouvaient être au Congrès, nous aussi avions le droit d'y être.”

—Catalina Oquendo
Publié le 31 janvier

Une victoire de la gauche ?

●●● Les électeurs colombiens doivent renouveler totalement leur Congrès, le dimanche 13 mars, soit 188 députés et 108 sénateurs. Un scrutin essentiel avant la présidentielle des 29 mai et 19 juin, car le futur chef de l'État doit obtenir un Congrès favorable s'il veut parvenir à gouverner. Le Centre démocratique (droite) de l'ex-président Álvaro Uribe détient actuellement la majorité dans les deux chambres et soutient le sortant, Iván Duque – qui ne pourra pas se représenter. Si 16 partis se présentent le 13 mars, ils devraient ensuite former des coalitions, dont trois principales : le Pacto histórico, de gauche, la Coalición centro esperanza, du centre, et l'Equipo por Colombia, dont le noyau dur reste le Centre démocratique. Une formation en perte de vitesse, surtout après le mouvement social qui a traversé le pays entre avril et août 2021. Dans un pays qui vote traditionnellement conservateur, la gauche du Pacto histórico a pour la première fois une chance de l'emporter derrière son leader, Gustavo Petro, qui pourrait gagner la présidence, selon les sondages. “Le nom de Petro entraîne derrière lui de nombreuses intentions de vote [au Sénat comme à la Chambre], écrit le quotidien **El Tiempo**. S'il est élu, il aura besoin d'un ‘Congrès ami’ pour aider son gouvernement à faire passer le plus de lois possibles.”

ÉTATS-UNIS

À La Nouvelle-Orléans, le fiasco des maisons "Brad Pitt"

Termites, infiltrations... Lancée par l'acteur en 2006 après les ravages de l'ouragan Katrina, la reconstruction d'un quartier a tourné à l'échec. Brad Pitt refuse d'endosser toute responsabilité.



—The Guardian Londres

Les survivants de l'ouragan Katrina dans le quartier du Lower Ninth Ward pensaient que leurs prières avaient été exaucées : en 2006, Brad Pitt annonçait le lancement d'une initiative pour reconstruire ce quartier de La Nouvelle-Orléans, ravagé par l'ouragan, avec des maisons en matériaux durables, résistantes aux inondations, à des prix abordables et conçues par les meilleurs architectes.

Les 109 logements devaient permettre à de nombreux habitants

de devenir propriétaires pour la première fois et de redonner vie à un quartier ravagé. Moins de dix ans après l'inauguration en fanfare de ces maisons, ce rêve est devenu un cauchemar.

De nombreuses maisons ont très mal vieilli et sont devenues inhabitables. La liste des malfaçons est longue : infiltrations d'eau, moisissures, porches pourris par l'humidité, rampes d'escalier qui s'effondrent, incendies causés par des problèmes électriques, plomberie et ventilation défectueuses.

C'est pourquoi, à l'initiative de certains habitants encore sur

place, un recours collectif a été intenté contre Brad Pitt et son organisation caritative. D'autres habitants ont signalé des infestations de termites et de nombreux cas de maladies suspectes.

Judith Keller est une universitaire spécialisée dans l'urbanisme, elle a vécu en 2018 dans l'une des maisons de Pitt dans le cadre de ses recherches sur le projet immobilier, et est revenue récemment pour constater que les choses avaient encore empiré, comme elle l'écrit dans son rapport de recherche. "Bien que certaines de ces structures n'aient pas encore dix ans, d'après mes données, seules six d'entre elles restent en relativement bon état."

Deux maisons ont dû être démolies à cause de graves problèmes de moisissures, l'une en 2018 et l'autre l'année dernière. Parmi les maisons restantes, six ont été abandonnées depuis que les premiers habitants ont emménagé. "Les problèmes qui existaient en 2018 ne peuvent que s'aggraver puisqu'il n'y a personne pour s'en soucier", raconte Judith Keller. Et beaucoup de propriétaires n'ont pas les moyens d'effectuer les réparations.

Les choses auraient dû se passer différemment. Le projet à but non lucratif, baptisé Make It Right, a été lancé en fanfare par Brad Pitt à la suite de la catastrophe de l'ouragan Katrina. Des collectes de fonds ont obtenu le soutien de nombreuses personnalités. Des architectes comme Frank Gehry, David Adjaye et Shigeru Ban ont participé à la conception des maisons, très en avance sur leur temps à l'époque, avec des toits à panneaux solaires, un système de chauffage et de climatisation à haut rendement énergétique et des matériaux durables. Et chaque maison était vendue bien en dessous de son prix de revient : 150 000 dollars.

Au départ, raconte Keller, les habitants du quartier étaient "impressionnés" par Brad Pitt et ravis à l'idée de devenir propriétaires. Mais dès que les équipes de

tournage sont parties et que les habitants ont commencé à s'installer, les problèmes sont apparus.

Certaines maisons avaient des toits plats et n'avaient pas été équipées des éléments indispensables pour résister aux pluies torrentielles de La Nouvelle-Orléans, notamment de gouttières, de déflecteurs de pluie, de poutres imperméabilisées et autres peintures hydrofuges. En quelques semaines, des moisissures et des infiltrations ont commencé à apparaître.

L'organisme à but non lucratif créé par Brad Pitt a d'abord effectué quelques menues réparations, mais a ensuite commencé à pousser les riverains à signer des accords de confidentialité avant de leur dire ce qui n'allait

"Je suis fier quand je vois cette petite oasis de couleur avec ses panneaux solaires."

Brad Pitt

pas dans leur maison. "C'est à ce moment que beaucoup de propriétaires ont commencé à se dire qu'il y avait quelque chose de louche."

En 2014, personne ne pouvait plus nier que les maisons tombaient en ruine et que le bois qui avait été hydrofugé grâce à un nouveau procédé écologique était en train de pourrir de l'intérieur. Mais au lieu de s'attaquer au problème, Pitt continuait à qualifier le projet de succès et déclarait aux médias locaux en août 2016 : "Chaque fois que je traverse le pont Claiborne en voiture, j'ai ce sentiment de fierté quand je vois cette petite oasis de couleur avec ses panneaux solaires." C'était la dernière fois qu'il mentionnait en public Make It Right.

Make It Right a disparu. Son site Internet a fermé. Et il était impossible de le joindre au téléphone.

En 2018, alors que leurs maisons se délabraient toujours davantage, des habitants ont déposé un recours collectif en

justice contre Brad Pitt et Make It Right, pour "préjudice moral important", et "perte financière", et d'ajouter dans leur dossier que "malgré des mois ou des années de demandes répétées, les plaignants n'ont pas réussi à se faire entendre".

"Dans la plupart des cas, il s'agissait pour ces personnes d'une occasion unique d'accéder à la propriété", explique Ron Austin, un avocat représentant les propriétaires. Certains habitants avaient dépensé les économies de toute une vie. "Sans une compensation financière, ces personnes se retrouveront sans rien."

Beaucoup d'habitants du quartier sont toujours fans de l'acteur, explique l'avocat. "C'est incroyable. Encore aujourd'hui, leurs maisons s'effondrent et ils ne lui en veulent pas. Ils n'arrivent pas à croire à sa trahison."

Pitt nie toute responsabilité. Bien qu'un juge ait refusé sa demande de se retirer du procès en 2019, à en croire cette source, la responsabilité juridique de l'acteur pour les maisons ne serait pas engagée. "Ses avocats ont indiqué qu'il n'était pas légalement responsable des décisions prises par d'autres. Il reste, à titre personnel, bien décidé à faire tout ce qu'il pourra pour résoudre le litige en cours."

Keller ne nie pas les bonnes intentions de Brad Pitt. Mais, selon elle, ce fiasco montre d'une part à quel point les célébrités peuvent échapper à leurs obligations, et d'autre part les problèmes engendrés quand un État comme la Louisiane délègue à des particuliers ou à des organismes à but non lucratif le soin de résoudre ses problèmes de logement.

Pour elle, la star hollywoodienne doit reconnaître ses erreurs, et les réparer : "C'est le seul souhait des habitants. Ils ne veulent pas être amis avec Brad Pitt. Ils veulent juste qu'on répare leur maison."

Wilfred Chan

Publié le 3 février

LES MOTS DES AUTRES

l'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

trans-
versales.

économie

Environnement .40
Signaux41

L'Europe peut-elle miser sur le gaz naturel liquéfié ?

Énergie. Très dépendante des gazoducs russes, l'Union européenne aurait de la peine à trouver rapidement des solutions de remplacement, tant le marché est tendu.



CARTOON MOUVEMENT

—The Economist Londres

L'invasion russe de l'Ukraine relance la spéculation sur l'avenir énergétique de l'Europe et notamment son approvisionnement en gaz naturel. Un quart de la consommation d'énergie sur le continent provient du gaz, dont plus de 40 % venaient de la Russie en 2019. L'Occident n'a pas été jusqu'à limiter les exportations russes de gaz, mais l'Allemagne a suspendu l'homologation de

Nord Stream 2, un gazoduc entre la Russie et l'Allemagne dont la construction est terminée mais qui n'est pas encore opérationnel.

Mais que se passerait-il si Vladimir Poutine fermait le robinet du gaz à destination de l'Occident ? L'une des solutions de repli pourrait être le gaz naturel liquéfié (GNL), qui est généralement acheminé par voie maritime. Dans quelle mesure pourrait-il remplacer le gaz russe en Europe ?

L'Europe consomme déjà beaucoup de GNL, qui correspond à 25 % de ses importations de gaz naturel ; reste à savoir quel volume supplémentaire le continent peut transformer. Ce gaz est d'abord liquéfié pour être transporté, puis repassé à l'état gazeux dans les terminaux d'arrivée, généralement près du littoral, avant de fournir chauffage et électricité à des logements.

Comme l'Europe a énormément investi dans ces infrastructures de regazéification,

elle est loin d'exploiter tout son potentiel en la matière : les terminaux d'importation européens ont fonctionné à 45 % de leur capacité en 2021, selon Energy Intelligence, un site d'information spécialisé, même si tous ces terminaux ne sont pas implantés uniformément. L'Allemagne n'en a aucun, par exemple, alors que l'Espagne concentre un quart de la capacité européenne de regazéification et que son infrastructure est largement isolée du reste de l'Europe.

La question la plus pressante concerne néanmoins la réserve disponible de GNL. Les principaux exportateurs sont les États-Unis, l'Australie et le Qatar, trois pays qui ont des gisements immenses mais qui exportent déjà en masse. Il faut du temps pour renforcer les capacités de liquéfaction et d'exportation, c'est pourquoi le meilleur espoir à court terme pour l'Europe consisterait plutôt à mettre la main sur des méthanières en chemin vers d'autres destinations.

Mais l'Asie est aussi très demandeuse de GNL. Les importations de la Chine ont augmenté de 82 % entre 2017 et 2020, par exemple ; et en 2021, elle est passée devant le Japon et est devenue le premier importateur mondial. De plus, environ 70 % du GNL qui circule dans le monde correspondent à des contrats signés pour dix ans ou plus.

L'Europe a tendance à tabler sur les marchés dits au comptant (ou spot) et les contrats plus courts. C'est une stratégie qui a permis de profiter des prix bas quand l'offre était abondante et d'éviter aux pays de s'engager à consommer des énergies fossiles sur plusieurs décennies à l'avance. En revanche, cela met l'Europe à la merci du marché.

Quand les réserves européennes de gaz ont diminué pendant l'automne et l'hiver, notamment parce que l'approvisionnement russe a chuté, les importations de GNL ont fortement augmenté – tout comme les prix. Jusqu'à maintenant, les prix au comptant ont généralement été plus élevés en Asie qu'en Europe, mais, ces derniers mois, les cours européens ont parfois égalé ceux d'Asie.

Et l'invasion de l'Ukraine n'a fait qu'aggraver la situation.

Le prix à la livraison du GNL dans le nord-ouest de l'Europe a augmenté de 29 % en une journée, après que Poutine a annoncé une "opération militaire spéciale" le 24 février. Les responsables politiques tentent de sécuriser de nouvelles sources d'approvisionnement en GNL pour l'Europe.

Les principaux exportateurs de GNL sont les États-Unis, l'Australie et le Qatar.

Dans la mesure où les États-Unis ne peuvent pas en fournir beaucoup plus, le président Joe Biden s'est engagé à aider l'Europe dans ses recherches – pour l'instant sans grand succès. Le 22 février, le ministre de l'Énergie du Qatar a déclaré qu'il était "quasiment impossible" de fournir assez de GNL pour remplacer le volume de gaz russe acheminé par gazoduc.

Le GNL n'est pas la seule piste que peut explorer l'Europe pour faire face au problème, mais c'est l'une des principales. Et c'est loin d'être gagné.—

Publié le 26 février

Contexte

●●● Le 28 février, au cinquième jour de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Luigi Di Maio, "le ministre des Affaires étrangères de l'Italie, premier client de l'Algérie pour le gaz, s'est rendu à Alger lors d'une visite surprise dont il n'a pas caché l'objet : convaincre les autorités de fournir à son pays des quantités supplémentaires de gaz", rapporte **Tout Sur l'Algérie (TSA)**. La question est "politique mais aussi technique", car, explique le journal, il n'est pas sûr que le pays puisse augmenter sensiblement ses livraisons. Et si "les Européens sont pris de court", c'est parce qu'ils se sont piégés eux-mêmes "en privilégiant le marché spot [au comptant] au détriment des contrats à long terme, seule garantie pour les investissements lourds consentis par les producteurs".

Il faudrait se passer du pétrole russe

Les sanctions prises contre la Russie évitent d'aller jusqu'à l'embargo sur ses hydrocarbures. Il est vrai que le pays est le principal fournisseur d'énergies fossiles de l'Europe.

Au cinquième jour du conflit en Ukraine, "les îles des Orcades, au nord de l'Écosse, ont repoussé un pétrolier russe", raconte **Le Temps**. Elles ne voulaient pas de son carburant, "tout comme Londres, [qui] a demandé aux ports britanniques de refouler les bateaux du pays de Vladimir Poutine". L'Europe "veut désormais faire sans les hydrocarbures de Russie".

Troisième producteur mondial de pétrole derrière les États-Unis et l'Arabie Saoudite, ce pays est le principal fournisseur de gaz, de pétrole et de charbon de l'Europe. En 2019, selon Eurostat, 41 % du gaz naturel, 26,9 % du brut et 46,7 % des combustibles fossiles solides consommés en Europe venaient de Russie.

Pour le centre de réflexion proeuropéen Bruegel, se passer du gaz russe "exigera de l'improvisation et un esprit d'entreprise". Si les Occidentaux sont prêts à "en supporter le coût, il devrait être possible de remplacer le gaz russe dès l'hiver prochain sans que l'activité économique soit dévastée, que les gens aient froid ou que l'approvisionnement en électricité soit perturbé".

Charbon. Le 1^{er} mars, l'Allemagne a ouvert la marche, dévoilant "un plan visant à produire la totalité de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici à 2035", prenant ainsi quinze ans d'avance sur son programme de transition énergétique, constate **Grist**. Si cette mesure "pour réduire sa dépendance au gaz naturel russe" bénéficie au climat, le pays envisage aussi "d'utiliser davantage de charbon et de construire 'rapidement' de nouveaux terminaux de gaz liquéfié" (lire ci-contre).

L'immense vulnérabilité énergétique de l'Occident a (pour

l'instant) retenu les États-Unis, l'Europe et leurs alliés de sanctionner directement les exportations de pétrole et de gaz russes, pour "éviter de perturber l'approvisionnement en énergie, vital pour les économies occidentales comme pour l'économie russe", note le **Financial Times**. Cependant, "à mesure que la brutalité de l'invasion de Moscou s'intensifie", l'idée fait son chemin. Le Canada a décidé de bloquer les importations de brut, rejoint le 8 mars par les États-Unis : Joe Biden a annoncé qu'il ordonnait un embargo sur les importations américaines de pétrole et de gaz russes.

Alors qu'aux premiers jours du conflit le périmètre des sanctions évitait soigneusement le géant russe Gazprom, de plus en plus de "banques, raffineries et armateurs occidentaux s'autosancionnent", constate le quotidien britannique. Les plus gros acheteurs de brut russe "annulent expéditions et commandes".

Quelque 70 % du pétrole russe peinent à trouver acheteur, selon le cabinet de conseil Energy Aspects. "Le pétrole russe est vraiment devenu toxique", commente un banquier.

Pourtant, les prix "explorent littéralement", relève **Handelsblatt**, dépassant chaque jour leur précédent record. Mais si, le 2 mars, le Brent de la mer du Nord atteignait 113 dollars le baril, et le WTI américain 110 dollars, le pétrole russe de l'Oural "se situe nettement sous la barre des 100 dollars - et reflète l'efficacité des sanctions occidentales", selon le quotidien économique allemand. Pour Ulrich Leuchtmann, analyste à la Commerzbank, "c'est le prix économique que les dirigeants militaires et politiques russes doivent payer pour poursuivre les opérations militaires".

— **Courrier international**



LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Ukraine et station spatiale, et traqueur d'oligarques

La Lettre tech se sent toute chose, un rien gênée de mêler ses histoires de clics, de business et de gadgets au triste désastre et à la souffrance des civils d'Ukraine. Mais la technologie est aussi un vecteur humain, alors nous saluerons, comme le fait la **NPR**, les clients d'Airbnb du monde entier qui ont spontanément eu l'idée d'utiliser l'appli comme un outil de transfert de fonds vers ce pays ravagé. Il suffit de prendre une réservation, sans s'y rendre vu que l'Ukraine, sous les bombes, n'a rien d'une destination de vacances. À Kiev ou ailleurs dans le pays, les "hôtes" ont déjà reçu ainsi plus de 2 millions de dollars.

Mauvaises nouvelles des étoiles

C'est l'occasion, aussi, selon **Recode**, de s'interroger sur l'avenir d'un paradis céleste de collaboration et de fraternité scientifiques qui semblait avoir résisté aux tensions récurrentes entre l'Occident et la Russie. La Station spatiale internationale (ISS) a été créée voilà vingt-neuf ans grâce à un partenariat entre la Nasa et le programme spatial russe et n'aurait jamais vu le jour sans les fusées de Baïkonour.

Elle se voulait aussi un laboratoire de la réconciliation politique entre les deux rivaux de la guerre froide. Mais la guerre en Ukraine a tout gâché. Dmitri Rogozine, bouillant patron du programme spatial russe, rappelle sur tous les plateaux de télévision de son pays que l'ISS ne tient en l'air que grâce aux moteurs russes qui ajustent régulièrement sa position en orbite. Sans eux, la station se déplacerait peu à peu, avant de retomber sur Terre. Ses éléments les plus massifs ne se consumeraient pas en traversant l'atmosphère et pourraient percuter les États-Unis ou l'Europe.

Plans de vol

Nous avons déjà parlé de Jack Sweeney, l'intrépide étudiant de Floride qui révélait en direct sur Twitter les déplacements de l'avion privé d'Elon Musk. Selon **The Guardian**, son nouveau compte, suivi par plus de 160 000 personnes, traque maintenant les jets des oligarques russes qui vibronnent comme des abeilles affolées dans le

monde entier depuis l'annonce des sanctions financières contre l'entourage de Vladimir Poutine. Carte à l'appui, @RUOligarchJets dessine la folle course du multimilliardaire Roman Abramovitch, propriétaire du club de football anglais Chelsea, entre Moscou, Bakou, Saint-Kitts-et-Nevis et Dubaï. Alexandre Abramov, roi des aciéries russes, butine entre Londres, les Seychelles, Antigua et Abou Dhabi.

De la laine et des briques

Le **Daily Beast** nous révèle une guerre culturelle occulte, qui déchire depuis des années l'univers des passionnés de tricot. Un nouveau magazine en ligne vient d'être lancé, nommé **Blocked** et destiné à tous ceux et toutes celles qui s'estiment persécutés en raison de leurs opinions favorables à Donald Trump, ou stigmatisés pour des propos jugés racistes par les administrateurs réputés trop woke et politiquement corrects des sites de tricot.

Tout a commencé en 2019, quand une dénommée "Tricoteuse déplorable", membre du forum Ravelry, rassemblant 8 millions de membres, a présenté sur le site un bonnet à motif de briques pour célébrer le fameux mur anti-immigrés promis par Donald Trump à la frontière mexicaine. Ravelry a immédiatement banni ce genre d'expression, en ajoutant que "tout soutien à Trump s'apparentait à un soutien au suprémacisme blanc". Depuis cet incident, divers forums dissidents ont été lancés, comme Freedom Knits, Polarized Knits ou Politically Incorrect Knitters sur YouTube. On y parle aussi crochet et petites laines, je vous rassure.—



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech**.

ENVIRONNEMENT



Quand la mer monte

Climat. La fonte des glaces en Antarctique, qui s'accélère depuis les années 1970, entraîne une élévation du niveau de la mer qui pourrait aller jusqu'à cinq mètres d'ici à l'an 3000.

— Nihon Keizai Shimbun Tokyo

Selon des études récentes, la fonte de l'inlandsis antarctique, la plus grande masse de glace de la planète [située au pôle Sud], va se poursuivre jusqu'aux années 3000 sous l'effet du dérèglement climatique, entraînant une élévation du niveau des mers pouvant atteindre plusieurs mètres. Nous

dirigeons-nous vers un avenir où Tokyo et d'autres mégapoles mondiales seraient menacées de submersion?

Les prévisions relatives à l'Antarctique ont considérablement changé au fil des rapports d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) des Nations unies. Celui de 2001, le troisième, prévoyait une augmentation des précipitations qui aurait entraîné un accroissement de la masse de l'inlandsis, tandis que celui de 2013, le cinquième, concluait, "avec un degré de confiance moyen", qu'elle diminuerait. Le sixième, publié en 2021, estime qu'en 2100, selon un scénario où les émissions de gaz à effet de serre seraient très importantes, la fonte de l'Antarctique entraînerait une élévation du niveau de la mer de près de 2 mètres par rapport à 1900.

Dans son rapport "The future we don't want" ["Cet avenir, non merci"], publié en 2018, le C40 - organisation qui réunit les grandes villes du monde engagées dans la lutte contre le changement climatique, dont font partie Londres, New York et Tokyo - écrit que, d'ici à 2050, "plus de 800 millions de personnes, vivant dans 570 villes, pourraient être exposées au

risque d'élévation du niveau de la mer". La menace pourrait être encore plus grande. De multiples simulations ont été réalisées sur l'évolution de l'inlandsis antarctique jusqu'en l'an 3000 par une équipe de recherche conjointe de l'université de Hokkaido, de l'université de Tokyo et de l'Agence japonaise des sciences et technologies marines et terrestres.

Sur la base des projections climatiques existantes jusqu'en 2100, et en supposant que le climat de la fin du XXI^e siècle se maintienne jusqu'en 3000, la fonte de l'inlandsis de l'Antarctique entraînerait une élévation du niveau moyen de la mer de 3,5 mètres. Dans le scénario d'émissions de gaz à effet de serre très importantes, elle serait de 5,3 mètres, alors qu'elle se limiterait à 25 centimètres dans le cas d'une réduction drastique de ces émissions.

"Faute d'observations et de connaissances suffisantes, il n'était pas possible jusque-là d'effectuer des calculs satisfaisants, indique Ayako Abe-Ouchi, professeure à l'université de Tokyo et représentante de l'équipe de recherche. Mais au cours des dix dernières années, plus de dix modélisations ont pu être effectuées à travers le monde." Le projet international auquel participe son équipe a fourni des projections jusqu'en 2100 pour le sixième rapport d'évaluation du Giec.

Ce qui rendait les prévisions difficiles, c'était la partie occidentale de l'inlandsis. Le socle rocheux y est profond, une quantité importante de glace se trouve donc immergée. Si les eaux qui entourent le continent sont très froides, celles qui s'écoulent dans les profondeurs de sa région ouest sont plus chaudes, de 1 à 2 °C, faisant fondre la face inférieure des plateformes de glace qui s'étendent jusqu'à la mer. Ce phénomène, nommé "fonte basale", était difficile à quantifier.

Vêlage. L'inlandsis peut être comparé à une bouteille couchée. La glace formée par les chutes de neige gagne petit à petit l'océan, créant des plateformes. À leur extrémité se détachent des icebergs ; c'est ce qu'on appelle le "vêlage". Ces plateformes agissent comme un bouchon qui retient la glace. Une eau chaude le fait fondre et affaiblit sa capacité de rétention. On peut craindre que beaucoup de glace se retrouve soudainement relâchée dans l'océan, comme du liquide s'échapperait de notre bouteille renversée après que le bouchon s'est défilé.

Les prévisions sont étayées par l'amélioration des techniques d'observation. Les deux satellites germano-américains Grace [acronyme de Gravity Recovery and Climate Experiment], à 220 kilomètres l'un de l'autre, enregistrent les variations de la distance qui les séparent - sous l'influence de la topographie et de la structure souterraine de la Terre - pour mettre

en évidence les évolutions de l'inlandsis antarctique. Résultat : ces dernières années, 150 milliards de tonnes de glace ont disparu, ce qui équivaut à une augmentation du niveau de la mer d'environ 0,3 millimètre par an.

Selon Yoshihiro Nakayama, chercheur à l'université de Hokkaido, l'afflux d'eau chaude est influencé par les vents du large ; il augmenterait avec [le phénomène climatique] El Niño, lorsque la température monte dans les parties centrale et orientale de l'océan Pacifique équatorial, et diminuerait avec La Niña, lorsque la température descend.

Ces dernières années, 150 milliards de tonnes de glace ont disparu.

Depuis les années 1970, la fonte des énormes plateformes de glace de l'Antarctique occidentale s'accélère. L'apparition d'eaux chaudes remonterait aux années 1940 à 1960, comme le suggère l'analyse des sédiments marins, et aurait également un lien avec les courants atmosphériques. "Qu'il y ait eu un grand changement vers le milieu du XX^e siècle est un fait, mais il est difficile d'en définir la nature", explique Yoshihiro Nakayama.

Quant à l'Antarctique de l'Est, dont la glace est épaisse, il reste stable, ce qui lui vaut le surnom de "géant endormi". Cette perspective est encore valable pour l'avenir, mais un rapport mentionne un affaiblissement de l'action de ses bouchons. L'équipe japonaise, notamment, observe ce phénomène.

Quelles seront les conséquences du dérèglement climatique ? Pour Ayako Abe-Ouchi, "c'est à nous de décider quel avenir nous choisissons, même si les effets de nos choix peuvent nous sembler très lointains".

— Naoki Asanuma

Publié le 30 janvier

Le Monde | L'OBS | Télérama | Courrier international

LE SALON VIRTUEL DE
LA FORMATION CONTINUE

EXECUTIVE
EDUCATION • LIVE
MASTER, MS & MBA

EN LIVE 26 MARS 2022

Conférences Le Monde • Lives animés par des directeurs
de programmes • Rendez-vous individuels

UNE JOURNÉE POUR
DIRIGER VOTRE CARRIÈRE !

CONNECTEZ-VOUS
EXED.GROUPELEMONDE.FR

SOURCE



NIHON KEIZAI SHIMBUN

Tokyo, Japon

Quotidien

nikkei.co.jp

Par sa diffusion, le "Journal économique du Japon"

est sans conteste

le plus important quotidien économique du monde.

Le Nihon Keizai Shimbun

est à l'origine du groupe

Nikkei - connu pour son indice

des valeurs boursières - ,

dont il est la principale

publication.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

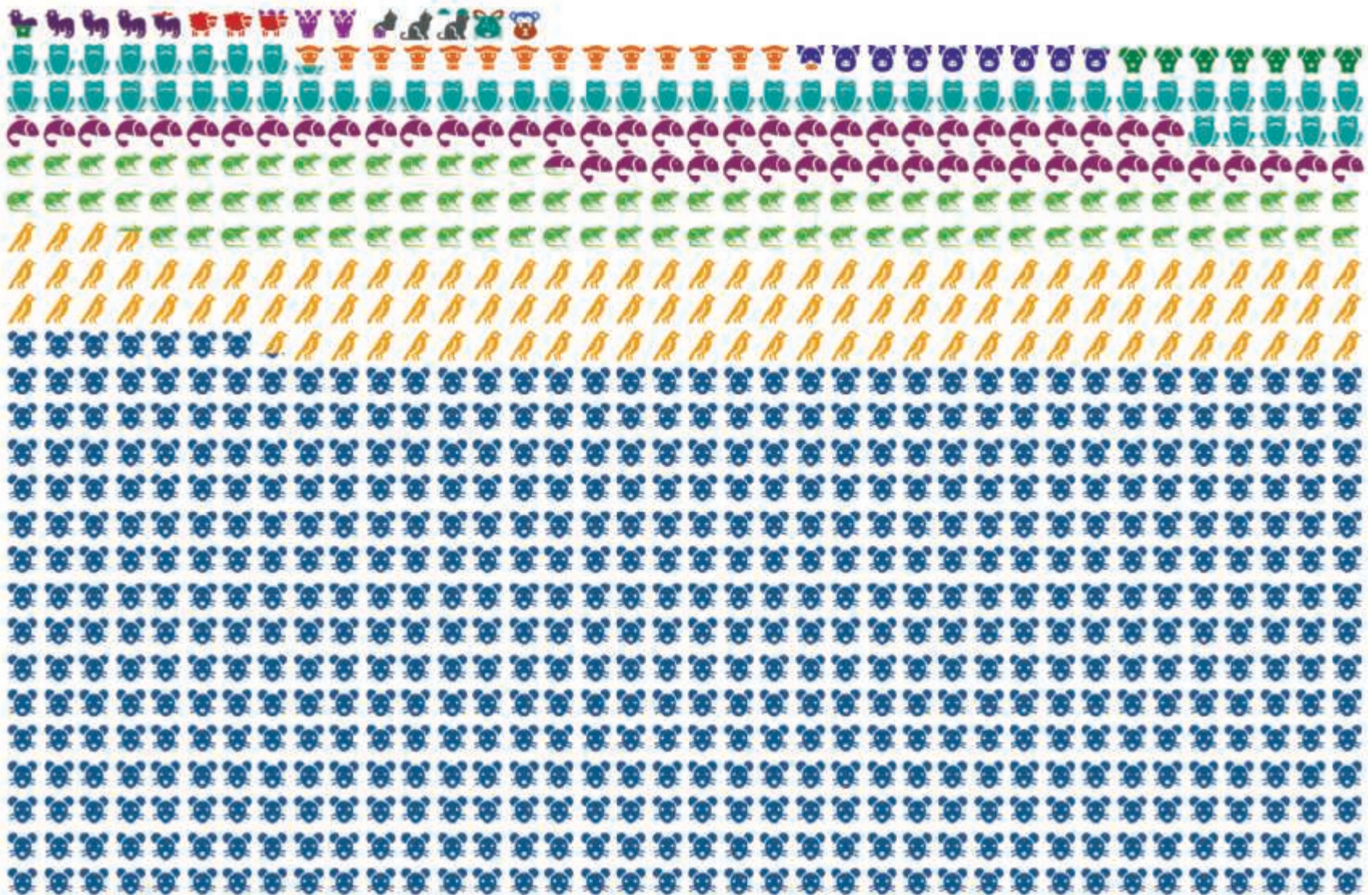
La ménagerie des laboratoires

Souris, oiseaux, poissons ou même grenouilles... En Suisse, de nombreuses espèces sont impliquées dans la recherche.

En 2020 en Suisse, 556 107 animaux ont été utilisés à des fins de recherche.

Chaque silhouette = 600 animaux

- Souris
- Oiseaux (dont volailles)
- Rats
- Poissons
- Amphibiens, reptiles
- Bovins
- Porcs
- Chiens
- mammifères divers
- Moutons, chèvres
- Chevaux, ânes
- Chats
- Autres rongeurs
- Lapins
- Primates



La source



HEIDI NEWS. Fondé en 2019, ce site suisse romand est spécialisé dans les sciences et la santé. Cette infographie est tirée de la version interactive mise en ligne le 4 février, peu avant la votation sur l'interdiction de l'expérimentation animale

en Suisse. Le 13 février, les votants ont rejeté cette proposition à 79 %. Cette visualisation permet de constater que ce sont surtout les rongeurs qui sont utilisés pour la recherche. Souris et rats représentent 72 % des expérimentations animales.

360

MAGAZINE

Le Cambodge à livres ouverts • Culture	46
Au Brésil, le “sertanejo” est roi • Musique.....	48
Les Louboutin du Moyen Âge • Histoire	50

Le “hum”, ce bruit qui n’existait pas

Depuis deux ans, une partie des habitants de Halifax, dans le nord de l’Angleterre, entendent un bruit persistant dont l’origine est inconnue, et que le reste de la population ne perçoit pas. Cette journaliste a voulu y voir plus clair.

—*Financial Times [extraits]* Londres



Par un soir de la fin novembre 2021, j’étais accoudée à la fenêtre d’un hôtel de Halifax, dans le Yorkshire de l’Ouest. Partie de Londres, j’avais conduit quatre heures et demie dans le noir, faisant la route d’une seule traite, comme happée par l’appel irrésistible de la sirène d’un mystère. De ma fenêtre, je tendais l’oreille, m’efforçant de traquer un son sous le hurlement du vent, le crissement lointain des pneus d’une voiture et ma propre respiration dans ma gorge.

Le mystère que j’étais venue élucider était invisible. C’était un bruit.

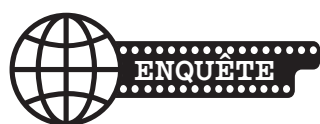
Nous savons combien les bruits intenses sont nuisibles. Mais le son exerce sur nous d’autres effets auxquels nous ne pensons généralement pas. La plupart des humains ne peuvent pas discerner les sons en deçà d’une fréquence de 20 hertz [la fréquence, qui mesure le nombre d’oscillations du son dans l’air par seconde, détermine si un son est grave ou aigu]. Mais vous les perceviez si vous étiez assis devant une enceinte crachant une musique à 19 Hz, car votre vue se brouillerait. En effet, 19 Hz est la fréquence qui entre en résonance avec le globe oculaire. À une fréquence plus basse et un volume supérieur, les ondes sonores peuvent affecter d’autres organes, et provoquer des problèmes respiratoires ainsi que des nausées dues à des vibrations dans les poumons et l’estomac.

Même un bruit relativement discret peut suffire à vous faire perdre la santé. L’Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que, chaque année, l’exposition

chronique aux bruits indésirables est responsable d’au moins 10 000 morts dans l’Union européenne. Or il nous est bien plus difficile de faire abstraction de notre ouïe que de certains de nos autres sens. On peut très bien pourrir la vie de quelqu’un avec un bruit persistant émanant d’une source mystérieuse.

Un an et demi avant moi, sous un autre ciel de nuit, ici même à Halifax, une autre femme tendait l’oreille, accoudée à une autre fenêtre. Aux premières heures de l’aube, Yvonne Conner, une quinquagénaire habitant une maison mitoyenne en pierre de style victorien à Holmfield, dans la banlieue de Halifax, a été réveillée par un étrange bourdonnement qui lui martelait les tympans. Ce n’était pas la première fois. Depuis près d’un mois, elle entendait ce bruit intermittent dans toute sa maison. Mais ce soir-là, n’y tenant plus, elle sauta dans sa voiture et fit le tour de la ville, s’arrêtant à intervalles réguliers. Le bruit était bien là, omniprésent. Mais étrangement, c’était dans sa maison qu’il était le plus perceptible.

Au cours des jours suivants, elle a passé son intérieur au peigne fin, débranchant tous les appareils électriques et demandant à ses voisins d’en faire autant. Peine perdue : le bruit ne discontinuait pas. C’était insupportable. “*Je me surprénaiss à coller à tout bout de champ l’oreille aux murs et aux planchers*”, m’explique-t-elle lors de notre première conversation téléphonique, avant que je me rende chez elle. Et le plus étrange était que ce bruit avait une présence. “*Il vient précédé d’une onde d’énergie*”, précise-t-elle. En fin d’après-midi, je m’installe au salon et → 44



SOURCE



FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni

Quotidien, 111 000 ex.

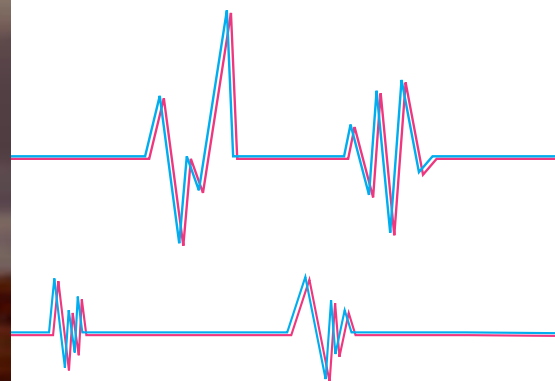
www.ft.com

Fondé en 1888, ce journal à l'origine destiné "aux investisseurs honnêtes

et aux courtiers respectables" est aujourd'hui le quotidien financier et économique de référence en Europe. Immédiatement reconnaissable à son papier rose saumon, il a été racheté par le groupe japonais Nikkei en 2015.

↓ Ovenden Moor, près de Halifax, dans le nord de l'Angleterre.

Photo Benjamin McMahon



En bref

MYSTÈRE RÉSOLU EN FRANCE

"Le maire d'une commune du nord de la France cherche l'origine d'un bruit mystérieux qui tourmente ses habitants nuit et jour depuis la fin du mois d'octobre", s'était ému, en début d'année, le site anglophone **The Connexion**, destiné aux expatriés britanniques et propriétaires de résidences secondaires en France. L'enquête lancée par la municipalité de Wizernes, une commune du Pas-de-Calais de 3 000 habitants, semble avoir porté ses fruits. Comme le rapportait la presse locale à la mi-février, l'entreprise GRDF pense avoir trouvé l'origine du bruit dans un compteur de gaz défectueux qui a depuis été réparé. "Depuis la réparation, le mystérieux signal sonore a disparu", a ainsi rapporté **La Voix du Nord**.

42 ← *tous les soirs, vers sept heures, je le sens arriver.*” Pour couronner le tout, ni son mari ni son fils ne le percevoient.

En janvier 2021, Conner, qui ne fermait plus l’œil de la nuit et croyait devenir folle, a créé une page Facebook pour parler de ce bruit qui l’importunait tant. À son grand soulagement, elle constata qu’elle n’était pas en train de perdre la raison : aux quatre coins de Halifax, d’autres l’entendaient aussi. Les témoins que j’ai interrogés le comparent à un moteur Diesel tournant au ralenti, un aspirateur, une machine à laver, ou à quelque chose qui vibre. *“On dirait une voiture à l’approche, mais qui n’arrive jamais”,* explique Gemma Redford, qui habite aussi à Holmfield. Quelle que soit leur description du bruit, tous font état des mêmes effets délétères : anxiété, maux de tête, insomnies, tension, désespoir, peur de devenir fou. Et plus ils s’évertuent à l’identifier, plus ils l’entendent. *“Ça peut paraître idiot, confie Sue Dollard, mais une fois que vous l’avez entendu, il ne vous lâche plus.”*

De fait, Conner n’a pas seulement trouvé des personnes qui captaient ce bourdonnement à Halifax : ce bruit parasite se manifeste dans le monde entier. Halifax n’est que le dernier théâtre en date d’un phénomène encore inexplicé, qui voit un groupe d’individus situés dans un même lieu commencer à percevoir ce qu’on a baptisé le *“hum”* : un long ronronnement sourd [c’est l’un des sens du mot en anglais] venu de nulle part. Les premiers signalements fiables remontent aux années 1970, à Bristol [dans le sud-ouest de l’Angleterre]. Puis d’autres témoignages ont afflué de Woodland, dans le comté de Durham [dans le Nord-Est], de Taos au Nouveau-Mexique, de Largs en Écosse, de Kokomo dans l’Indiana ou de Windsor dans l’Ontario. Une image inquiétante revient souvent pour décrire la sensation ressentie : *“C’est comme si ma tête allait exploser.”*

Avant de me rendre à Halifax pour tenter de moi-même percevoir ce son, j’en ai cherché des enregistrements en ligne. On en trouve quelques-uns, mais bien moins qu’on ne pourrait s’y attendre. Cela s’explique en partie par le fait que les sons à basse fréquence, ou infrasons, sont difficiles à capter avec des enregistreurs bas de gamme comme les téléphones portables, et que l’oreille humaine a plus de mal à identifier leur provenance que celle des sons à haute fréquence. Certaines vidéos semblent reproduire assez bien ce que les gens de Holmfield m’ont décrit au téléphone. D’autres sont plus troublantes. J’en ai regardé une intitulée *The Hum* (douze heures de captation en continu du hum de Taos). Je ne discernais pas grand-chose, jusqu’au moment où je me suis équipée d’écouteurs de bonne qualité. Ce que j’ai alors entendu m’a fait froid dans le dos. C’était un battement menaçant, presque plus comme une pression sur le tympan qu’un son ; quelque chose qui semblait véritablement venir des entrailles de la Terre.

Ce phénomène a bien entendu inspiré les plus folles hypothèses aux internautes : il s’agit de la Terre-Mère, qui nous avertit d’une catastrophe imminente ; de l’ouverture du septième sceau [de l’Apocalypse] ; de fantômes ; ou bien ce sont les vagues déferlant sur le plancher océanique, à des milliers de kilomètres sous nos pieds. L’une des très rares études universitaires sur le sujet, signée du géophysicien David Deming (qui s’était auparavant distingué pour ses positions climatosceptiques), a émis l’hypothèse que certains humains auraient la capacité de percevoir des signaux radio sous forme de son.

La localité de Holmfield ressemble à un petit village sans prétention. Accrochée aux coteaux d’une vallée, elle se résume à une poignée d’installations industrielles, des



↑ Yvonne Conner a vu sa vie bouleversée par le hum. Photo Benjamin McMahon

rangées de maisons mitoyennes, deux pubs, quelques écoles et un restaurant de *fish and chips*. Dans les quartiers voisins d’Ovenden et de Queensbury, des gens entendent également le hum. Le lendemain de mon arrivée, j’ai fait une longue promenade, demandant à tous ceux que je croisais ce qu’ils savent du mystérieux bruit.

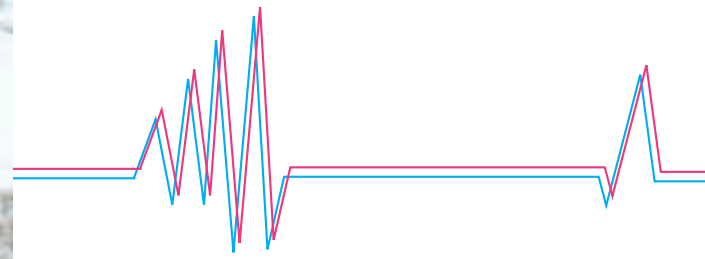
À la sandwicherie Roll With It, un homme qui a demandé à n’être identifié que sous le nom de *“M. Lynch”* me glisse sur le ton de la confiance que cela vient soit d’une sous-station électrique [la partie d’un réseau utilisée pour diminuer ou augmenter la tension], soit d’un bruit résonnant dans les canalisations d’eau. Dans une épicerie, je rencontre Jay, qui me conseille d’aller voir du côté de *“l’antenne 5G”*.

À la Queensbury Tavern, un habitué pense, lui, aux ovnis – à moins, lance-t-il, qu’une femme qui se trouve avec nous dans le pub ait laissé son vibromasseur branché. Devant une supérette Costcutter, j’interroge trois adolescentes qui n’ont pas la moindre idée de ce dont je leur parle et qui me rient au nez. Au magasin d’articles de fête Wow Wow Balloons, Gemma m’assure avoir entendu le bruit, mais elle ne sait pas d’où il vient et, comme le reste de sa famille, elle a fini par s’y habituer. J’ai beau tendre l’oreille partout où je passe, je n’entends le hum nulle part.

Le lendemain après-midi, je rends visite à Yvonne Conner, la femme qui a créé le compte Facebook. Elle gagne sa vie en promenant des chiens. Elle m’embarque dans son 4x4 pour aller chercher un golden retriever du nom de Chewy, puis nous allons dans des champs bordant un ruisseau non loin de chez elle. Conner se considère comme la porte-parole du phénomène dans la région. En chemin, elle me montre des maisons dont les occupants entendent également le hum, et d’autres qu’il a contraints à déménager.

L’intéressée n’a pas toujours promené des chiens. Avant, elle était travailleuse sociale dans un refuge de sans-abri et elle adorait son métier. Mais entre le stress et l’insomnie, le hum l’a tant épuisée qu’elle n’arrivait plus à faire correctement son travail et a jugé préférable de démissionner. *“Combien de gens risqueraient de démissionner en des temps aussi incertains que la pandémie sans un facteur assez déstabilisant pour les y pousser ?”* souligne-t-elle.

Nous avons tous un jour entendu parler de souffrances dont la cause n’est pas identifiée. L’une des difficultés à



traiter, par exemple les douleurs chroniques, tient à ce que le médecin doit faire un pas vers le patient en prenant au sérieux le récit de ce que celui-ci vit. Les personnes qui entendent le hum sont confrontées à des problèmes similaires, mais avec un obstacle supplémentaire : contrairement à la douleur chronique, la perception d’un bruit étrange, que seul un minuscule pourcentage de la population peut capter, semble amuser certaines personnes. Ceux qui entendent le hum se sont habitués à se faire traiter d’ignorants ou de fous, y compris par des experts, lorsqu’on ne se moque pas ouvertement d’eux. En 1994, interrogé par *The Independent* sur le hum, le directeur de la recherche à l’Institut royal national pour les personnes sourdes (RNID) avait répondu : *“C’est n’importe quoi. Les ‘hummers’ sont simplement un groupe de personnes qui ne veulent pas admettre qu’ils ont des acouphènes.”*

Conner ne croit pas plus à un mystère qu’à l’idée que le phénomène du hum puisse avoir une cause unique dans le monde. Tandis que nous descendons un peu plus bas dans la vallée, elle me montre des bâtiments industriels au loin. *“Vous voyez la cheminée qui fume ? C’est Gower.”*

Le nom du fabricant de meubles Gower Furniture est revenu à plusieurs reprises dans mes conversations avec les gens du coin. C’est l’une des quelques entreprises qui possèdent une usine à Holmfield, et plusieurs personnes m’ont conseillé d’y aller faire un tour. Ce que j’ai fait avant de retrouver Conner. Un puissant bruit sourd résonnait en effet devant les portes de l’usine. Nous l’entendons également depuis le champ où nous nous trouvons. *“Voilà, c’est ça que j’entends chez moi”,* m’assure-t-elle. Elle jette un regard noir sur le bâtiment.

Mais ce bruit qui nous parvient dans le champ ne me semble pas particulièrement étrange. Plus tard, j’entre chez Conner. Et là, dans sa cuisine, avec mes chaussettes mouillées, alors que la nuit commence à tomber derrière les fenêtres, je le perçois. Un vrombissement faible et sourd, de même intensité que celui que nous avons entendu dans les champs – et en note de fond, à peine perceptible, le même battement que celui des vidéos sur YouTube. J’ai presque l’impression de le sentir vibrer dans mes pieds, à travers le plancher.

Lorsque je dis à Conner que je le capte, elle semble soulagée. *“Je le supporterais encore si c’était tout le temps comme ça, soupire-t-elle. Mais là, sur une échelle de 10, le niveau sonore n’est qu’à 3.”* Ainsi, non seulement le hum est bien réel, mais je suis de ceux qui peuvent l’entendre. Bien entendu, de retour à mon hôtel ce soir-là, en écoutant l’enregistrement que j’ai fait sur mon portable, le hum a disparu.

“Ça peut paraître idiot, mais une fois que vous l’avez entendu, il ne vous lâche plus.”

Sue Dollard,
HABITANTE DE HALIFAX

À l'été 2020, plusieurs journaux canadiens ont indiqué que le hum qui était entendu à Windsor, dans l'Ontario, s'était enfin tu. Dans une étude de 2014, des chercheurs de l'université locale avaient suggéré que le vrombissement venait peut-être de l'île Zug, une enclave industrielle du Michigan [aux États-Unis, près de la frontière canadienne] accueillant une usine sidérurgique; mais l'entreprise n'avait pas coopéré avec les chercheurs. En avril 2020, l'usine a fermé ses portes... et, apparemment, le bruit a disparu.

La réponse pouvait-elle être aussi simple à Halifax? Le ronflement d'une chaudière? Le lendemain, je me rends à Hebdon Bridge [à une quinzaine de kilomètres au nord de Halifax], pour rencontrer autour d'un café Scott Patient. Ce trentenaire, un élu travailliste de Luddendenfoot, un village du district métropolitain de Calderdale [auquel appartient aussi Halifax], m'explique que les bruits étranges et inquiétants ne sont pas vraiment de son ressort, mais c'est lui qui a hérité du dossier. Le sujet est épineux pour ses collègues chargés de la santé environnementale, car, comme toutes les assemblées locales britanniques, celle de Calderdale ne dispose pas d'un budget illimité à dépenser en matériel d'enregistrement ultraperfectionné. Le Noise Act, loi sur le bruit [de 1996], garantissant à tous les citoyens de pouvoir vivre chez eux sans être incommodés par des bruits gênants, le conseil de district est habilité à enregistrer des niveaux sonores élevés et à prendre des mesures d'ordre public pour les faire cesser. Mais dans le cas du hum, ce n'est pas le volume qui est en cause.

Constatant qu'il y a eu beaucoup de signalements au début de 2020, Scott Patient se demande si le confinement n'a pas amené davantage de personnes à remarquer un bruit qui existait déjà. "Si vous faites l'histoire des industries lourdes, ajoutez-t-il, il n'y a eu aucun changement significatif durant cette période qui n'ait été vérifié et éliminé [comme cause potentielle du bruit]." Il se trouve que le conseil de district a bel et bien enquêté sur Gower et l'a mis hors de cause. Tout comme les autres sites industriels inspectés.

En reprenant ma voiture après avoir pris congé de Scott Patient, j'ai l'impression d'être revenue à la case départ : avec un mystère sur les bras.

De retour à Londres, j'interroge via Zoom Glen MacPherson, un affable professeur de mathématiques canadien. Lui aussi s'est un jour retrouvé dans sa voiture à faire le tour de son petit village de la côte de la Colombie-Britannique [la province la plus occidentale du Canada], traquant un bruit qu'il avait soudain commencé à percevoir au printemps 2012. Titulaire d'un doctorat et de toute une palette de diplômes, notamment en sciences sociales et en psychologie, MacPherson est l'un des très rares à avoir entrepris d'étudier sérieusement le hum – et l'un des plus rares encore à prendre le risque d'en parler dans les médias.

"Si ma réponse vous paraît manquer de passion, c'est simplement parce que j'ai déjà dû la faire 150 à 200 fois", s'excuse-t-il lorsque je lui demande comment son aventure avec le hum a commencé. À la fin de 2012, il a constitué une base de données sur son site Thehum.info, invitant les "auditeurs" du monde entier à décrire le son qu'ils avaient

entendu, de façon à les localiser sur une carte pour ensuite analyser les données et, espérait-il, y trouver des indices.

Pendant quelques années, il s'est rallié à l'hypothèse de David Deming selon laquelle le hum était généré par des ondes radio émises par de grandes puissances militaires. Mais en fin de compte, une expérience menée avec un grand caisson métallique aux sinistres allures de sarcophage bloquant les ondes radio a invalidé cette théorie. Aujourd'hui, comme quelques chercheurs avec lesquels il a collaboré, MacPherson pense être sur une piste. "Nous avons une très bonne raison de croire que le hum planétaire n'est pas un son", assène-t-il.

Il est convaincu que ce bourdonnement n'est pas dû à des acouphènes, mais qu'il y ressemble fortement : il s'agirait d'un phénomène auditif généré par le corps humain et non par un stimulus externe. Selon lui, le hum se distingue d'un vrai bruit environnemental. On sent clairement pointer sa frustration lorsque MacPherson évoque la confusion courante entre ces deux types de bruits : "Beaucoup de gens sont incapables de comprendre qu'il existe des sons anthropogéniques [produits par l'activité humaine] qui présentent des caractéristiques similaires au hum mondial. Une partie de ma mission consiste à bien distinguer l'un de l'autre."

Je lui parle de mon expérience à Holmfild et il m'explique que si j'ai pu capter un son dans la cuisine de Conner, c'est très certainement qu'il ne s'agit pas de ce que lui définit comme le hum; il y a plus de chance pour que ce soit un bruit environnemental. Mais c'est là que les choses se compliquent, car l'un peut déboucher sur l'autre.

Certains individus ont par nature l'ouïe particulièrement fine. Ce qui explique que seules quelques personnes soient capables de percevoir certains vrais bruits environnementaux qui les rendent dingues, alors que d'autres y paraissent totalement insensibles. Pour la première catégorie d'individus, il peut se créer une boucle de rétroaction. Selon David Baguley, un spécialiste des sciences de l'audition, plus les gens se focalisent sur l'angoisse que provoque un son non identifié, "plus l'organisme réagit en amplifiant ce son". Il est possible – bien que cela ne soit pas prouvé – que cette boucle de rétroaction, ainsi qu'une focalisation intense sur un bruit, fasse que les gens continuent à entendre un bruit même lorsque sa source a disparu.

Contrairement à ce que prétendaient les articles de presse de 2020, certains habitants de Windsor entendent toujours un bourdonnement, alors même que l'aciérie dont il émanait a fermé. Même chose à Kokomo, dans l'Indiana, où l'on a fini par comprendre que c'était un ventilateur et un compresseur d'un site industriel qui étaient à l'origine du bourdonnement. Mais là encore, pour certaines personnes, le bruit a persisté après que ce matériel a été éteint.

MacPherson admet avoir profité des médias pour promouvoir l'idée d'un "mystère" du hum. "Je pensais que si j'arrivais à accrocher le public avec une quelconque théorie du mystère, il y aurait tout un tas de gens sérieux qui se diraient :

"Soit, eh bien moi, je veux comprendre de quoi il s'agit." En un sens, sa stratégie a fonctionné. Après l'une de ses interventions télévisée, un chercheur d'Helsinki l'a contacté et ils travaillent désormais ensemble sur son étude. Mais le pari était risqué. Le mystère a également attiré des fantaisistes, dont les théories fumeuses sur le hum ont découragé des scientifiques sérieux et entravé la recherche.

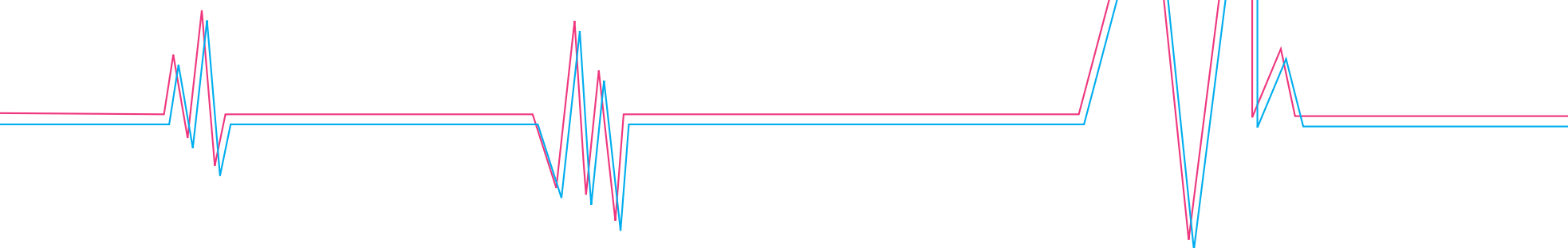
Certains se sont pourtant penchés très sérieusement sur la question. Geoff Leventhall, consultant en acoustique, travaille à ses heures perdues sur le hum depuis plus de cinquante ans. Malheureusement, il s'est rendu compte que, bien trop souvent, même avec du matériel très sensible, les mesures qu'il effectuait sur les lieux de signalement ne parvenaient pas à distinguer le hum des bruits de fond ordinaires.

Ce qui rend un bruit agaçant tient en partie à la façon dont on l'envisage. Nous assignons en effet des qualités morales aux bruits. Le bruit de machines d'usine est ainsi, par définition, plus exaspérant que le chant des oiseaux le matin, car il implique un manque de considération, une hiérarchie de priorités qui ne peut exister chez une hirondelle. C'est sur ce point que Leventhall a changé de perspective, mettant de côté le problème apparemment insoluble de ce qui fait que l'on entend ces bruits pour s'interroger sur notre façon de les appréhender. "Je me suis dit 'laisse tomber'. On arrête de mesurer les bruits, et on va plutôt aider les gens à s'y habituer", explique-t-il.

Leventhall a contribué à mettre au point un cours en ligne, assez proche de la thérapie cognitivo-comportementale, pour apprendre aux gens à envisager le bruit sous un autre angle. Sa méthode a très bien fonctionné. Ceux qui l'ont adoptée assurent avoir retrouvé leur équilibre mental, amélioré leurs relations avec les autres et repris espoir en l'avenir. "Certains vont même jusqu'à dire qu'on leur a sauvé la vie", confie Leventhall.

Je peux toutefois comprendre que tous les auditeurs du hum n'aient pas forcément envie de suivre cette voie. J'ai perçu le vrombissement qu'entendent les résidents de Holmfild et, si c'était chez moi, je ne renoncerais certainement pas à tenter de comprendre d'où il vient. Yvonne Conner n'a d'ailleurs aucune intention de lâcher le morceau. À Noël, elle est partie en croisière pour échapper au hum. Mais dès qu'elle est rentrée chez elle, sa présence sourde et rythmée était là pour l'accueillir. "Je ne sais pas quand ça s'arrêtera, soupire-t-elle. Ni même si ça s'arrêtera un jour."

— Imogen West-Knights
Publié le 11 février



culture. 

Le Cambodge à livres ouverts

Les jeunes du pays se passionnent de plus en plus pour la lecture. Et permettent ainsi à des auteurs d'émerger. Mais le piratage des œuvres, toujours répandu, fragilise cet écosystème naissant.

—VOD (extraits) Phnom Penh

You Samrang vend des livres sur sa moto et dans un petit kiosque depuis 1996, mais, pour lui, cela représente bien plus qu'un travail. Il a toujours adoré lire et se rappelle qu'enfant, en sortant de l'école à 15 heures, il se précipitait à la librairie du coin pour lire des revues. Il dévorait des dizaines de numéros, dont les pages étaient souvent emplies de nouvelles et de courts récits. Il s'en souvient : "Il m'arrivait parfois d'avoir les larmes aux yeux, sans même m'en rendre compte."

Quand il a commencé son modeste commerce de livres, il y a vingt-six ans, il n'en attendait pas grand-chose. Il gagnait tout juste de quoi joindre les deux bouts, et, pendant des années, la production littéraire est restée faible. Aujourd'hui âgé de 68 ans, il poursuit ses tournées avec ses deux caisses pleines de livres et il constate un phénomène inédit : l'avènement d'une nouvelle génération de lecteurs et d'écrivains. De jeunes auteurs publient des romans, des essais sur le monde des affaires et le droit, des ouvrages de développement personnel et spirituel. Et Samrang voit ses ventes décoller.

En 2011, la première Foire du livre annuelle du Cambodge a attiré un millier de visiteurs [à Phnom Penh, la capitale]. En 2019, pas moins de 180 000 personnes se sont pressées à l'événement organisé sur trois jours. C'était pour la plupart des adolescents et des étudiants formant de longues files d'attente pour rencontrer les jeunes auteurs populaires et se faire dédicacer leurs livres. "J'étais stupéfaite de voir

tant de monde, témoigne Ngorn Chhunny, étudiante de 21 ans à l'Institut de technologie du Cambodge. À l'époque, je venais tout juste d'arriver à Phnom Penh pour mes études." La lecture est son passe-temps favori, confie-t-elle. Les livres l'inspirent et lui donnent l'impression de mieux comprendre le monde.

Hok Sothik, cofondateur de la Foire du livre et directeur de l'association Sipar, centrée sur le développement de la lecture et la lutte contre l'illettrisme, se réjouit de l'ampleur que prend la scène littéraire depuis une dizaine d'années. Un phénomène en grande partie lié, selon lui, aux progrès de l'alphabétisation et de l'instruction dans le pays [selon l'Unesco, le taux d'alphabétisation des plus de 15 ans est passé de 67 %

en 1998 à plus de 80 % en 2015]. "Sans lecteurs, pas d'auteurs. Aujourd'hui, je constate que les uns et les autres évoluent de concert. La jeunesse apprécie la fiction, car elle lui offre une expérience unique."

Néanmoins, un certain nombre de jeunes talents littéraires cambodgiens remarquent combien la circulation de copies pirates empêche depuis trop longtemps les écrivains de poursuivre leur activité littéraire.

La romancière Thon Thavry est âgée de 32 ans. Depuis la publication de son premier livre, en 2010, le secteur de l'édition a décollé. Elle a depuis lors signé sept titres, parmi lesquels *A Proper Woman* ["Une femme convenable", un récit autobiographique sur la condition des femmes cambodgiennes, inédit en français]. Elle est une voix essentielle de la jeune scène littéraire cambodgienne. Certes, elle a désormais réalisé son rêve d'enfant en devenant écrivaine. Pourtant, la pratique du piratage des œuvres pourrait la décourager tant elle empêche les écrivains de vivre de leur plume, témoigne-t-elle : "Ils ne peuvent plus subvenir à leurs propres besoins - c'est tout juste s'ils arrivent à acheter suffisamment de riz pour se nourrir. Quand on leur demande s'ils sont prêts à continuer d'exercer le métier qu'ils aiment, la réponse est non. Ils meurent tous de faim."

Selon Thavry, les colporteurs de livres ne sont pas étrangers à cette situation. "Certains marchands ne respectent pas les auteurs. Ils achètent le livre, puis le copient pour le vendre eux-mêmes. Quand votre métier n'est ni valorisé ni respecté, mais, au contraire, foulé aux pieds, comment voulez-vous qu'un auteur soit motivé par la création littéraire ?" Elle a toutefois bien l'intention de poursuivre sa carrière de romancière et s'est donné pour objectif de publier un livre par an. Elle raconte que l'idée de son best-seller *A Proper Woman* a germé à partir d'un article de quatre pages qu'elle avait mis en ligne sur son site Internet. Face à l'afflux de réactions positives de ses lecteurs, elle s'est décidée à le retravailler pour en faire un roman à part entière.

D'autres jeunes auteurs ont également compris qu'Internet pouvait leur fournir un tremplin pour des projets plus ambitieux. C'est par exemple le cas de Seng Gechly, 23 ans. Après avoir étudié pendant un an la comptabilité pour travailler dans l'entreprise de ses

↳ Dessin de Cristina Sampaio paru dans *Expresso*, Lisbonne.

parents, elle a compris qu'elle n'était pas faite pour cela et a quitté l'université. La jeune femme explique qu'elle a toujours adoré lire, et que les livres l'ont aidée à apaiser ses angoisses. En 2019, l'un de ses textes a commencé à attirer l'attention sur le web. À l'époque, elle avait déjà publié deux tomes de sa trilogie *Student of Life* ["Étudiante de la vie", non traduit], et chaque semaine elle postait sur son site une vidéo de trois à cinq minutes comportant un petit extrait de ces livres. Les vidéos ont déclenché une avalanche de commentaires et de messages. Ses lecteurs lui disaient à quel point ses vidéos avaient changé leur vie et les avaient motivés, et ils lui posaient toutes sortes de questions sur sa technique d'écriture. Pour Gechly, il est indispensable de publier sur le Net pour se constituer un lectorat, et notamment toucher ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter de livres.

Devant le lycée Santhormok, sur le boulevard Kampuchea Krom, un des axes principaux de Phnom Penh, Samrang, le colporteur de livres, raconte comment il créait lui-même ses livres il y a vingt ans en découpant des articles dans des revues et en les reliant. Il récrivait certains textes pour les améliorer et numérotait les pages sur un coin. "Je n'avais pas d'ordinateur. Je les fabriquais de mes mains, explique-t-il. Les propriétaires [des revues] ne s'en plaignaient pas. Ces éditeurs de presse ont d'ailleurs mis la clé sous la porte depuis, alors que des copies de mes livres circulent encore aujourd'hui."

Une lycéenne vient jeter un oeil à ses caisses, feuillette quelques ouvrages avant de se décider pour une histoire d'amour. Elle a 17 ans et dit apprécier également la science-fiction et les livres en anglais. "Ils me donnent parfois des idées de rédactions", avoue-t-elle, ajoutant que c'est une bien meilleure façon de tuer le temps que de pianoter sur son téléphone. "Quand je me plonge dans un livre, je me sens moins tendue. La lecture m'aide à gérer mon stress."

—Keat Soriththeavy
Publié le 10 février

SOURCE



VOD

Phnom Penh, Cambodge

vodenglish.news

Créé en 2003, ce site

d'information est piloté par

le Centre cambodgien pour

les médias indépendants.

Au départ spécialisé dans

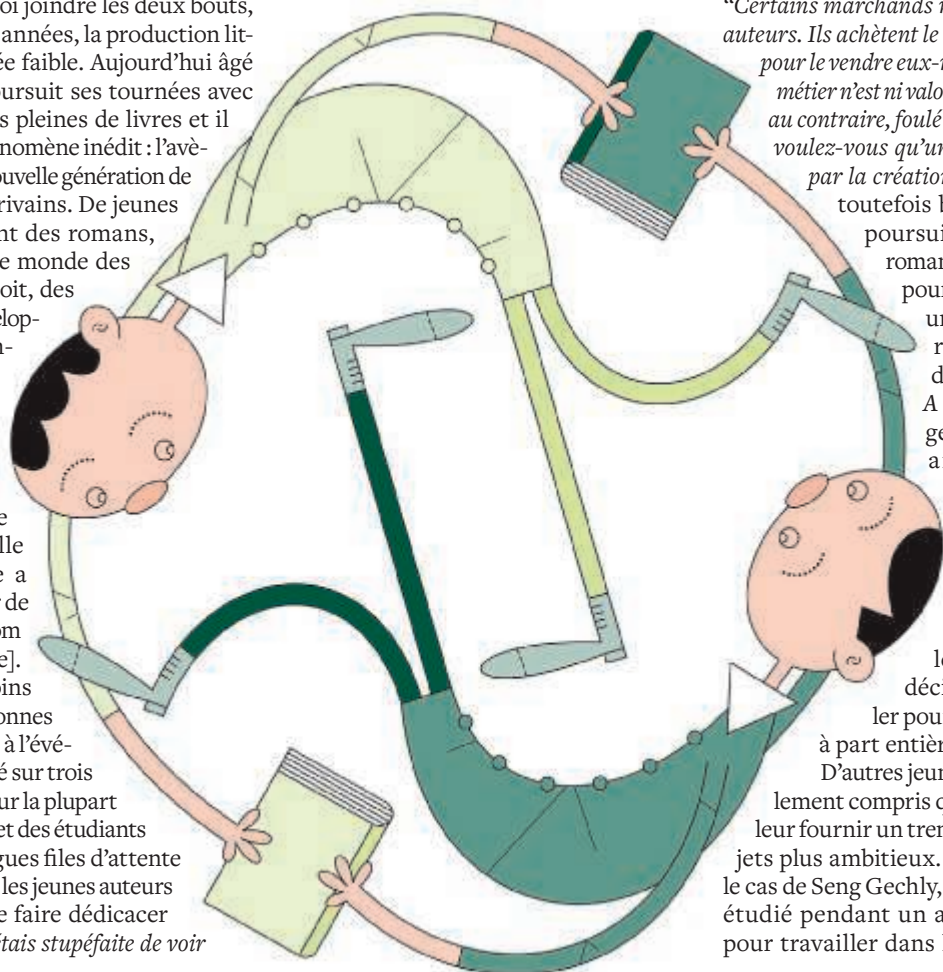
la production de programmes

radio puis vidéo, il propose

depuis 2011 des articles

sur l'actualité nationale

et internationale.



NOUVEAU, LE 11 MARS

À DÉCOUVRIR AVEC **M** LE MAGAZINE DU MONDE

Le Goût de M n°1. Supplément à M Le magazine du Monde n°547. Supplément au Monde n°24005/2000 C 61975 SAMEDI 13 MARS 2023. Ne peut être vendu séparément. Disponible en France métropolitaine, en Belgique et au Luxembourg.

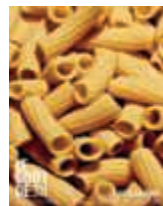
MODE — Raquel Zimmermann,
tout simplement

CUISINE —
Le fil à la pâte

VOYAGE — La Colombe d'Or,
l'art et la manière

LE GOÛT DE **M**

DESIGN **SUCCESSION D'OBJETS**



UN NUMÉRO SPÉCIAL LIFESTYLE :
MODE, CUISINE, DESIGN ET VOYAGE.
LEMONDE.FR/M-LE-MAG @M_MAGAZINE

LE GOÛT DE **M**



Au Brésil, le “sertanejo” est roi

Cet équivalent de la country est le courant musical le plus écouté du pays. Prisé du public rural, il s’est imposé en conquérant les radios, obligeant les autres musiques à miser sur un réseau Internet lacunaire pour se faire entendre.

—**Folha de São Paulo** (extraits)
São Paulo

Kamilla Fialho, une agente artistique qui a travaillé avec [les artistes pop funk] Anitta et Kevin o Chris, a récemment fait crépiter Internet. “Je paie pour faire passer un morceau à la radio, mais eux, ils achètent la radio”, a-t-elle déclaré lors d’un entretien accordé au programme *Podcast de Música*, sur YouTube, faisant référence aux artistes de la musique *sertaneja*.

Même s’ils sont un peu provocants, ces propos comportent une part de vérité. Genre très consommé au Brésil, c’est à la radio que le *sertanejo* est le plus présent [voir encadré]. Or la radio peut donner une célébrité nationale à un morceau ou à un artiste. Le *sertanejo* est, certes, aussi présent sur les plateformes de streaming, mais il y partage les projecteurs avec d’autres styles, qui doivent bien trouver des solutions pour se développer sans dépendre des radios FM.

Sur les 100 morceaux les plus diffusés par les radios du pays l’année passée, 60 % étaient du *sertanejo*. Le reste se partage notamment entre le *forró*, le *pagode*, la pop et la musique internationale, selon les cabinets spécialisés Crowley et Connectmix. Et le *sertanejo* domine les classements radiophoniques. Une seule chanson de

João Gomes, un chanteur [de *forró*] dont le disque a été le plus écouté de l’année sur Spotify et Sua Música – un service de streaming très fréquenté dans le Nordeste –, figure ainsi parmi les plus diffusées à la radio. Et sur les dix vidéos de musique les plus vues sur YouTube en 2021, une seule – en l’occurrence *Batom de Cereja* [du duo Israel & Rodolfo] – vient d’artistes *sertanejos*. Le funk, absent des radios, compte quatre morceaux parmi les dix plus vus sur YouTube – entre autres le hit *Bipolar* des

MC Don Juan, Davi et Pedrinho, et deux morceaux de MC Poze do Rodo. Le *forró* est également présent sur YouTube, avec Os Barões da Pisadinha, Zé Vagueiro et Raí Saia Rodada.

“Le *sertanejo* a commencé à grandir, à dominer le marché, il y a huit ou neuf ans. Ce n’était pas le cas avant : l’axé, le pop rock, le pagode occupaient plus d’espace. Aujourd’hui, le *sertanejo* a le monopole”, déclare JP Ferolla, qui offre ses services de marketing à divers artistes. “Le *sertanejo* est arrivé avec des agents artistiques issus du milieu rural, beaucoup de fric, et il a investi tous les médias. Quand un nom du pop rock ou du pagode investit 50 000 reais [environ 8 600 euros] dans un morceau, un *sertanejo* en met 1,5 million [258 000 euros]. C’est donc très déloyal.”

Selon lui, c’est le classement des morceaux les plus écoutés à la radio, tout comme les playlists de Spotify, qui

MUSIQUE

← À Goiânia, en août 2020. Cette ville du centre du Brésil accueille VillaMix, le plus grand festival de musique sertaneja du pays.

Photo Wildes Barbosa/EFE/Newscom/MaxPPP

détermine le montant des cachets des concerts. Ferolla cite le cas d'un artiste sertanejo parmi les plus écoutés qui peut dépenser près de 400 000 reais [69 000 euros] pour s'assurer qu'un de ses morceaux sera diffusé à la radio au moins trois fois par jour pendant trois mois. Les passages supplémentaires sont liés aux demandes des fans et aux bonnes performances d'un morceau. Pour les compositeurs qui alimentent les chanteurs sertanejos, de tels investissements garantissent une rotation élevée à la radio, mais c'est bien la qualité de la chanson qui déterminera ensuite si elle est première ou cinquantième au classement des morceaux les plus écoutés.

L'an passé, 60 des 100 morceaux les plus diffusés à la radio étaient du sertanejo.

Les sommes peuvent varier considérablement selon la radio, l'artiste ou le type de contrat – s'il est national ou régional, s'il porte sur un morceau ou sur le chanteur, par exemple. Un imprésario ou un producteur peut négocier le créneau de plusieurs artistes en même temps, ce qui a aussi une influence sur le prix. Il n'y a pas de tarif fixe. "Presque toutes les radios vendent du temps d'antenne. Ça a toujours existé ; ce qui a changé, c'est la monnaie d'échange. Aujourd'hui, elles préfèrent les espèces sonnantes et rébuchantes, mais avant c'étaient [des] participations à des émissions, [...] des petits cadeaux ; on faisait autrement."

Quoique mal vu, le jabá [pot-de-vin] – ce versement d'une certaine somme d'argent pour que la radio diffuse le morceau d'un artiste – ne constitue pas un délit et est pratiquement la règle aujourd'hui, au point que la pratique a gagné le streaming. Le sertanejo bénéficie, en outre, du fait qu'une grande quantité de radios sont consacrées à ce genre, ce qui complique encore les choses pour les autres styles. D'après JP Ferolla, qui travaille aussi avec Os Barões da Pisadinha, les étoiles du forró investissent moins dans la radio, et la discrimination y règne encore. "La majorité des radios sertanejas ne passe pas de forró ni de piseiro [aux confluences du funk et du forró]. J'ai vu des artistes qui voulaient payer et qui n'étaient pas acceptés. Donc la radio fait aussi une sélection ; elle ne prend pas n'importe quel morceau", confie-t-il.

Même si elle est en concurrence avec les médias numériques, la radio continue à jouer un rôle important au Brésil. D'après une enquête réalisée par [le cabinet de conseil] Kantar Ibope Media en septembre 2021, 80 % des Brésiliens écoutent la radio, soit 2 % de plus que l'année précédente. Aujourd'hui, les stations possèdent

également des chaînes sur YouTube et diffusent de la musique en streaming. Mais leur principal atout reste de toucher des régions où l'accès aux réseaux de téléphonie mobile est précaire et le nombre de personnes possédant un téléphone portable, limité. Cette capacité de pénétration motive la stratégie des sertanejos. "Internet n'a pas encore conquis tout le pays comme la radio. Et le sertanejo est une musique de masse ; c'est vraiment énorme. Il lui faut un large public ; il mise là-dessus. Le média qui a cette portée, c'est la radio", déclare André Piunti, un journaliste spécialisé dans le sertanejo, qui interviewe également sur YouTube les personnalités de ce courant musical.

La relation qu'entretient le sertanejo avec les radios est ancienne et loin d'être limitée. Les morceaux qui passent à la radio sont aussi diffusés sur les réseaux sociaux et en streaming ; les supports se nourrissent les uns les autres. Par exemple, quand quelqu'un entend un morceau à la radio toute la journée, une fois arrivé à la maison il cherchera cette chanson sur Internet. Le sertanejo favorise aussi la dynamique des concerts. Certains disques et vidéos sont enregistrés en live, sur scène. Ils montrent au public et aux signataires des contrats la structure et le répertoire avec lesquels l'artiste va partir en tournée dans tout le pays. Tout cela finit par faire monter les cachets.

Gros coup. Les artistes de la pop et du funk, par exemple, réussissent eux aussi à accéder aux radios, mais de façon plus limitée. "Il existe des radios pop qui ne passent pas de sertanejo et qui touchent tout le Brésil. Si j'entre dans trois de ces radios, je réussis un gros coup, mais moins que si j'avais toutes les radios consacrées au sertanejo. Le problème, c'est que le Brésil est composé d'intérieurs [comme on appelle là-bas les vastes espaces ruraux de nombreux États]. Dans ces régions, Internet n'a pas un débit aussi rapide que dans les capitales. Et ces trois radios pop n'émettent pas nécessairement à l'intérieur du pays."

"[Le funk et le sertanejo] sont des mouvements très différents, explique Igor Carvalho, qui travaille pour GR6, l'un des plus grands producteurs de funk du pays. Le funk est énorme, il touche les périphéries [pauvres des villes] ; le sertanejo est plus national, il entre dans des maisons où le funk ne pénètre peut-être pas. Même si c'est en train de changer. Aujourd'hui, on entend du funk dans les fêtes d'enfants. Les artistes s'efforcent d'écrire des paroles destinées à un public plus exigeant."

Les artistes de funk tentent de se débrouiller sans la radio. "Je ne sais pas s'il est vraiment indispensable de passer à la radio ni si les gens savent que tout cela a un prix, commente Igor Carvalho. Les sommes demandées sont telles qu'à notre avis le rapport coût-bénéfice n'en vaut pas la peine." Cela se reflète aussi dans le financement des concerts. Si les sertanejos vendent des tournées conceptuelles avec un

Lexique

LES MUSIQUES POPULAIRES DU BRÉSIL

- Axé :** Tirant son nom de l'énergie vitale au cœur du candomblé, religion afro-brésilienne, ce mouvement musical est né dans les carnivals de Salvador, la capitale de l'État de Bahia, dans les années 1980. Il combine des influences très diverses, de la samba aux rythmes afro-caribéens du reggae et du meringué.
- Funk :** Le nom de cette musique urbaine est utilisé au Brésil à la fois pour le style venu des États-Unis et pour le funk carioca, qui a son identité propre, forgée dans les favelas de l'État de Rio. Accusés de répandre des textes sulfureux et d'inciter au désordre, les bailes funk, ces fêtes populaires, sont dans la ligne de mire des autorités brésiliennes.
- Forró :** Désignant à l'origine une fête traditionnelle de la région du Pernambouc, dans l'État

du Nordeste, ce genre regroupe diverses danses dont les instruments caractéristiques sont l'accordéon, le triangle et un tambour baptisé zabumba.

Pagode : Ce type particulier de samba est né à Rio à la fin des années 1970. Son nom provient des fêtes organisées par les esclaves, puis par leurs descendants après l'abolition de l'esclavage, en 1888.

Sertanejo : Née dans les premières décennies du xx^e siècle, c'est étymologiquement la "musique du sertão", c'est-à-dire des lieux reculés, à l'intérieur des États, loin des centres urbains (ce qui lui vaut d'être comparée à la country américaine). De nombreux sous-genres existent. Son emblème est une petite guitare appelée viola caipira. Le sertanejo accorde une importance particulière aux duos de chanteurs ou chanteuses.

groupe de musiciens et de grandes structures, les funkeiros font des spectacles plus courts et jouent parfois plusieurs fois dans la même soirée. "L'orchestre d'un funkeiro, c'est un DJ avec un MPC ["contrôleur de production musicale"], un matériel qui vaut au maximum 10 000 reais [1 700 euros]", précise Carvalho. L'argent dépensé pour la promotion va surtout aux influenceurs de réseaux comme Tik Tok, à l'achat d'espace dans les playlists de célébrités, à la publicité sur les services de streaming ou encore au lancement en ligne des morceaux et des clips.

Ces dernières années, le funk a néanmoins copié les stratégies du sertanejo, avec des partenariats entre artistes et, plus récemment, la captation vidéo de concerts entiers. Kevin o Chris, un client de Kamilla Fialho, et MC Hariel, un client de GR6, ont enregistré des concerts en direct pour essayer de vendre des spectacles plus longs et des tournées thématiques, afin de faire monter leurs cachets – comme le font les sertanejos.

Les imprésarios interviewés pour ce reportage sont unanimes : investir uniquement dans la radio ou dans le streaming n'est pas la meilleure voie. Même pour les artistes confidentiels, le mieux est d'être présent partout – avec plus ou moins de visibilité – et de développer son image sur

les réseaux sociaux. C'est ce qu'explique Santo Tevisan, qui place des artistes moins connus – ou en début de carrière – à la radio depuis plus de dix ans. Il va voir les radios de l'intérieur du pays deux ou trois fois par mois et, comme il n'a que peu ou pas de capacité d'investissement, s'efforce de nouer des liens étroits avec les gens de la station pour caser ses poulains. "Un artiste a beaucoup plus de chances de faire un concert à Santa Catarina [un petit État du Sud] s'il passe sur les ondes de cette microrégion que s'il a 2 millions de vues en streaming. Si tu es de l'intérieur du Minas Gerais [un grand État du sud-est du pays], où Internet ne fonctionne pas très bien, c'est la radio de la région qui va vendre le concert. Il faut donc d'abord créer une relation avec cette radio et son public", précise-t-il.

Dans le cas de Tevisan, l'important est donc de bien choisir les radios sur lesquelles diffuser chacun de ses artistes, de leur décrocher des interviews, de rapprocher les chanteurs des programmeurs et de travailler dans des régions bien précises. Beaucoup d'artistes sortent des hits sans être pour autant des visages connus ni toucher l'intérieur du pays. "Être diffusé à la radio, c'est possible [sans payer pour cela], mais tout dépend de votre objectif. Si l'artiste dit : 'Je veux être connu dans tout le pays', il va devoir dépenser de l'argent ; il n'y a pas moyen de faire autrement. Il ne va pas passer seulement à la radio, mais sera lancé sur les plateformes de streaming, les réseaux sociaux, tout."

—Lucas Brêda
Publié le 25 janvier

Certains artistes paient de fortes sommes pour que leur chanson soit jouée plusieurs fois par jour à la radio.

Mode. Les Louboutin du Moyen Âge

XIII^e-XV^e siècle — Europe

À l'époque médiévale, les chaussures très pointues sont du dernier chic en matière de mode vestimentaire. Avec des conséquences parfois douloureuses.



— CNN Atlanta

➤ Illustration de la chanson de geste *Chanson des quatre fils Aymon*.
Photo Akg images

C'étaient les Louboutin du Moyen Âge : les poulaines, chaussures de cuir très pointues, étaient le comble du chic dans la Grande-Bretagne du XIV^e siècle. Mais leurs adeptes, hommes et femmes confondus, en souffraient dans leur chair – les poulaines donnaient des oignons.

Cette callosité douloureuse est répandue de nos jours, en particulier chez les femmes. Mais c'est avec surprise que la paléopathologiste Jenna Dittmar a découvert de nombreux hallux valgus (la déformation à l'origine des oignons) sur des ossements qu'elle étudiait dans le cadre de recherches à l'université de Cambridge sur le quotidien à l'époque médiévale.

“On constate une évolution dégénérative des os du pied. Des signes ostéologiques clairs montrent qu'une contrainte latérale s'exerçait sur les orteils. La présence de trous dans l'os montre que les ligaments étaient distendus. Rien que de regarder cet os, on a mal”, décrit Jenna Dittmar, aujourd'hui chercheuse à l'université d'Aberdeen (Écosse).

L'oignon est causé par une déviation du gros orteil entraînant l'apparition d'une bosse à la face interne du pied. Cette déformation est souvent liée au port de talons hauts et de chaussures étroites, mais d'autres facteurs, génétiques notamment, entrent en jeu. La déformation peut être douloureuse, et provoquer des troubles de l'équilibre.

Intrigués par cette prévalence médiévale de l'oignon, Jenna Dittmar et ses collègues ont analysé 177 squelettes datant du XI^e au XV^e siècles, enterrés à Cambridge et dans sa région. D'après ces travaux, 27% des individus des XIV^e-XV^e siècles avaient des oignons, contre seulement 6% des squelettes datant du XI^e au XIII^e siècles.

Or, expliquent les chercheurs, le XIV^e siècle a de fait été marqué par l'arrivée de nouvelles modes vestimentaires et par la diversification

des tissus et des couleurs. En particulier, les chaussures de la fin du XIV^e mises au jour à Londres et à Cambridge avaient presque toutes une forme plus ou moins allongée, et ce qu'elles aient appartenu à des adultes ou à des enfants.

Si peu de souliers de cette époque nous sont parvenus intacts, le musée de Londres en possède un exemplaire bien conservé, exposé dans l'une de ses galeries médiévales : il mesure 31,5 centimètres !

En revanche, l'existence de talons sur les chaussures de l'époque ne peut pas être clairement établie, explique Jenna Dittmar : les matériaux dont ils auraient pu être faits, le bois notamment, résistent mal à l'épreuve du temps.

Déséquilibre et chutes. Les analyses des squelettes exhumés dans quatre cimetières de la région de Cambridge montrent aussi que l'oignon était plus fréquent chez les riches citadins. Seuls 3% des individus enterrés dans le cimetière rural situé à six kilomètres au sud de la ville, et 10% de ceux du cimetière paroissial des faubourgs, qui accueillait souvent les sépultures des plus pauvres, présentaient des traces d'hallux valgus.

À l'inverse, la présence de cette déformation est avérée sur 23% des squelettes qui reposaient sur le site d'un hospice, sur l'actuel St. John's College, et sur 43% des corps enterrés sur le domaine d'un ancien couvent d'augustins – sans doute des membres du clergé et de riches bienfaiteurs.

Si les moines étaient censés privilégier un habillement modeste, propre à une existence modeste vouée au culte, il n'était pas rare de voir le clergé porter des tenues dans le vent. Ces ecclésiastiques branchés finirent par hérissier la hiérarchie de l'Église et le port de poulaines leur fut interdit en 1215. Cette prohibition eut manifestement peu d'effets, note l'étude des chercheurs, puisque de nouveaux édits vestimentaires furent pris en 1281 puis en 1342.

L'étude menée à Cambridge a trouvé davantage d'oignons sur des squelettes masculins que féminins – cependant, rappelle Jenna Dittmar, l'équipe n'a pu conclure à une vraie différence entre hommes et femmes, ces dernières étant moins représentées dans l'échantillon.

Les chercheurs ont par ailleurs découvert que les squelettes d'individus morts à plus de 45 ans et souffrant d'un hallux valgus présentaient plus souvent des traces de fractures typiques des chutes. Par exemple, une fracture d'un membre supérieur survient souvent en tombant les bras en avant.

“Des études cliniques modernes sur des patients souffrant d'hallux valgus ont prouvé que cette déformation est source de déséquilibre et augmente le risque de chute chez les sujets âgés, explique la paléopathologiste. Et cela concorde avec le grand nombre d'os présentant des fractures résorbées que nous avons recensés sur les squelettes médiévaux présentant la même pathologie.”

— Katie Hunt

Publié le 10 juin 2021

SOURCE



CNN

Atlanta, États-Unis
edition.cnn.com

Fondée en 1980 par le magnat de la presse Ted Turner, Cable News Network (CNN) est la première chaîne d'information continue. Elle est passée dans le giron de Time Warner en 1996. CNN.com a été mis en ligne en 1995. Depuis 2008, le direct CNN y est diffusé gratuitement. Le site produit également des contenus écrits et dispose de sa propre agence de presse depuis 2010.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Février-mars 2022
8,50 €



IL, ELLE, IEL...

LES RÉVOLUTIONS DU GENRE

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTIQ à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

ALLEZ AU BUREAU EN BUREAU.

PROMO CARTE LIBERTÉ :

299€/AN⁽¹⁾
399€/AN

TARIFS EXCLUSIFS TOUTE L'ANNÉE⁽²⁾



IL Y AURA TOUJOURS UN **TGV inOUI** SUR LEQUEL COMPTER



TGV
!nOUI

RENDEZ-VOUS SUR LE SITE ET L'APPLICATION **●●sncfconnect**, EN GARES, BOUTIQUES, AGENCES DE VOYAGES AGRÉÉES SNCF ET PAR TÉLÉPHONE.

PROMOTION DU 8 AU 28 MARS 2022⁽¹⁾

(1) Prix TTC pour tout achat ou renouvellement d'une carte de réduction Liberté. Offre valable du 8 au 28 mars 2022 inclus. Date d'activation de la carte possible jusqu'à 5 mois après la date d'achat. Offre non cumulable avec toute autre promotion en cours et bonus de renouvellement de la carte. Vente et informations en bornes libre-service, dans les gares, les boutiques SNCF, par téléphone au 3635 (service gratuit + prix d'un appel), auprès des agences de voyages agréées SNCF et sur www.oui.sncf. (2) Offre réservée aux titulaires de la carte Liberté. Tarif unique correspondant à une réduction calculée de 45 % en première classe et de 60 % en seconde classe, hors prestation supplémentaire payante, sur le tarif Business Première sur les trains à réservation obligatoire de TGV INOUI et INTERCITÉS (hors OUIGO et INTERCITÉS 100 % ÉCO). Sur les trains INTERCITÉS sans réservation obligatoire, la réduction est de 50 %, calculée sur le tarif normal de la classe empruntée. Les conditions d'application sur TER sont de la responsabilité des autorités organisatrices et sont disponibles sur les sites Internet TER. Tous droits de reproduction réservés. TGV INOUI est une marque enregistrée de SNCF Voyageurs, SA au capital social de 157 789 960 €, inscrite au RCS de Bobigny sous le numéro 519 037 584 - 9, rue Jean-Philippe Rameau - 93200 Saint-Denis Cedex. ROSA PARIS